

Ω 5 Ω

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#11 67. Jahrgang 13. März 2020



5 453000 174663



4,00€

Neue Bildungs-Matrix

Die Schulbeilage fragt, ob unsere
Schulen auf die Herausforderungen des
21. Jahrhunderts vorbereiten

99 ans

La Société nationale des habitations à
bon marché (SNHBM) veut interdire les
« méga plus-values » sur les logements
qu'elle a construits

Líder contestato

350 délégués du LCGB doivent
réélire leur président national Patrick
Dury samedi à Mondorf sur fond de
contestations internes

Photo : Sven Becker

100 ans

Bernard Thomas

Uchronie On s'étonne, à la lecture de *L'Album du centenaire* publié par la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), de l'étendue du parc immobilier construit par le promoteur social depuis 1919. On connaissait les nouvelles cités érigées depuis les Trente Glorieuses à Bonnevoie, à Cessange, au Cents et au Kirchberg. On découvre, dans cet inventaire compilé par l'historienne de l'art Antoinette Lorang, que durant l'entre-deux-guerres, la Société avait également marqué de son empreinte les beaux quartiers. Dans les années 1930, le promoteur social a ainsi construit 64 « Beamtenhäuser » aux allures vaguement Art déco au Belair.

Si les règles de l'emphytéose actuellement en vigueur avaient été appliquées il y a un siècle, les premiers baux viendraient à échéance en cette année 2020. Seraient concernés une trentaine de cottages pittoresques érigés en 1921 au Limpertsberg. Le directeur de la SNHBM depuis 2008, Guy Entringer, se prête au jeu d'histoire alternative : « Il y aurait alors deux options : soit on prolongerait l'emphytéose, soit on rachèterait la maison à la valeur du gros-œuvre fermé. C'est-à-dire que les propriétaires toucheraient entre 50 000 et 100 000 euros – ce qui ferait probablement scandale... »

L'album publié par la SNHBM se lit donc également comme la chronique d'un gâchis. Un gigantesque parc immobilier a été intégralement dissout dans le marché. Au point que la Société se dit aujourd'hui incapable d'avancer un chiffre fiable sur le nombre de logements qu'elle a réalisés depuis sa création. (Il y a 25 ans, elle estimait avoir construit 6 200 logements ; ce qui correspond au nombre d'habitants d'une ville de la taille de Dudelange.)

Or, jusqu'à la fin des années 1990, la SNHBM cédait toutes ces maisons en pleine propriété, c'est-à-dire qu'elle les privatisait instantanément. De plus, jusqu'en 1980, la durée du droit de préemption que pouvait exercer la SNHBM n'avait été que de dix ans. Des objets immobiliers réalisés par la SNHBM finissaient donc régulièrement dans les petites annonces des quotidiens puis sur *athome.lu*. Des maisons achevées dans les années 1990 au Kaltreis ou au Cents y affichaient aujourd'hui des prix dépassant allègrement les 1,4 million d'euros. Revendues au prix du marché, elles auront généré des plus-values pharamineuses pour les acquéreurs originaux.

Lissage L'historique sur lequel s'ouvre l'album fait très *corporate history* : un récit officiel, peu problématisé et encore moins critique, plat comme un trottoir de rue. Comparée à la profondeur sociologique des recherches publiées par Antoinette Lorang dès 1994, l'approche semble ringarde, en régression. La raison de ce déphasage est simple, mais pas apparente pour le lecteur : Les premières 27 pages ont été rédigées par la SNHBM elle-même. La Société y écrit donc sa propre histoire, faisant largement un copier-coller de sa brochure d'anniversaire d'il y a 25 ans.

Le livre passe ainsi sur une curieuse circonstance : durant plus de soixante ans, entre 1919 et 1980, la société de promotion sociale aux capitaux majoritairement publics fut dirigée par la même famille. Le poste de directeur passe en ligne directe de Henri à Bob Frommes, le fils reprenant la charge à la mort du père en 1942, donc en pleine Occupation. Il aurait poursuivi une sorte de stratégie de résistance passive à l'occupant en faisant « traîner les travaux pendant plusieurs années », lit-on. Au lendemain de la Libération, « de vifs remerciements » auraient même été exprimés à son encontre pour avoir réussi à préserver la Société.

La SNHBM avait longtemps la manie de nommer ses cités d'après les membres de son conseil d'administration, un cénacle restreint de bourgeois philanthropes et de notables d'État, qui, dans les années 1970 encore, avaient catégoriquement refusé la recommandation du gouvernement de coopter des représentants syndicaux en leur sein. La cité-jardin à Cessange (1954) fut ainsi nommée d'après le directeur de la BCEE Ernest Hamélius ; celle à Soleuvre (1960) d'après le ministre d'État et président de la Banque Internationale à Luxembourg, Léon Kauffman ; celle au Cents (1967) d'après le premier directeur de la Société ; celle à Bonnevoie (1953) d'après

« Le but de la SNHBM, ce n'est pas de gagner des prix d'architecture. Mon principe, c'est que la maison doit être plus belle à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

Guy Entringer

Léon Metzler, le chef du contentieux de l'Arbed et « fervent défenseur du progrès social ».

Idéologues Pour une critique de l'idéologie de la SNHBM, il faut consulter *Luxemburges Arbeiterkolonien und billige Wohnungen*. 26 ans après sa parution, la volumineuse étude d'Antoinette Lorang reste une référence incontournable. Elle y montre que la promotion de maisons unifamiliales – préférées aux grands ensembles collectifs mis en location par des institutions publiques – exprimait un programme politique. En 1895, la Chambre vota la première loi facilitant l'accès à la propriété via des crédits bon marché. Ceci marquait le début d'une politique de la demande, depuis suivie par tous les gouvernements luxembourgeois. (Ainsi, en 2018, les exonérations et abattements accordés aux propriétaires se chiffraient à 627 millions d'euros de dépenses fiscales.) Dès l'exposé des motifs, on note qu'il faudrait suivre la devise « une famille, un foyer ». C'est-à-dire œuvrer « à solidariser l'esprit de famille, à préserver l'autorité du père, à renforcer le respect envers la mère, à propager le goût de l'ordre, à inspirer l'amour de l'économie, à imprégner le sentiment de la propriété, à repousser les idées subversives et à maintenir la paix sociale. »

En 1919, le conseil d'administration de la SNHBM opta presque instinctivement pour le modèle de la petite maison unifamiliale et contre les « Mietskasernen », pour la propriété privée et contre les logements publics. Henri Frommes parla des clients de la SNHBM comme d'une « élite des locataires », des « exemples » qui se démarqueraient de la masse des ouvriers par leur « Sparsamkeit » et « Fleiß » : « Die Bedeutung des Eigenheimes in sozialpolitischer Hinsicht kann nicht hoch genug gewertet werden. Jedenfalls entzieht das Eigenheim dem Kommunismus vollständig den Boden. »

À partir de la fin des années 1950, la SNHBM délaissera entièrement le locatif social. Il faudra attendre 2001 pour que se mette en chantier un immeuble de logements locatifs au Domaine du Carmel. Cette politique, la SNHBM la justifiait non plus par un credo bourgeois mais par des arguments financiers. Longtemps exclue des subventions étatiques, la Société serait forcée à maintenir l'équilibre entre dépenses et recettes. Or, selon ses calculs, le locatif social aurait créé un déficit de trésorerie dès la première année et une perte abyssale au bout de quelques décennies. Bref, la SNHBM aurait construit ce qu'il était rentable de construire. Durant des décennies, ce fut au Fonds du Logement, créé en 1979, de colmater la brèche. Auprès du public, et notamment des élus communaux, la SNHBM sera perçue comme le promoteur de la classe moyenne, des propriétaires respectables, tandis que le Fonds du Logement représentait une clientèle de déclassés, de locataires, les classes dangereuses.

Depuis qu'en 2002, la subvention étatique a été portée à 70 pour cent, la SNHBM s'investit également dans le locatif social. Une activité qui se solderait par une « schwarze Null », dit Guy Entringer. Puis d'ajouter qu'à son avis, la méthode de calcul des loyers, qui s'élèvent en moyenne à quatre euros le mètre carré, et ceci indépendamment de la localisation, de la classe énergétique et de l'ancienneté du logement, devrait être reconsidérée : « Les loyers sont tout simplement trop bas. »

Traditionalisme Les « maisons-tours » de huit étages prévues dans la cité Frommes au Cents, seront encore rabaisées à quatre niveaux. Il faudra attendre la fin des années 1970 pour voir apparaître les premiers grands immeubles signés SNHBM. À partir des années 2010, surtout au Kirchberg (Quartier Grünewald, Domaine du Kiem, Réimerwee), les constructions changeront d'échelle. Pour ses grands projets, la SNHBM emploie les services d'architectes externes, ce qui se traduit souvent par une meilleure qualité architecturale.

Durant des décennies, la SNHBM n'aura construit ni de grands HLM comme dans les banlieues françaises, ni de forteresses de la classe ouvrière comme dans le « Rotes Wien ». Dans *L'Album du centenaire*, Antoinette Lorang le formule de manière plutôt policée : la SNHBM avancerait « avec prudence », n'aurait « pas l'ambition d'être avant-gardiste », ne s'engagerait pas « dans des expériences hasardeuses ». Naissent ainsi des grands lotissements résidentiels à faible densité et auxquels il manque souvent un véritable centre. (Ces cités sont par contre conçues autour de grandes aires de jeux.) À chacun sa petite maison et son petit jardin, comme à la campagne (les premières constructions contiennent même une étable pour élever du petit bétail). En 1981, le *Land* avait fustigé les cités de la SNHBM comme ensembles qui « sécrètent littéralement l'ennui, le cloisonnement et l'isolement ».

« À mes yeux, l'architecture joue un rôle moins important. Même si cela peut parfois créer des discussions en interne. Mais le but de la SNHBM, ce n'est pas de gagner des prix d'architecture », déclare Entringer. L'économiste se veut pragmatique : Le prix de la construction étant répercuté sur l'acheteur, on ne pourrait se permettre trop de fantaisie. « On ne veut pas vendre à perte, on veut vendre au prix de revient. En fin de compte, le client doit pouvoir passer à la caisse. Or, plus un projet sera beau, bio, génial, parfait... plus il sera cher ; il y a un lien direct. »

En reproduisant, en série et ceci durant des décennies, les mêmes maisons mitoyennes, la SNHBM est passée maître dans l'optimisation de l'espace. Elle a perfectionné, de manière incrémentale, les aménagements et agencements intérieurs. Ses logements ont la réputation d'être très bien pensés et d'exploiter chaque mètre carré. Pour Guy Entringer, la qualité se mesure au sein du foyer : « Je dis toujours à mes architectes : 'Planifiez la maison en partant de l'intérieur : C'est là que les gens passent du temps, c'est là que le logement doit fonctionner'. Mon principe, c'est que la maison doit être plus belle à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

Polystyrène La maison typique des années 1920-1940 présentait une façade avec quelques éléments Art déco (« moins radical et plus plaisant », note Lorang), un escalier maçonné recouvert de terrazzo et des couloirs recouverts de carrelage de chez Cérabati. Quasi toutes ces réalisations sont toujours debout. Même si, d'après les standards actuels, elles sont plutôt exigües : environ 71-76 mètres carrés de surface habitable, soit la moitié d'un appartement à quatre chambres actuellement produit par la SNHBM.

La manière de construire est tributaire du savoir-faire des constructeurs ; ainsi les murs mitoyens en moellons de cinquante centimètres d'épaisseur seront abandonnés à la fin des années 1960, lorsque les maçons italiens, maîtrisant cette technique, partent à la retraite. C'est à cette époque que la SNHBM lance les premiers essais avec du polystyrène expansé comme isolant thermique, un matériau qu'elle continue à utiliser jusqu'à aujourd'hui, du moins pour ses maisons unifamiliales.

Les maisons unifamiliales dessinées ces dernières années par les architectes internes de la SNHBM sont ultra-standardisées. Elles ressemblent à des boîtes-à-chaussures, emballées d'une façade isolante (*d'Land* du 14 février 2020). Confrontée à leur monotonie, l'historienne de l'art Lorang se cantonne principalement à commenter les « touches de couleurs » sur les façades : leur « alternance » (par exemple : vert-orange-violet) ou leurs tonalités « raffinées » (blanc et mauve, en l'occurrence).



Maisons construites par la SNHBM entre 1933 et 1937, rue Bernard Haal (Belair)



Cité Léon Metzler (1953) à Bonnevoie



Maison témoin dans la Cité Ernest Hamélius (1954) à Cessange

La SNHBM publie un inventaire de ses réalisations depuis 1919. On y découvre l'étendue insoupçonnée d'un parc immobilier instantanément privatisé

Voulant éviter les « méga plus-values » sur les logements qu’elle a construits, la SNHBM a étendu la durée de son droit de préemption

99 ans

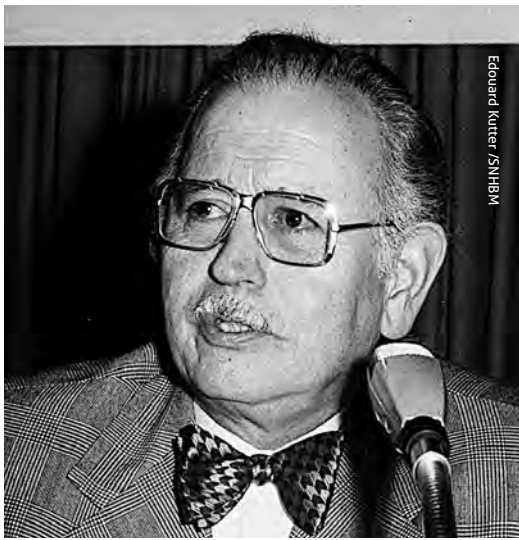
Lorsqu’il devient directeur de la SNHBM en 2008, Guy Entringer est âgé de 31 ans. L’économiste n’est que le quatrième directeur dans l’histoire centenaire de la Société, et le deuxième à ne pas s’appeler Frommes. Le fils d’employés de la Spuerkeess avoue qu’il n’avait « jamais entendu parler » de la SNHBM avant de tomber par hasard sur l’offre d’emploi dans un journal. Il aurait présenté sa candidature sur un coup de tête : « No risk, no fun. » Entringer avait commencé sa carrière professionnelle à la tréfilerie de Bissen et y était monté en grade jusqu’à devenir le directeur financier. « Je m’étais mis dans la tête qu’à l’âge de 35 ans, j’allais être parti. » Il part alors que se finalise l’OPA de Mittal.



Henri Frommes, premier directeur de la SNHBM (1919 à 1942) et père de son successeur

La SNHBM qu’il intègre en 2006 est une petite entreprise d’une trentaine d’employés. (Elle en compte quatre fois plus aujourd’hui.) Si la Société a beaucoup de liquidités sur ses comptes, son stock foncier tend vers zéro, alors que le Cents est rempli à ras bord. Entringer utilise les trente millions d’euros de réserves financières et part acheter des terrains à Contern, Schuttrange, Belvaux et Elmen (*d’Land* du 14 février 2020). Les terrains dans la capitale, dit Entringer, auraient été inabornables. Il dit s’être retrouvé « beim Bauer an der Stuff » pour les persuader de vendre.

Qu’il représente – indirectement – l’État n’aurait pas forcément constitué un avantage, estime-t-il. « J’ai toujours expliqué qu’on payait directement et sans conditions. Après, c’est à nous de porter le risque. Mais il n’y a pas de cadeaux. Ce sont des négociations. » Entringer achète en-dehors du périmètre.



Bob Frommes, directeur de 1942 à 1980

« Certains terrains, je sais pertinemment qu’il y aura un jour des constructions. Mais un Becca ou un Giorgetti, ils le savent aussi. On ne peut pas tout faire. C’est ainsi que le marché se partage. L’un s’approprie tel site, un autre tel site. »

En 2013, quand le gouvernement Bettel/Schneider/Braz lui demande d’augmenter la production, Entringer se dit prêt : « L’avion commençait à lentement décoller. » La Société passera de 80 à plus de 250 logements construits par an. Pour la SNHBM, ce fut un spectaculaire revirement de fortune. À peine une année plus tôt, la Société avait failli se faire engloutir par la « Société nationale de développement urbain », rêvée par le fonctionnaire systémique et président du Fonds du Logement Daniel Miltgen et soutenu par « son » ministre Marco Schank (CSV). La chute en disgrâce de Miltgen catapultera Entringer dans le rôle de nouvel espoir du gouvernement bleu-rouge-vert.

« L’État nous donne désormais systématiquement des terrains en emphytéose, se réjouit-il. Au début, le Fonds Kirchberg nous vendait encore des terrains dans le quartier du Grünewald pour 900 euros le mètre carré SCB (surface construite brute), soit légèrement en-dessous du prix de marché. Aujourd’hui, sur le souhait du gouvernement Bettel, nous recevons 300 unités en emphytéose de la part du Fonds Kirchberg pour le projet Réimerwee. »



Léon Contato, directeur de 1980 à 2008

Le directeur dit « fréquemment » tomber sur des propriétaires qui louent leur bien alors qu’ils sont contractuellement obligés de l’occuper eux-mêmes. D’autres le laisseraient à l’abandon, attendant la fin de la période du droit de préemption pour le revendre sur le marché privé et encaisser leur marge. Si par le passé, la SNHBM aurait eu une politique plutôt accommodante, « aujourd’hui, nous poursuivons sans exception ces cas. Nous sommes allés jusqu’en cassation. Et nous avons toujours gagné. Nous pouvons livrer au client toute la jurisprudence sur comment un tel procès se terminera. »

Depuis 1980, la SNHBM a successivement prolongé la durée durant laquelle elle peut exercer un droit de préemption : de dix à douze ans, puis à 19, ensuite à 25 ans, pour finalement le fixer à 99 ans en 2018. Quelques années auparavant, la Société avait fini par généraliser le modèle de l’emphytéose, un bail de longue durée portant sur le foncier. Cette formule, qui neutralise le coût du terrain (la redevance annuelle n’est que de 25 euros), devra permettre à la

SNHBM – mais également au Fonds du Logement, au Fonds Kirchberg et aux communes qui ont adapté le même cadre – de garder la mainmise sur le foncier, voire de le récupérer au bout de 99 ans. « Au Cents, les gens avaient le choix, dit Entringer. Soit acheter une maison à 330 000 euros sans terrain, soit à 550 000 euros avec terrain. La décision était vite prise. Les gens acceptaient l’emphytéose. »

Or, chez certains propriétaires, qui ont acquis un logement soumis à ces nouvelles conditions auprès de la Ville de Luxembourg, du Fonds Kirchberg ou de la SNHBM, un sentiment de claustrophobie commence à transpirer. Ils critiquent un produit « hybride », situé quelque part entre la location et la propriété, dont ils n’auraient pas saisi les implications au moment de signer l’acte notarié et dans lequel ils se retrouveraient désormais enfermés. Tant que le propriétaire reste dans son logement tout va pour le mieux. La question, c’est comment en sortir, en cas de naissance d’un enfant, d’un divorce, ou d’un aléa de la vie.

C’est que les plus-values auxquelles pourront prétendre les propriétaires en cas de revente seront minces : un pour cent d’accroissement annuel pour les logements de la SNHBM, un taux se situant en-dessous de l’inflation. Pas de quoi rattraper l’envolée des prix sur le marché privé. Avec une hausse de plus de dix pour cent rien qu’en 2019, l’écart s’avère vite insurmontable. La crainte est de ne plus pouvoir quitter son logement SNHBM, faute de rassembler les fonds nécessaires. Dès 2018, l’économiste du *think tank* patronal Idea, Michel-Edouard Ruben, avait conclu : « Vous avez la possibilité d’être propriétaire à portée de main, mais en fait vous n’avez rien dans les mains ! »

Entringer a encore devant les yeux « les méga plus-values », réalisées par des propriétaires de logements SNHBM au Cents. Il refuse de distribuer des tickets gagnants à quelques heureux élus : « Nos clients ne profiteront plus de l’ascenseur des prix, ils ne vont pas toucher le jackpot ». Or, ils repaieront un crédit, et « au bout de trente ans, ils habiteront gratuitement pendant 70 ans ». Entringer rappelle que la Société vend des logements au Kirchberg au prix de 3 200 euros le mètre carré, alors qu’en face, les appartements (développés par le groupe Giorgetti sur les terrains reclassés de RTL) sont commercialisés à plus de 10 000 euros le mètre. Or, contrairement à la SNHBM, ces biens sont vendus en pleine propriété, foncier inclus.



Guy Entringer, directeur depuis 2008

Le marché privé serait « clairement le meilleur investissement », admet le directeur. Mais il affirme que les propriétaires qui revendent à la SNHBM auront toujours la possibilité de postuler pour un nouveau logement, sans toutefois pouvoir prétendre à un traitement prioritaire. Une circulation au sein du parc immobilier reste donc possible, sans être garantie. Bernard Thomas



Cité Henri Frommes (1967) au Cents



Maison témoin au Belair (1933)



Chantier du projet Elmen (Capellen) qui prévoit à terme une population de 2 000 personnes

L.L.A.A.R.R. annullent leurs engagements à cause du Waringovirus.

D'Escher Kavalkad ass och ofgesot.

De Wuesstum ass ofgesot.

D'Chambre de commerce wäscht hir Hänn an Onschold.

Édito

Vies à l'arrêt

josée hansen

Quelle est cette vie confinée que nous apporte la maladie à coronavirus (Covid-19), déclarée officiellement « ni de manière désinvolte ni de façon abusive » comme pandémie par l'Organsiation mondiale de la santé (OMS) ce mercredi ? Il y avait alors 120 000 cas dans quatorze pays, dont plus de 4 200 décès. Hier, jeudi, le Luxembourg comptait officiellement 19 malades, dont deux transmissions locales et un cas sur le site d'un de principaux hôpitaux du pays (voir p.6). Après notre mise sous presse, le gouvernement se réunissait hier, jeudi soir pour prendre des décisions afin de tenter d'endiguer la propagation du virus dans le pays.

Les dommages sont désormais incommensurables. Ils sont sanitaires en premier lieu, mais aussi économiques et sociétaux. Les bourses qui s'effondrent, les productions qui ralentissent, les approvisionnements de matières premières ou de produits finis (y compris de médicaments) qui sont interrompus, les entreprises en chômage partiel et les aides financières décidées par le gouvernement sont autant de paramètres qui vont considérablement freiner la croissance économique ces prochains mois. Des secteurs entiers sont d'ores et déjà sinistrés, comme le tourisme ou l'aviation, frappés de plein fouet par la peur des usagers et les mesures politiques, comme celle des États-Unis de ne plus laisser entrer de vols en provenance d'Europe.

De fait, le virus, sur lequel le docteur chinois Li Wenliang avait alerté en premier le 30 décembre 2019 à Wuhan (il s'était inquiété du nombre élevé de malades d'une grippe sur le marché local des animaux et fut puni pour son *whistleblowing* ; il est mort lui-même du virus début février), fonctionne comme un marqueur de la mondialisation. « C'est comme pisser dans la piscine », riait jaune un collègue : dès le premier stade de l'épidémie, on pouvait quasiment suivre avec le doigt sur un globe ses mouvements via terre, mer et airs. Dans sa deuxième phase, le virus mit à nu des réflexes peu ragoutants dans la population : du racisme primaire (contre les Chinois d'abord, puis contre les Italiens ou les frontaliers) au protectionnisme politique (comme la fermeture des frontières). Mais le virus forge aussi de nouvelles solidarités entre populations saines et celles vulnérables (surtout les personnes âgées ou dont la santé est déjà fragilisée), des jeunes proposant spontanément de faire les courses pour leurs voisins âgés.

La chancelière allemande Angela Merkel estima ce mercredi que 70 pour cent de la population allaient être touchés par le virus, de ces 70 pour cent, 80 pour cent en auront des symptômes ressemblant à la grippe (toux, fièvre, problèmes respiratoires) ; les autres peuvent être plus gravement malades ; 3,4 pour cent en meurent.

C'est dix fois plus qu'une grippe saisonnière. Les gouvernements s'accordent désormais à appliquer des mesures drastiques, comme l'a fait la Chine, pour freiner le virus. La recommandation s'appelle « social distancing » : ne pas se faire la bise, ne pas se serrer la main, garder un mètre ou deux de distance avec les autres – ce qui est plus facile à faire dans une maison d'ermite dans l'Esling que dans un train bondé de travailleurs frontaliers. Dans la désorientation totale face à une situation qui évolue rapidement, les écoles sont prêtes à fermer, de grandes entreprises et les institutions européennes encouragent le télétravail et les visioconférences, les salles de spectacle sont désertées. Ceux qui vivent en quarantaine en Italie racontent à quel point la vie y est mise entre parenthèses, comme à l'arrêt.

Le coronavirus met aussi à nu les effets néfastes de la globalisation, comme l'*outsourcing* de la production d'équipements sanitaires par exemple (ruptures de stocks de masques de protection, typiquement produits en Europe jadis), le tourisme de masse, ou ceux de la recherche de l'efficacité économique des systèmes de santé, avec des hôpitaux dépassés et des professionnels de santé en sous-effectifs dramatiques. Ce sont ces incertitudes, la crainte de ne pas pouvoir être pris en charge et soigné, qui a transformé le virus en panique.

Vereinzelte Rechtspopulisten versuchten prompt, den Erfolg zu niederschreiben, doch zum ersten *Fraestreik* in Luxemburg mit dem Schwerpunkt *Care*-Arbeit kamen vergangenen Samstag rund 2 000 Teilnehmende. Die Frauen, die vor's Parlament zogen, forderten eine gleiche Verteilung von und gleichen Lohn für Putz-, Pflege- und Erziehungsarbeiten. Diese Tätigkeiten, obwohl für die Gesellschaft unverzichtbar, sind meistens unterbezahlt. Hinzu kommt die unentgeltliche Familien- und Hausarbeit, die ebenfalls überwiegend Frauen leisten. Im Internet entzündete sich später eine heftige, teils rassistische Polemik um ein Spruchband des Theaterkollektivs Richtung 22 „Al weiss Männer brauch kee Mensch“. Komisch, früher wurde immer den Emanzen nachgesagt, sie hätten keinen Humor. ik

Sven Becker



blog

- Personalien
- Politik
- Politik
- Politik
- Politik

Véronique Faber,



présidente du Conseil d'administration de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle Luxembourg (ERSL ; photo : sb), opérateur de la *Radio 100,7*, a tenu sa promesse (*d'Land* du 14/2) et fait preuve d'audace en publiant le papier stratégique de la radio pour participer activement au débat politique sur le service public. Le document a été élaboré avec la direction et les chefs de service et est disponible sur *100komma7.lu*. Il demande l'élaboration d'une loi spécifique pour la radio (actuellement, son existence est régie en un seul article de la loi de 1991 sur la libéralisation des médias électroniques), qui devrait devenir un établissement public et ne plus se focaliser uniquement sur les services de radio. Mais viser à être un « média de service public », qui inclut tous les canaux de diffusion actuels (internet) et à venir. Les missions d'un tel service public seraient l'impartialité, l'indépendance, la qualité et la crédibilité, et doivent s'adresser à « la population entière », dont les attentes seraient sondées dans une « assemblée consultative publique ». De nouvelles procédures de nomination des administrateurs doivent augmenter son indépendance politique. Mais tout cela va coûter aussi : au-delà des quelque sept millions annuels de frais de fonctionnement, la radio demande un « budget d'innovation ». jh

CSV vs Justiz

Seit vergangenem Jahr schwillt ein Konflikt zwischen Parlament und Justiz. Die Oppositionsparteien in der Chamber (allen voran die CSV) hatten in der Datenbankaffäre mehrere kritische Fragen an Staatsanwaltschaft und Justiz gerichtet, um über die Funktionsweise der Datenbanken Informationen zu erhalten. Das war nicht nach Geschmack von Generalstaatsanwältin Martine Solovieff und Verfassungspräsident Jean-Claude Wiwinius. Beide verfassten einen verärgerten Brief an Chamberpräsident Fernand Etgen. Die Gemüter erhitzen sich, Ende des Jahres schien die Sache erledigt. Doch nun hat Solovieff in einem Interview auf *RTL* ihre Kritik an der CSV wiederholt, sie würde den Brief auch heute noch einmal so verfassen. Martine Hansen (CSV) bezeichnete diese Äußerungen als „inakzeptable Einmischung in die Parlamentsarbeit“ und beantragte, dass das Parlamentsbüro sich damit beschäftigt. Der Konflikt taucht zu einem Zeitpunkt auf, an dem das Thema Gewaltentrennung im Zusammenhang mit der Verfassungsreform erneut heiß diskutiert wird. Eigentlich war geplant, dass die neue Verfassung die Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft garantiert. Auf Drängen der CSV soll die Staatsanwaltschaft nun doch weiterhin dem Justizministerium unterstehen. Manche sehen darin, einen Racheakt der CSV. Solovieff zeigt sich jedenfalls darüber entsetzt. Und auch Wiwinius war wenig begeistert. Allerdings will er den Konflikt nicht wieder entfachen. „Ich werde die Blüte der Harmonie nicht wieder zertreten“, sagte er am Mittwoch auf *RTL*. ps

Bettel für Bio

Mit Konflikten war gerechnet worden, und hinter den verschlossenen Türen von Schloss Senningen flammten sie auch auf. Am Ende aber führte der *Klimadösch* Landwirtschaft zwischen Regierung und Bauernverbänden am Montag zu einem Konsens: Die Agrarbranche ist bereit, bis 2030 ihren sektoralen CO₂-Ausstoß um 20 Prozent gegenüber 2005 zu verringern. Die Regierung wird das durch Beratung und Monitoring begleiten. Eine „Methan-Strategie“ wird aufgestellt, Gülle und Mist sollen als Energieträger genutzt werden. Der *Klimadösch* diskutierte aber auch über den Aktionsplan für Biolandbau der Regierung. Biolandbau ist klimafreundlicher als konventioneller; der Aktionsplan sieht vor, im Jahr 2025 ein Fünftel der Agrarfläche „bio“ zu bewirtschaften, derzeit sind es 4,6 Prozent. Dass es darüber am Montag ebenfalls Konsens gab, während das Ziel bislang vor allem der Bauernzentrale zu weit ging, lag nicht unwesentlich an Xavier Bettel (DP). Der Premier, der die Diskussionen moderierte, wurde gegen Ende Veranstaltung deutlich: Der Aktionsplan werde von der gesamten Regierung getragen und so durchgezogen. Vor der Presse konnte dann auch Landwirtschaftskammer-Präsident Guy Feyder nicht umhin, die Debatte am *Klimadösch* „konstruktiv“ zu nennen. Dass der politische Wind sich gedreht hat, deuten auch die Bemerkungen von CSV-Fraktionspräsidentin Martine Hansen am Mittwoch im *Wort* an: Sie erinnerte sich, dass schon 2009 in der Abgeordnetenversammlung Einigkeit darüber herrschte, „dass der Markt für mehr Biolandwirtschaft da ist“. pf

Grenzzahlungsverkehr

Die AfD will es wissen: Der rheinland-pfälzische Bundestagsabgeordnete Sebastian Münzenmaier stellte Ende Februar eine kleine Anfrage an die Bundesregierung (Drucksache 19/17440), wann – denn endlich – Deutschland mit Luxemburg Kompensationszahlungen für grenznahe Kommunen aushandeln würde. Hintergrund sei, dass täglich über 30 000 Menschen aus Grenzgemeinden zum Broterwerb ins Großherzogtum pendelten. Diese würden Einkommenssteuer in Luxemburg entrichten, jedoch öffentliche Dienstleistungen in Rheinland-Pfalz in Anspruch nehmen. Er bezog sich dabei auf eine kleine Anfrage der rheinland-pfälzischen AfD-Landtagsabgeordneten Iris Nieland und Damian Lohr von Ende letzten Jahres. Nach Medienberichten, so die beiden Abgeordneten, ginge es um 50 Millionen Euro. Das Bundesfinanzministerium beantwortete die Anfrage aus Mainz: „Da das Großherzogtum Luxemburg nur Besteuerungsrechte wahrnimmt, die ihm nach dem maßgeblichen Doppelbesteuerungsabkommen zustehen, gibt es derzeit keine Rechtsgrundlage für eine etwaige Ausgleichsforderung.“ Die Landesregierung habe in Berlin die Situation der Grenzkommunen geschildert und um Unterstützung für die Bitte nach Kompensation gebeten. „Auf eine konkrete Bezifferung dieses Ausgleichs wurde bewusst verzichtet, lediglich wurde als Orientierungspunkt auf die Ausgleichszahlungen in Höhe von 30 Millionen Euro, die Luxemburg an Belgien zahlt, Bezug genommen.“ Gespräche mit Luxemburg könnten jedoch nur im Rahmen bilateraler Verhandlungen stattfinden. mth

« Géint riets Knaschtbeck »

Le Coronavirus ne valut qu'une ligne aux mandataires du LSAP qui s'adressèrent dimanche dernier au Kaerjenger Treff aux 300 délégués venus élire un nouveau président – le vice-premier-ministre et ministre du Travail et de l'Emploi Dan Kersch l'estime entre de bonnes mains que sont celles de sa collègue à la Santé Paulette Lenert. Non, le virus qui fait le plus peur aux socialistes, c'est celui « du nationalisme et du fascisme », que Kersch promet de démasquer. Ces « riets Knaschtbeck » (cette vermine de droite, selon Sammy Wagner), ne doivent pas avoir la possibilité de cracher leur venin au Luxembourg, promirent les pontes du parti. « Kee Millimeter no riets » le résuma le nouveau président Yves Cruchten, élu avec un score de rêve de 98,63 pour cent des suffrages (photo des applaudissements en clôture de congrès : TPC). Cette grande crainte d'une montée en puissance d'une nouvelle extrême-droite au Luxembourg est celle de voir le très nationaliste Fred Keup prendre la place du modéré Gast Gibéryen sur les bancs de l'ADR, en cours d'année prochaine. Pour faire barrière, Kersch en appela à « une coalition de la décence » et invita même, sans les nommer, les plus corrects de l'ADR à quitter le parti, « et les portes du LSAP vous seront ouvertes ». Perplexité dans la salle.

« Nous sommes l'orchestre dans un monde de solistes, et Yves sera notre chef d'orchestre », s'enthousiasma le président du groupe parlementaire Georges Engel devant une assemblée emportée par l'énergie du renouveau que s'acharna à afficher la nouvelle génération qui dirige désormais la politique socialiste, après le départ vers d'autres cieux des Schneider, Bodry ou Schmit. Le renouveau se fera grâce aux jeunes femmes qu'incarne Maxime Miltgen, présidente des Femmes socialistes, qui énonça des revendications de partage du pouvoir. Ce à quoi Cruchten répondit par la promesse de doubles têtes de liste pour les prochaines élections législatives. jh



Der Srel-Prozess entfachte kein politisches Feuerwerk



Der Prozess findet im Gerichtssaal TL 1.10 statt. Maître Pol Urbany und sein Mandant André Kemmer

Big Nothing

Pol Schock

Er hat bereits seit mehr als einer halben Stunde seine Sicht der Wahrheit präsentiert. Warum er zu Unrecht hier als Angeklagter vor Gericht steht. Warum er nach bestem Wissen und Gewissen handelte, seiner Mission als Direktor des Nachrichtendienstes gerecht wurde. Warum er wähnte, einer großen Verschwörung in der *Bommeleer*-Affäre auf der Spur gewesen zu sein und es vielleicht noch ist. Warum er Loris Mariotto irgendwann in aller Dringlichkeit abhören musste und wie er sich dafür die Genehmigung von Premier Jean-Claude Juncker einholte. Warum er ein Gespräch mit Juncker heimlich mit einer Uhr aufzeichnete und warum er letztlich die geheimen Mitschnitte in dieser ganzen Angelegenheit allesamt in einem privaten Schließfach der Bil aufbewahrt. Alles das hat Marco Mille dreizehn Jahre nach den Vorfällen den Richtern vor versammelten Gerichtsraum in aller Sachlichkeit dargelegt.

Dann fragt Richter Nilles, ob er noch irgendetwas letztes zu sagen habe. Mille überlegt kurz, blickt erst nach unten, dann hebt er seinen Kopf und sagt mit entschlossener Stimme ins Mikrofon in Richtung des Vorsitzenden: „Da ist noch ein Punkt, der mir am Herzen liegt, Herr Präsident.“ Pause. Stille. Alle Anwesenden im Prozesssaal warten gespannt darauf, was der frühere Srel-Direktor nun vortragen wird. Er genießt die volle Aufmerksamkeit. Doch er zögert. Sekunden vergehen. Erstes Guschel im Raum. Journalisten werfen sich gegenseitig fragende Blicke zu. Der Richter neigt seinen Kopf leicht nach rechts. Mille wartet weiter. Aus einer rhetorischen Pause wird pure Leere. Dann blickt Mille auf und sagt mit gebrochener Stimme: „Es ist okay.“ Und dreht ab.

Wenn es eine symptomatische Szene in diesem Prozess gegen Marco Mille, Frank Schneider und André Kemmer gibt, dann ist es wohl diese. Auf Ankündigung folgt Leere. Auf Spannungsaufbau Ernüchterung. Auf Wirbel folgt Nichts. Es ist ein bedeutungsschwangerer Prozess, der sich seit Jahren als spektakuläres Tribunal ankündigt, das die innersten Geheimnisse des Staates offenbaren wird. An dessen Ende womöglich neue Indizien oder gar die Namen der Schuldigen stehen, die bis heute ungestraft 18 Bombenanschläge Mitte der 1980-er-Jahre ausführen konnten. Und folglich haben manche Journalisten das Gerichtsverfahren erwartungsvoll als „kleine *Bommeleer*-Prozess“ titulierte.

Doch all jene, die auf ein großes verschwörerisches Feuerwerk gehofft haben, werden nun nach zwei Wochen Verhandlungen unbefriedigt den Gerichtssaal verlassen. Denn am

Auf Ankündigung folgt Leere. Auf Spannungsaufbau Ernüchterung. Auf Wirbel folgt Nichts. Es ist ein bedeutungsschwangerer Prozess, der sich seit Jahren als spektakuläres Tribunal ankündigt

Ende war der Srel-Prozess gegen die früheren Geheimagenten Mille, Schneider und Kemmer nichts von alledem. Das liegt daran, dass der Vorsitzende Richter Nilles von Beginn an den juristischen Rahmen klar absteckte und kein Politikum daraus machen wollte. Das liegt daran, dass die Verteidigung lange Zeit darauf verzichtete, den politischen Joker zu ziehen – auch wenn sie am Schluss noch einmal versuchte, mit Cui-Bono-Rhetorik vom eigentlichen Corpus Delicti abzulenken. Doch als der frühere Premierminister im Zeugenstand war und Aussagen unter Eid abgeben musste, ließen sie die Gelegenheit bewusst oder unbewusst verstreichen, ihm gezielt Fragen zu stellen. Maître Ries (Anwalt von Frank Schneider) war unfähig, seine Fragen so zu formulieren, dass der Richter sie zuließ. Maître Niedner (Anwalt von Marco Mille) stellte ein nebensächliche Verlegenheitsfrage. Und der rhetorisch geschickte Maître Urbany verzichtete vollends auf Fragen an den Zeugen Juncker – dieser war darüber selbst wohl am meisten überrascht: „Es war nicht meine Absicht, es Maître Urbany so einfach zu machen.“

Das fehlende politische Feuer des Prozesses liegt aber womöglich auch daran, dass hinter der ganzen *Chose* wohl nichts steckt als Bluff und Dilettantismus. Dass Geheimagenten, die von Berufswegen misstrauisch sein müssen, sich lediglich hinter Licht führen ließen. Dass deren Misstrauen irgendwann in Paranoia umschlug, da ein volltrunkener und ausfallender Premier nicht gerade vertrauensbildend war. Und dass die Agenten am Ende das Gefühl hat-

ten, alleine mit unorthodoxen Mitteln gegen den Rest von Luxemburg vorgehen zu müssen.

Genau darauf läuft die Argumentation von Staatsanwalt Jean-Jacques Dolar hinaus. Er kann sich keinen Reim auf die „surreale“ Mariotto-Sory machen, stellt infrage, ob es sich nicht einfach nur um ein „Märchen“ oder einen „riesigen Fake“ handelt.

Denn für Dolar war das Verhalten der Geheimdienstagenten „alles andre als logisch“. Warum warten die Agenten fünfzehn Monate ab, bevor sie Mariotto auf einmal in aller Dringlichkeit abhören wollen. Warum ging Mille anders als üblich vor, ließ sich erstmalig keine schriftliche Genehmigung für eine Abhörung von Juncker erteilen, schaltete wenige Tage später die Beschattung wieder ab, wollte das Ganze wie ein Versehen aussehen lassen. Und warum nahm er anschließend ein Gespräch mit dem Premier „illegal“ auf. Das alles ergebe nur unter einem Gesichtspunkt Sinn: Es gab keine Genehmigung von Premierminister Jean-Claude Juncker, es war ein Alleingang von drei Agenten.

Für die Verteidigung hingegen zeige das Uhrengespräch eindeutig, dass Juncker im Bilde war. Dass er genau wusste, was die Srel-Agenten mit Mariotto trieben. Sonst hätte er doch aus allen Wolken fallen müssen, als Mille ihm davon berichtete, so Maître Urbany. Für den Anwalt ist es ferner unbegreiflich, warum die Ermittler den Geschäftsmann Loris Mariotto nicht stärker ins Visier genommen haben. Denn der „Elektrofreak“ Mariotto sei der Ursprung der ganzen Angelegenheit gewesen, die Ermittler hätten seiner surreal-anmutenden Behauptung eines verschwörerischen Gesprächs zwischen Jean-Claude Juncker und Großherzog Henry, das Mariotto per Zufall in die Hände bekam, größere Beachtung schenken müssen. Urbany hielt den Ermittlern am Ende schwere Versäumnisse vor Augen. Sie hätten eine Querverbindung zum Bombenleger-Dossier prüfen und ebenfalls Großherzog Henry verhören müssen. Immerhin sei er eine zentrale Figur in der Mariotto-Geschichte. Und: „Der Großherzog ist nicht Gott!“ So bleibe leider vieles im Unklaren, zum Nachteil seines Mandanten.

Die Staatsanwaltschaft forderte am Schluss lediglich eine Geldstrafe, sah aufgrund des zeitlichen Abstands sowie der „Parcours imbecables“ der drei Angeklagten von einer Forderung nach einer Freiheitsstrafe ab. Die Verteidigung hingegen forderte den Freispruch der drei Angeklagten. Das Urteil wird am 30. April gesprochen.

Zufallsgespräch mit dem Mann in der Eisenbahn

Das braune Virus

Romain Hilgert

Gefährlicher als das Coronavirus sei das braune Virus, warnte Arbeitsminister Dan Kersch am Sonntag auf dem Parteitag der LSAP. Er diagnostizierte einen akuten Befall der ADR. Statt die in der Valissen-Affäre so erfolgreiche Quarantäne zu empfehlen, rief der Minister die anständigen unter den ADR-Mitgliedern auf, ihre Partei zu verlassen und der LSAP beizutreten. Die Kongressdelegierten runzelten die Stirn. Sie befürchteten, dass das Virus so in die LSAP geschleppt würde.

Die ADR ist eine kleine nationalkonservative Partei, die sich nach der Zucht und Ordnung des CSV-Staats der Fünfzigerjahre zurücksehnt. Im Land der Bankpaläste und BMW-Fahrer hat sie es nicht leicht, sich Gehör zu verschaffen. Deshalb steigert sie einmal im Jahr ihre Stammtischparolen zu unappetitlichen Provokationen, bald als lustvolles Spiel mit dem Feuer, bald aus Hass, bald aus schierer Dummheit. Darauf folgt ein Ritual trotziger Rechtfertigungen und halbherziger Entschuldigungen. Vollblutnazis finden die ADR deshalb lau.

Die schönste Zeit des ehemaligen Aktionskomitee 5/6-Pension fir jiddereen liegt 20 Jahre zurück. 1999 hatte es sieben Parlamentsmandate, heute sind es vier. Seit dem Rententisch sucht die Rentenpartei neue Namen, neue Wähler und neue Feindbilder. Bald bemüht sie sich um die sauertöpfischen Spießer am rechten Rand der CSV, bald um die im Konkurrenzkampf um Einkommen, Arbeit und Bildung Unterlegenen, bald versucht sie sich als Saubermänner, Skandaljäger, Wachstumskritiker oder Sprachschützer.

Wenn nicht einmal die ADR weiß, was sie ist, wie sollen es dann die anderen wissen? Die Leitartikler rätseln, wie sie den Pudding ADR an die Wand nageln können: als Rechtsextreme, Souveränisten, Populisten, Chauvinisten, Rechtsradikale, Nationalisten... Am liebsten schreiben sie „Rechtspopulisten“. Das klingt gebildet und verpfeift implizit „Linkspopulisten“.

Der einstige Erfolg der 5/6 und der nachlassende Erfolg der ADR haben damit zu tun, dass die Gründerväter eine soziale Basis mit in die Partei brachten: Gast Gibéryen die Handwerker der NGL, Robert Mehlen die Bauern des FLB. Nun macht sich in der Partei eine neue Generation von Anwälten und hohen Beamten breit, denen es nur um die eigene Person geht. Sie können ihre Verachtung für die Versager an der Parteibasis schlecht verbergen. Diese merken das.

Zuletzt bekam die ADR Konkurrenz von der Piratenpartei. Sie tritt ebenfalls im Namen der armen Hunde auf, ob zwei- oder vierbeinig. Dass der Volkstribun Gast Gibéryen sein Parlamentsmandat einem Facebook-Bot aus der Referendumskampagne überlassen will, bringt die Partei auch nicht weiter.

ADR und Piraten kamen bei den Kammerwahlen 2018 zusammen auf 15 Prozent der Wählerstimmen. Sie wurden mehrheitlich von Menschen gewählt, die von *Fintech*, Elektromobilität und Spacemining gar nichts zu erwarten haben, von DP und Grünen bloß Geringschätzung, von CSV und LSAP Mitleid. Natürlich wissen ihre Wähler, dass sie auch nichts von Leuten wie Fernand Kartheiser, Roy Reding und Sven Clement erwarten können. Aber wie sollen sie sonst in die Suppe spucken, die nicht für sie angerichtet ist?

Seit dem Rententisch sucht die Rentenpartei neue Namen, neue Wähler und neue Feindbilder



In der Pandemie

Atemschutzmasken gibt es im freien Verkauf schon lange nicht mehr. Die nationale Reserve ist dem Gesundheitswesen vorbehalten

Peter Feist

„Und: Händewaschen!“ rief Premier Xavier Bettel (DP) dreimal in den Raum, in dem er am Mittwochnachmittag mit der Gesundheitsministerin, dem Wirtschafts- und dem Mittelstandsminister die Presse zum Covid-19-Briefing empfing. Am Vormittag hatte das Kabinett über die Coronavirus-Epidemie beraten.

Der Termin des Pressebriefings sollte sich im Nachhinein als der Entwicklung sehr angemessen erweisen: Keine zwei Stunden später erklärte die Weltgesundheitsorganisation Covid-19 zur Pandemie. Das hatte die WHO bisher vermieden, um nicht den Eindruck zu erwecken, dass das Coronavirus Sars CoV-2 nicht zu stoppen sei und Eindämmungsversuche nichts mehr brächten. Am Mittwoch aber waren mehr als 120 000 Menschen damit infiziert, fast 4 400 Todesfälle gezählt worden, und Wissenschaftler gehen davon aus, dass ein Ende noch nicht abzusehen ist.

Die nächste Epidemie Christian Drosten etwa, Chef-Virologe der Berliner Universitätsklinik Charité, sagte am Montag auf einer Pressekonferenz, jüngste epidemiologische Studien deuteten nicht darauf hin, dass das Virus in den wärmeren Jahreszeiten verschwinden werde. Die Infektionsrate könne sich abschwächen, anschließend aber „werden wir in die nächste Epidemie rennen“, wenn es wieder kälter wird. Am Mittwochnachmittag sagte Drosten, die „Realität in Italien“ komme auch auf Deutschland zu, falls nicht weiter versucht werde, die Infektionswelle zu verlangsamen. Zu hoffen, dass bald Impfstoffe und Medikamente gegen Covid-19 zur Verfügung stehen werden, sei „Science-fiction“. Die *New York Times* schrieb gestern, in China liefen zurzeit mehr als 200 klinische Versuche für ein anti-virales Covid-Medikament. Getestet würden unter anderem zwei HIV-Medikamente und ein 70 Jahre altes Malaria-Mittel. Außerdem eines, das gegen Ebola getestet worden war, aber nicht wirkte, sowie ein neues Grippe-Mittel aus Japan. Resultate gebe es noch keine, und chinesische Forscher hätten Mühe, genug Patienten für die klinischen Studien zu finden, da in China die Zahl der in Spitälern Betreuten rasch sinkt. Was ein Erfolg des „Containment“ ist, das darauf abzielt, die Infektionswelle zu verlangsamen.

„Nicht in den Wartesaal gehen!“, rief der Premier. Offenbar hat sich noch nicht genug herumgesprochen, bei Covid-19-Verdacht die Hotline 8002 8080 anzurufen

Versucht wird dies auch in der EU. In Italien, das Anfang der Woche komplett zur *Zona rossa* erklärt wurde, wie in Luxemburg. Doch während es hierzulande am Mittwochabend noch sieben bestätigte Fälle gab und 79 Personen in häuslicher Quarantäne ausharrten, machte das Gesundheitsamt zwölf Stunden später zwölf weitere Fälle auf einmal publik. Einer davon wurde am Hôpital de Kirchberg festgestellt. Außerdem gab es bei zwei der zwölf neuen Fälle eine „lokale Übertragung“. Soll heißen: Das Coronavirus zirkuliert nun auch hier, Infektionen werden nicht mehr nur „importiert“, wie die WHO das nennt.

Sehr wahrscheinlich werden deshalb neue Eindämmungsmaßnahmen folgen. Am Mittwoch entschied die Regierung, bis Ende März Veranstaltungen mit mehr als 1 000 Teilnehmern zu untersagen. Schon in den Tagen vorher waren viele annulliert worden. Das Schulministerium sagte die diesjährigen LuxSkills ab, der Handwerkerverband den Brezelmarsch der Bäcker und Konditoren. Die Spitäler in Ettelbrück und Esch verzichteten auf ihre Veranstaltungen zum Tag der Niere und dem Tag des Schlags, die Gemeinde Remich auf Kavalkade, Kinderflohmärkte und Konzert zu *Hallefäschden*. Clearstream verschob seine Fünfzigjahrfeier, der OGBL den *Friddensmarsch*.

Zu den am Mittwoch beschlossenen Maßnahmen gehört eine Erweiterung des *Congé pour raisons familiales*: Ihn kann ein Elternteil erhalten, falls einer Schule wegen eines Covid-19-Falles Quarantäne verordnet wird, was bisher noch nicht nötig war, und ein Kind betreut werden muss. Vermieden werden soll damit einerseits, dass die betroffene Schule Kinderbetreuung organisieren müsste, andererseits, dass Kinder bei Großeltern abgegeben werden: Älteren kann der Coronavirus besonders gefährlich werden. Der Familienurlaub bei Quarantäne ist ein Sonderurlaub, der nicht von dem jährlich möglichen *Congé pour raisons familiales* abgezogen wird.

„Nicht in einen Wartesaal gehen!“, rief Premier Bettel am Mittwoch ebenfalls mehrfach in den Raum. Offenbar hat sich noch nicht ausreichend herumgesprochen, dass Personen, die unter Husten, Fieber oder Atemnot leiden und in letzter Zeit in einem „Risikogebiet“ waren, die Hotline 8002 8080 anrufen sollen, statt sich zu einem Hausarzt oder in die Notaufnahme eines Krankenhauses zu begeben. Dort könnte, wer Covid-19 hat, nicht nur andere Patienten anstecken, sondern auch medizinisches Personal. Das ist auch schon geschehen, *Land*-Informationen nach ist ein Hausarzt in Quarantäne. Ob das noch auf weitere zutrifft, ist unbekannt. Um Hausärzte und Notaufnahmen zu entlasten, werden ab nächster Woche die drei *Maisons médicales* im Stater Bahnhofsviertel, in Esch/Alzette und in Ettelbrück nicht nur nachts und an Wochenenden mit einem Allgemeinmediziner besetzt sein, sondern generell auch tagsüber zwischen 8 und 16 Uhr. Darüberhinaus bekommen Patienten die Möglichkeit, ihren Arzt per Telefon zu konsultieren und auf diesem Weg sogar einen Krankenschein anzufordern.

Krisenprotokoll am HKB Dass ein Covid-19-Fall in einem Krankenhaus diagnostiziert wurde, setzt das Krisenmanagement der Regierung unter zusätzlichem Druck. Gestern löste das Hôpital de Kirchberg sein Protokoll zum Schutz der öffentlichen Gesundheit aus: Der Zugang zum Haupteingang wird kontrolliert. Krankenbesuche wurden eingeschränkt. Die Tiefgarage des Spitals ist nur noch Klinikpersonal vorbehalten. Ambulante Konsultationen wurden substanziell reduziert. Geplante chirurgische Eingriffe wurden für unbestimmte Zeit ausgesetzt.

Letzteres könnte Auswirkungen auf sämtliche Luxemburger Spitäler haben. Krisenprotokolle bestehen an jedem Krankenhaus. Am CHL zum Beispiel existiert ein Stufenplan, über den die Krankenhausaktivität je nach Bedarf nach und nach in den Modus „Santé publique“ geschaltet wird, so Generaldirektor Romain Nati vergangene Woche dem *Land* gegenüber. Im Falle eines großen Ausbruchs einer Infektionskrankheit würden *Zones infectieuses* und *Zones propres* definiert. In Letzteren fände dann statt, was nichts mit der Epidemie zu tun hat.

Noch ist Luxemburg nicht in dieser Situation. Doch die Suspendierung geplanter, also nicht dringender Operationen auf dem Kirchberg deutet an, dass es eines Tages nötig werden könnte, eine Arbeitsteilung zwischen den Kliniken einzurichten.

Entspannung in China Die Weltgesundheitsorganisation betonte am Mittwoch, als sie die Pandemie ausrief, die Eindämmungsmaßnahmen müssten weitergehen. Dass *Containment* Erfolg hat, wenn es konsequent durchgezogen wird, zeigt Chinas Beispiel: Am Mittwoch wurden dort landesweit 31 neue Fälle gezählt, in der Provinz Hubei, wo alles begonnen hatte, 13. Dagegen waren es in Italien 977. Derweil berichtete *Spiegel Online* diese Woche von chinesischen Wissenschaftlern, die dabei sind zu ergründen, wie genau das Coronavirus in die Zellen eines menschlichen Wirts eindringt und welche Folgen das im Organismus hat. Viren benötigen, um im Körper aktiviert zu werden, ein bestimmtes Protein. Das Schlüsselprotein für Sars CoV-2 hatten US-amerikanische Forscher schon Mitte Februar dingfest gemacht. Es kommt beim Menschen nicht nur in der Lunge, sondern auch in der Leber und im Dünndarm vor. Vermutet wird, dass Covid-19 deshalb in manchen Patienten zum Leberversagen führt. Chinesischen Wissenschaftlern zufolge verbindet sich das Schlüsselprotein auch sehr stark mit einem Enzym, das im menschlichen Körper den Blutdruck regelt. Die Verbindung zwischen Protein und Enzym sei zehn Mal stärker als beim Sars-Coronavirus, das 2002 in Südkina ausgebrochen war. Vielleicht verlaufen deshalb Covid-19-Erkrankungen bei Patienten, die unter Bluthochdruck leiden, häufig schwerer.

Angeschlagen ist bereits heute die Wirtschaft. Für sämtliche Branchen beschloss die Regierung am Mittwoch, den Rückgriff auf Kurzarbeit zu gestatten; beim *Chômage technique* trägt der Beschäftigungsfonds 80 Prozent der Gehaltskosten. Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) und Mittelstandsminister Lex Delles (DP) stellten einen Gesetzentwurf vor, der Klein- und Mittelbetrieben helfen soll, deren *Trésorie* wegen eines „événement exceptionnel et imprévisible“ den vergurte nationale ou internationale“ unter Druck geraten ist. Dann sollen Vorschusszahlungen an den Betrieb aus der Staatskasse in Höhe von bis zu 200 000 Euro möglich sein. Die geschraubte Definition des Ereignisses geht auf die EU-Beihilferegeln zurück, die derartige Sonderhilfen auf 200 000 Euro deckeln. Xavier Bettel erklärte am Mittwoch, er setze sich im Rat dafür ein, den Plafond auf eine halbe Million anzuheben. Er berichtete auch, die Benelux-Staaten stünden unter anderem in engem Kontakt, um einander mit medizinischem Material auszuheilen, falls es knapp werden sollte.

Labortests Da das Coronavirus nun offenbar in Luxemburg zirkuliert, dürften mehr Labortests nötig werden. Zurzeit nimmt allein das Laboratoire national de santé sie vor, hat dafür die Prozedur absolviert, die ersten zehn negativen und die ersten zehn positiven Tests von einem Referenzlabor im Ausland überprüfen zu lassen und testet seit Montag autonom. Wie LNS-Direktor Friedrich Mühl-schlegel am Dienstag dem *Land* erklärte, sei das wegen des Coronavirus eigens eingesetzte Team unter „normalen“ Bedingungen in der Lage, täglich 250 bis 300 Tests auszuführen. Nach fünf Stunden lägen die Resultate vor. Bisher teste das LNS täglich, auch am Wochenende. Teste man täglich rund um die Uhr, worauf das Team eingestellt sei, ließen sich die Zahlen erheblich steigern. Würden die Tests automatisiert, wofür die Maschinen bestellt sind, könne man sie weiter erhöhen. Mühl-schlegel unterstrich, dass das LNS verschiedene von der WHO validierte Testverfahren auszuführen imstande sei. Sie setzen molekularbiologisch unterschiedlich an und erfordern zum Teil unterschiedliche Reagenzien. So lasse sich vermeiden, dass nicht mehr getestet werden könnte, falls bestimmte Reagenzien wegen der Pandemie knapp werden.

Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) schloss am Mittwoch nicht aus, auch die drei Privatlabors an den Tests zu beteiligen. Sie seien „bereit“. *Drive-through*-Schnelltests, wie es sie in Deutschland und den USA neuerdings gibt, schloss sie ebenfalls nicht aus, und sie versprach, das Ministerium werde die genaue Zahl der Tests öffentlich machen. Damit reagiert die Regierung auf eine Debatte, die in verschiedenen EU-Ländern Kreise zieht: In Frankreich gehen Vorwürfe um, es fänden zu wenig Tests statt; dadurch wisse man nicht gut genug über die Lage Bescheid. Deutschland dagegen hält sich zugute, über ein dichtes Netz an Labors zu verfügen, und unter anderem deshalb liege die Zahl der Todesfälle nur bei drei, Stand Mittwoch. In Frankreich waren bis dahin 48 Menschen an Covid-19 verstorben.

Letztlich sind die Versuche, das Coronavirus einzudämmen, so gut es geht, der Kampf gegen eine Gauß'sche Glockenkurve: Geht ein neues Virus um, stecken sich mit der Zeit immer mehr Menschen an. Eine Faustregel der Epidemiologie lautet, dass rund 70 Prozent einer Bevölkerung infiziert gewesen sein müssen, damit das Virus sich immer schlechter verbreitet. Der Verlauf der Glockenkurve geht dann wieder gegen Null. Emotionslos ausgedrückt, haben die 70 Prozent einer Bevölkerung die Infektion entweder überstanden und Immunität erworben oder sind verstorben. *Containment* heißt, die Glockenkurve möglichst weit in der Zeit zu strecken – damit inzwischen die saisonale Grippewelle abklingt, die Gesundheitssysteme nicht überfordert werden und möglichst wenig besonders Gefährdete sich infizieren. Das meinte die deutsche Bundeskanzlerin, als sie am Mittwochnachmittag erklärte, 60 bis 70 Prozent der Bevölkerung könnten sich anstecken, und das meinte Premier Xavier Bettel, als er auf eine Journalistenfrage entgegnete, das könne auch in Luxemburg der Fall sein. Was die besonders Gefährdeten betrifft, rief Bettel am Mittwoch dazu auf, Sonntagsbesuche bei den Großeltern besser bleiben zu lassen. Was vermutlich nicht reicht, wenn Sars CoV-2 nun frei zirkuliert; in Frankreich wurden Besuche in Altenheimen bis auf Weiteres verboten. Vermutlich aber beschloss die Regierung gestern weitere Maßnahmen. Das Pressebriefing nach der außerplanmäßigen Kabinettsitzung fand nach Redaktionsschluss dieses Artikels statt.

Die Corona-Krise weitet sich aus. Das Virus zirkuliert nun auch in Luxemburg, und schneller als man hätte meinen können, musste das erste Spital sein Sicherheitsprotokoll aktivieren

De nouvelles Archives, enfin

Le gouvernement vient d'adopter le projet de financement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Belval, 17 ans après le premier concours. Le troisième élan doit être le bon

josée hansen

Nécessité absolue Elle ne laisse pas un millimètre de place au doute. « Ce projet est d'une nécessité absolue ! » affirme la ministre de la Culture Sam Tanson (Déi Gréng), interrogée par le *Land* sur le « projet de loi relative à la construction d'un bâtiment pour les Archives nationales à Belval », adopté vendredi dernier, 6 mars, par le conseil de gouvernement et présenté hier, jeudi, lors d'une conférence de presse. Ainsi, la ministre de la Culture affiche le même soutien et la même détermination pour cet institut culturel peu médiatisé que le fit sa prédécesseuse Erna Hennicot-Schoepges (CSV) en 2004. Cette dernière avait déposé alors un premier projet de loi pour un projet de nouvelle construction à Belval, six jours avant les élections législatives et européennes après lesquelles son parti l'envoya siéger au Parlement européen plutôt qu'au gouvernement. Deux périodes d'austérité et la frilosité de plusieurs ministres CSV (des Bâtiments publics, Claude Wiseler, et de la Culture, François Biltgen et Octavie Modert) plus tard, ce fut en premier l'engagement de Xavier Bettel (DP) pour une meilleure culture archivistique durant son premier mandat comme Premier ministre et ministre de la Culture, et maintenant la détermination de Sam Tanson et de son pair des Travaux publics, François Bausch (Déi Gréng), qui pourraient enfin faire avancer le projet. Et vite : les deux ministres estiment que le projet de loi, « une simple loi de financement » selon Bausch, pourrait passer les étapes du processus législatif (dépôt à la Chambre des députés, avis du Conseil d'État, vote) d'ici l'été pour un début des travaux en 2021, achèvement vers 2024 ou 25. Et ce n'est pas l'intervention de la directrice générale de l'année culturelle Esch 2022, Nancy Braun, plaidant pour un report de ces travaux afin de ne pas déranger ses festivités et défilés, qui va y changer quelque chose. « Il est hors de question que nous reportions ces travaux, s'insurge Sam Tanson. Le projet est plus ancien que l'idée même de Esch 2022 et il est pour moi d'une priorité absolue. »

Rue Adolphe ce mercredi après-midi. Au quatrième étage de ce bel immeuble des années soixante, Paul Bretz a ses modestes bureaux. Des maquettes pour les Archives nationales, il en a à foison : il y a celle du premier projet, blanche et majestueuse, en dépôt, puis deux maquettes du nouveau projet, celui qui devrait être construit. À l'époque, Bretz devait être un des premiers à construire à Belval, au tout début du Fonds (2002) en charge de la construction des infrastructures publiques sur l'ancienne friche de l'Arbed. À l'époque, il n'y avait rien encore, même pas la Rockhal, et les Archives devaient être le premier bâtiment public sur place, exemplaire du nouveau mode de construction de l'État : une architecture de qualité garantie par des concours de haut niveau, avec des jurys prestigieux, sur une urbanisation intelligente, imaginée par la société de viabilisation mixte Agora (Arcelor-Mittal plus État) avec l'aide de grands experts internationaux. La place impartie aux Archives fut vite trouvée : aux pieds des hauts-fourneaux, entre la Halle des soufflantes et le bâtiment administratif de l'ancienne usine. Un jury présidé par le Français Dominique Perrault retint le projet de Paul Bretz, le directeur du Fonds Alex Fixmer ne tarit pas d'éloges sur la qualité de son architecture – un bâtiment en deux blocs, l'un ouvert au public, se levant dans l'autre pour le stockage, le tout à l'horizontale et dans cette simplicité absolue des formes géométriques à angle droit et en béton qui caractérisent le style de Paul Bretz.

Puis il y eut la politique d'austérité de Jean-Claude Juncker et Luc Frieden (CSV), la peur de dépenser 85 millions d'euros pour un immeuble jugé trop grand (180 kilomètres de rayonnages), la recherche de solutions pour rentabiliser cet espace – construire en étapes ? partager les Archives avec une future Bibliothèque universitaire ? –, et, au final, l'abandon du premier projet, en 2006. Trois ans plus tard Paul Bretz reçoit une nouvelle commande de la part du Fonds Belval, cette fois avec l'idée de construire un bâtiment complètement souterrain (une idée loufoque sur un ancien site industriel pollué), vite abandonnée aussi suite à

Le temps qui s'est écoulé se mesure aussi à l'explosion des prix au mètre carré : le projet de loi prévoit une enveloppe de 77 millions d'euros pour la moitié des rayonnages prévus en 2004, 90 kilomètres. Les Archives nationales en occupent actuellement quelque 45 kilomètres à cinq endroits différents

une nouvelle crise économique. Depuis, l'urgence de la construction fut soulignée dans chaque programme gouvernemental. Le gouvernement Bettel/Schneider/Braz I décida finalement en mai 2016 de relancer le projet. « Nous en sommes maintenant au niveau des plans de l'avant-projet détaillé, plus rien ne va changer », estime l'architecte. Le temps qui s'est écoulé se mesure aussi à l'explosion des prix au mètre carré : le projet de loi prévoit une enveloppe de 77 millions d'euros pour la moitié des rayonnages prévus en 2004, 90 kilomètres. En comparaison : les Archives nationales en occupent actuellement quelque 45 kilomètres à cinq endroits différents.

Imperturbable Il devait être un des premiers à construire pour l'État à Belval, il sera un des derniers, alors que la Cité des sciences sera presque achevée (il reste la maison de l'Environnement à concevoir), et que François Valentiny a pu inaugurer sa Maison des livres dans l'ancienne Möllerei en 2018 déjà. Mais Paul Bretz, un des architectes les plus importants du pays, semble imperturbable : il a connu la même durée et un nombre d'adaptations du projet comparable à Dudelange, où il a conçu le bâtiment du centre culturel régional Opderschmelz et du Centre national de l'audiovisuel – dont les attentes quant à la sécurité et aux conditions de stockage furent similaires à celles pour les Archives nationales. Pour lesquelles tout ne peut qu'être une amélioration. Actuellement, les documents historiques, dont certains remontent au VIII^e siècle, sont déposés sur des sites éparpillés à plusieurs endroits et dans des conditions souvent désastreuses, comme l'a prouvé le dégât des eaux dans le parking du Saint-Esprit l'été dernier ; depuis, un sixième stockage se trouve dans les frigos de CFL Multimodal à Bettembourg.

En 17 ans, les sensibilités politiques, mais aussi le Zeitgeist ont changé. « Nous avons beaucoup insisté que le projet soit adapté afin d'être conforme aux normes actuelles du développement durable et de l'efficacité énergétique, explique le ministre de la Mobilité et des Travaux publics François Bausch. Maintenant, ce sera un bâtiment à 'énergie plus', c'est-à-dire qu'il produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. » Pour cela, Paul Bretz a non seulement réduit le volume des deux bâtiments qui se jouxtent (exactement l'endroit prévu dès 2004), mais aussi changé de matériaux : le stockage sera entièrement enveloppé de cellules photovoltaïques, alors que le bâtiment public donnant sur la place, celui qui accueillera les visiteurs, les chercheurs et le personnel, sera construit en bois et en acier et aura une façade coulée en aluminium. Entre les deux blocs, il n'y aura qu'un passage réservé au personnel dans le socle du bâtiment, pour raisons de sécurité. Dans la partie publique, il y aura des espaces d'accueil classiques, un espace culturel pour organiser expositions et événements et, au premier étage, une salle de lecture éclairée par des fenêtres donnant sur la place. Les caves sont bourrées de technologie pour augmenter l'efficacité du bâtiment. La technicité est un défi que Paul Bretz connaît : sa centrale de cogénération qui flanque la Coque au Kirchberg lui a valu maints prix d'architecture.

Patiente « Regardez, tout ceci documente l'évolution du projet ! » Dans son bureau avec vue sur la Pétrusse, Josée Kirps fait un geste de la main vers une ribambelle de classeurs et de dossiers portant tous une référence au projet du nouveau bâtiment. Elle a pris la direction des Archives nationales en 2003, succédant à l'emblématique Cornel Meder, et croyait alors pouvoir emménager à Belval quelques années plus tard. Il n'en fut rien. Entretemps, elle a pu assister aux inaugurations de

la Maison du livre à Belval et de la nouvelle Bibliothèque nationale à Kirchberg. Mais, bien qu'elle regrette de ne pas avoir de lobby public, contrairement à la musique classique qui a la Philharmonie ou les arts plastiques qui ont le Mudam, Kirps ne désespère pas pour autant. Et salue l'engagement de l'actuelle majorité pour le projet. Belval reste pertinent, estime la directrice, même si cela implique un changement d'habitudes pour le public des Archives.

« Le site est parfait, juge pour sa part la ministre de la Culture. Les connections avec l'Université du Luxembourg sont évidentes. » Les généalogistes amateurs deviennent de plus en plus rares dans les salles de lecture des Archives et sont remplacés par les étudiants et chercheurs de l'Uni.lu, notamment du C2DH (Centre pour l'Histoire contemporaine et digitale). À côté de l'urgence due à la vétusté des stockages actuels et à celle des attentes des nouveaux historiens, il y a aussi le saut quantique de la loi sur l'archivage de 2018, qui implique des versements importants de nouveaux stocks d'archives publiques dans les prochaines années. Aujourd'hui, huit collaborateurs des Archives sont occupés à assister les administrations concernées dans la mise en place des procédures nécessaires pour la bonne gestion de ces fonds d'archives. L'organisation du déménagement nécessitera au moins autant d'énergie et, la directrice ne peut l'exclure, risque d'handicaper l'accès à tous les fonds existants. Les chercheurs seront invités à prendre les devants et à communiquer les thèmes sur lesquels ils vont travailler d'ici les prochaines années afin que ces documents puissent rester accessibles. « En tout cas, dit Josée Kirps, je suis très contente qu'il y ait une nouvelle conscience dans le public sur la nécessité d'archives. » Cela pourrait garantir que le projet ne soit pas à nouveau reporté.



La maquette actuelle du projet, où l'on voit les deux blocs distincts ; l'architecte Paul Bretz ce mercredi ; la directrice des Archives nationales Josée Kirps, mardi ; vue sur la future salle de lecture dans la maquette de travail du bureau d'architectes (de gauche à droite et de haut en bas)



Wahlen in Israel

In der Sackgasse

Judith Poppe, Tel Aviv

Noch immer ist in Israel eine Lösung der Regierungskrise in weiter Ferne. Am 2. März sind die Israelis zum dritten Mal innerhalb eines Jahres zu den Urnen gezogen. Nach den Wahlen im April und September hatten weder Benjamin Netanjahus Lager noch Benny Gantz' Mitte-links-Bündnis eine Mehrheit in der Knesset gewinnen können. Gespräche über eine Einheitsregierung scheiterten. Diesmal hat die Aussicht auf eine vierte Wahl die Wähler*innen wohl in die Wahllokale getrieben und mit 65,5 Prozent für die höchste Wahlbeteiligung seit 1999 gesorgt. Die Wahl wurde von vielen auch als Referendum über Netanjahu betrachtet, denn am 17. März muss der Ministerpräsident vor Gericht erscheinen. Er ist wegen Bestechlichkeit, Untreue und Betrugs angeklagt.

Doch auch eine hohe Wahlbeteiligung hat an der Sackgasse, in der sich Israel seit nunmehr drei Wahlen befindet, nichts ändern können. Und so scheint auch dieses Mal die relevante Frage nicht „Was ist die realistischste Variante für eine Regierungsbildung“, sondern eher: „Was ist die am wenigsten unrealistische?“

Der bedrängte „Zauberer“ Netanjahu, wie der israelische Ministerpräsident hierzulande öfter genannt wird, hat zwar mal wieder Karten aus dem Ärmel gezogen und vier Sitze zugelegt. Und dies trotz seiner legalen Schwierigkeiten und obwohl er bereits zweimal an einer Regierungsbildung gescheitert ist. Doch so „gewaltig“ wie Netanjahu noch in der Wahlnacht verkündete, war sein Sieg am Ende nicht. Zwar hat er 36 Sitze und damit drei mehr als das blau-weiße Parteienbündnis seines Herausforderers Benny Gantz ergattern können. Doch von der absoluten Mehrheit im Parlament trennen ihn und sein rechts-religiöses Lager noch drei Sitze.

Was sind die Optionen? – Am kommenden Sonntag beginnen die Gespräche zwischen Staatspräsi-



Ex-Militärchef Benny Gantz (rechts, neben Ehud Barak, 2011) wollte Benjamin Netanjahu entmachten. Das ist ihm erneut nicht gelungen

dent Reuven Rivlin und Delegierten der Parteien. Die Abgeordneten der Parteien können jeweils eine Empfehlung aussprechen, wen Rivlin mit der Regierungsbildung beauftragen soll.

Doch ob Netanjahu als Angeklagter mit der Regierungsbildung beauftragt werden kann, stellt für Israel einen Präzedenzfall dar. Die Bewegung für Qualitätsregierung hat am Tag nach den Wahlen eine Petition eingereicht, die das Oberste Gericht auffordert über diese Frage zu entscheiden. Die Petition wurde als verfrüht zurückgewiesen, doch es wird damit gerechnet, dass die Petition erneut eingereicht wird, sobald die offiziellen Wahlergebnisse veröffentlicht sind. Das Parteienbündnis Blau-

Weiß versucht außerdem derzeit, eine Mehrheit für einen Gesetzesentwurf zu bekommen, mit dem ein unter Anklage Stehender nicht mit der Regierungsbildung beauftragt werden darf.

Währenddessen und noch vor den Gesprächen mit Staatspräsident Rivlin laufen die Koalitionsverhandlungen bereits. Netanjahus Strategie scheint, die fehlenden drei Sitze für die Mehrheit mithilfe von Überläufer*innen zu erlangen. Als mögliche Kandidat*innen gelten einige Abgeordnete vom rechten Flügel von Blau-Weiß und der Partei Gescher. Dabei scheint es nicht immer ganz sauber abzulaufen. Der israelischen Tageszeitung *Haaretz* zufolge hat der Likud beispielsweise der Blau-Weiß-

Einer Einheitsregierung aus Blau-Weiß und dem Likud steht wie schon nach den letzten Wahlen die Anklage von Benjamin Netanjahu im Weg

Abgeordneten Omer Yankelovich gedroht, Mitschnitte von Gesprächen zu veröffentlichen, sollte sie nicht zum Likud überlaufen. Doch sämtliche Abgeordneten, die als mögliche Überläufer*innen gehandelt werden, haben die Gerüchte zurückgewiesen und ein Überlaufen ausgeschlossen. Es wird also schwer für Netanjahu. Denn Avigdor Lieberman, der rechte Hardliner und Vorsitzende von Israel Unser Haus, verweigert Netanjahu wie bereits nach den letzten zwei Wahlen die für eine Mehrheit erforderlichen Stimmen. Er will nicht mit den orthodoxen Parteien in einem Regierungsbündnis sitzen.

Blau-Weiß arbeitet währenddessen an der Möglichkeit einer Minderheitsregierung. Nach einem Treffen zwischen Gantz und Lieberman verkündeten sie einhellig, dass sie für eine Regierungsbildung zusammen arbeiten würden. Konkreter wurden sie dabei nicht, und sie vermieden es dabei, ein Faktum auszusprechen: Eine Minderheitsregierung wäre auf Unterstützung von Außen des mehrheitlich arabischen Parteienbündnisses Vereinigte Liste angewiesen. Lieberman hatte eine solche Konstellation bisher kategorisch ausgeschlossen. Ohnehin ist ein solcher Schritt angesichts der derzeitigen politischen Atmo-

sphäre Israels, in der in den Palästinenser*innen kein Partner für Frieden gesehen wird und Netanjahus Hetze gegen die Araber*innen auf fruchtbaren Boden fällt, ein heikles Manöver.

Selbst aus dem blau-weißen Parteienbündnis kommt Gegenwind: Zwei der blau-weißen Abgeordneten, die zuvor dem Likud angehört hatten, weigern sich gegen eine Kooperation mit der Vereinigten Liste. Die blau-weiße Parteiführung hat sie nach dem Gespräch mit Lieberman laut der Internetzeitung *Times of Israel* aufgefordert, sich dem Vorhaben anzuschließen, oder sie würden aus der Partei ausgeschlossen.

Die Vereinigte Liste, die wie bereits bei der letzten Wahl im September mit 15 Sitzen drittstärkste Fraktion geworden ist, stellt ihrerseits Forderungen. Allem voran fordern sie, dass die Verhandlungen über eine Unterstützung einer Minderheitsregierung offen und transparent stattfinden muss: „Entweder nehmen wir die Verhandlungen mit Gantz durch die Vordertür auf oder wir kommen gar nicht erst hinein“, verkündete sie: „Gantz muss entscheiden, ob wir als Vertreter*innen der arabischen Öffentlichkeit in seinen Augen legitim sind oder nicht.“

Einer Einheitsregierung aus Blau-Weiß und dem Likud steht wie schon nach den letzten Wahlen die Anklage von Netanjahu im Weg. Blau-Weiß lehnt es ab, in eine Koalition unter einem wegen Korruptionsverdachts angeklagten Ministerpräsidenten einzutreten, und Netanjahu wird angesichts seiner legalen Schwierigkeiten wohl keine andere Führung zulassen, bietet das Ministerpräsidentenamt ihm doch die Chance, den Prozess gegen ihn zumindest hinauszuzögern. Israel bleibt vorerst in einer „doppelten Krise“, in der Staatspräsident Reuven Rivlin das Land sieht: „In einer politischen und einer gesundheitlichen.“ Und keine Regierung in Sicht, die sich der vielzähligen Probleme annehmen könnte.

Deutschland und Covid-19

Eine Frage der Zahlen

Martin Theobald, Berlin

Es ist schon etwas merkwürdig: Italien zählte bis zum vergangenen Wochenende 7375 Corona-Virus-Infizierte, von denen 366 starben. Das entspricht einer Sterblichkeitsrate von knapp fünf Prozent in dem südeuropäischen Land. Deutschland hingegen kam bis Montagmittag auf 1139 Fälle. Mit bis dahin nur zwei Toten. Dies ergibt eine Letalität von knapp 0,17 Prozent. Damit liegt die Sterblichkeit bei Corona-Infektionen in Deutschland um etwa das 30-fache unter derjenigen Rate Italiens. Dieser Unterschied ergibt sich kaum aus dem allgemeinen Gesundheitszustand von Italienern und Deutschen, denn nach dem *Bloomberg Global Health Index* leben die Menschen in Italien deutlich gesünder als Deutsche.

Ein Zahlenspiel, das Anfang der Woche die neofaschistische Partei Fratelli d'Italia auf den Plan rief. Die Vertreter der Partei reichten im Europa-Parlament eine sogenannte Interpellation ein und wollen nun von der EU-Kommission wissen: „Wie ist es möglich, dass ausgerechnet in dem Land, in dem erstmals in Europa das Corona-Virus festgestellt wurde, die Menschen quasi immun sind gegen die Folgen des Virus?“ Die Antwort reichten sie gleich nach: „Es besteht der Verdacht, dass man in Deutschland zwar durchaus an Covid-19 erkrankt und stirbt, aber dass dies die deutschen Behörden nicht wissen – oder dass sie es nicht sagen.“

Zur Untermauerung ihrer These ziehen die Italiener Vergleichszahlen aus Frankreich und Spanien heran, wo die Letalität bisher bei etwa zwei Prozent liegt – und somit um mehr als das Zehnfache höher als in Deutschland. Um die Zweifel auszuräumen und um europaweit vergleichbare Zahlen zu bekommen, fordern die Europaabgeordneten der Fratelli nun die Einführung einheitlicher Standards und Protokolle für die Virustests bei Verdachts- und bei Todesfällen in allen 27 Mitgliedsstaaten der Europäischen Union. So habe sich beispielsweise in Spanien bei nachträglichen Tests bei Verstorbenen herausge-

Über Einschnitte im Alltagsleben der Bevölkerung mag Gesundheitsminister Jens Spahn (CDU) noch nicht nachdenken

stellt, dass die Todesursache nicht – wie zunächst angegeben, eine normale Influenza-Erkrankung war, sondern das Covid-19-Virus, so die italienischen Politiker.

Italien ist derzeit das Land mit den meisten Corona-Erkrankungen in der EU, aber auch das Land, in dem europaweit bislang die meisten Menschen auf den Virus getestet wurden. Seit der ersten bekannten Covid-19-Erkrankung in Italien am 20. Februar werden dort auch Post-mortem-Tests durchgeführt. Eine Analyse der ersten 104 Todesfälle ergab dabei, dass mehr als zwei Drittel der untersuchten Verstorbenen an mindestens zwei mehr oder weniger lebensbedrohlichen Vorerkrankungen gelitten haben. Viele von ihnen hätten auch ohne die Virusinfektion nur eine sehr begrenzte Lebenserwartung gehabt – oder sie hätten die Infektion vermutlich überlebt, wenn sie nicht schon schwer erkrankt und ihr Immunsystem geschwächt gewesen wäre. Diese Todesfälle werden von der italienischen Statistik ebenfalls erfasst. In anderen EU-Staaten hingegen werden Verstorbene mit einem solchen Krankheitsbild erst gar nicht auf Covid-19 getestet.

In Deutschland soll nun eine Meldepflicht für alle Corona-Tests eingeführt werden. Bislang gilt eine solche nur für diejenigen Tests, bei den das Covid-19-Virus tatsächlich

nachgewiesen wurde. Um die Lage besser einschätzen zu können, werden nun auch negative Tests gemeldet. Man wolle so die Verbreitung des Virus besser abschätzen können, so ein Vertreter des Bundesgesundheitsministeriums.

Lothar Wieler, Präsident des Robert-Koch-Instituts, geht derweil davon aus, dass sich die Zahl der Todesfälle durch das Virus in Deutschland und Italien angleichen werden. „Wir werden natürlich in Deutschland auch in der älteren Bevölkerung Todesfälle haben“, so Wieler in einer gemeinsamen Pressekonferenz mit dem deutschen Gesundheitsminister Jens Spahn. Dieser forderte nun eine europäische Einrichtung nach Vorbild des Robert-Koch-Instituts: „Die europäische Seuchenbehörde ECDC ist viel zu klein, um Epidemien wie diese vernünftig begleiten zu können“, erklärte Spahn in der *Bild am Sonntag*. Das Europäische Zentrum für die Prävention und die Kontrolle von Krankheiten – European Center for Disease Prevention and Control (ECDC) – müsse „einen größeren Etat und mehr Handlungsmöglichkeiten bekommen.“ Dafür müsse im nächsten EU-Haushalt Geld zur Verfügung gestellt werden. Über Einschnitte im Alltagsleben der Bevölkerung mag Spahn noch nicht nachdenken. Er spricht vage Empfehlungen aus und überlässt die Verantwortung den Ländern.

Die Verwaltung der deutschen Hauptstadt gibt sich derweil gewohnt dilettantisch. Während am Samstag das Bundesliga-Fußballspiel zwischen Union Berlin und dem 1. FC Bayern München wie gewohnt stattfinden soll, wurden alle Veranstaltungen der großen Bühnen – wie Deutsche Oper, Komische Oper, Deutsches Theater und Friedrichstadtpalast – bis mindestens 19. April abgesagt. Es sei schließlich ein großer Unterschied für die Verbreitung des Covid-19-Virus, begründete Berlins Kultursenator Klaus Lederer das Vorgehen, ob sich Menschen in einem geschlossenen Raum eines Theaters oder unter freiem Himmel in einem Stadion trafen.

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu



250 000 000

ticker

La Tech’ Connexion lourdement condamnée

La justice luxembourgeoise a lourdement condamné le 4 mars une association de malfaiteurs internationaux qui a aidé depuis le Luxembourg entre 2009 et 2014 une armée de consultants informatiques à frauder le fisc (*d’Land*, 19.09.2015). Un Sud-Africain de 47 ans, un Britannique de 52 ans, un Kényan à l’âge indéterminé et une Française de 42 ans ont opéré depuis le Grand-Duché à cette période un réseau international baptisé « Connexion Group ». L’enquête a démarré en 2013 à la faveur d’une demande d’entraide émanant de Belgique. Un juge belge soupçonnait alors le groupe Connexion de proposer un système de split salarial permettant aux consultants d’échapper à leurs impôts sur le revenu belges. Pour la seule année 2008, 288 consultants informatiques auraient eu recours aux services de la société basée à Ellange pour cacher onze millions d’euros de revenus au fisc belge.

L’exécution de la demande d’entraide a permis de constater que la fraude concernait des centaines et des centaines de consultants et que plusieurs juridictions partageaient le préjudice fiscal, le Grand-Duché particulièrement. L’enquête menée par la police judiciaire de juin 2013 à fin novembre 2017 recense des versements des clients finaux aux différentes sociétés du groupe (entre l’Irlande, l’île Maurice ou la France), un volume de 209 millions d’euros. « 82,6 millions d’euros, soit 42 pour cent du montant des missions a été reversé de manière occulte aux consultants », relève le parquet. 51 millions d’euros ont été versés pour des missions prestées par des consultants au Luxembourg ou bien par des consultants luxembourgeois. 42 pour cent de cette somme leur a été versée de manière occulte. « Les impôts sur le revenu éludés au Luxembourg sont de 3.605.714,68 euros », apprend-on dans le jugement.

L’enquête a conclu à la mise en place de trois systèmes de fausse facturation pour contourner les obligations fiscales (la partie commerciale était gérée par des équipes basées en Afrique du Sud et au Luxembourg). Selon la technique dite « freelance », utilisée en Belgique, le consultant informatique accomplit une mission pour le client final. Au lieu d’être directement payé par le client final, ce



dernier paie une des sociétés appelées « Contract Management Company » du groupe. Celle-ci paie la partie « officielle », à imposer. La partie non officielle est virée auprès d’une société mauricienne. Celle-ci est en charge des paiements offshore et verse la partie officieuse au consultant, soit via un compte non déclaré, soit en lui mettant à disposition une carte de crédit au nom de l’entité mauricienne. Pour ce service, le groupe Connexion charge cinq pour cent du montant total.

Dans le système « payroll » proposé à la majorité des résidents fiscaux luxembourgeois, le consultant ayant presté une mission chez le client final devient salarié d’une société « payroll company » du groupe Connexion. À la fin de leur mission, les informaticiens démissionnent, mais ils ont signé en même temps que leur contrat de travail une lettre de démission non datée que Connexion group remplit dûment le moment venu (pour ne pas être victime d’un consultant qui change d’avis). Le client final paie l’ensemble de la prestation à la société luxembourgeoise « Payroll ». Mais celle-ci verse la partie officieuse, au titre d’une prestation fictive (d’où la condamnation pour faux et usage), à une structure irlandaise qui transfère à son tour le montant à Maurice où une société reverse le restant dû au consultant.

Enfin dans le système « Request for invoicing », le consultant accomplit une mission pour le client final. Celui-ci ne paie pas le consultant, pas même la partie officielle, mais une certaine « Contract Management company » (en Irlande) de Connexion. Rien n’est déclaré au fisc et

tout part dans une société du groupe à l’île Maurice qui reverse la partie non-officielle au consultant. Dans ce système, facturé à hauteur de dix pour cent par Connexion, rien n’est déclaré. Notons au passage que les entités luxembourgeoises et leurs dirigeants avaient des comptes auprès de banques luxembourgeoises (Raiffeisen, ING et BGL notamment).

Une conversation entre les deux principaux responsables en 2011, utilisée par le substitut du procureur, prouve la connaissance de l’illicéité de la pratique, mais surtout de l’idée qu’ils se font de la justice luxembourgeoise : « Don’t lose any sleep over it. One thing I have learnt over the past is that with good lawyers, and above all a sound model, and provided we not taking the piss, we can defend anything. [...] Luxembourg in particular is used to complex structures, their survival in the main depends on it. » D’autres propos tenus par la direction via email auprès d’un consultant éclairent sur l’intérêt du secret bancaire applicable aux résidents fiscaux. « As a Lux resident, you will still be covered by Bank Secrecy and can therefore have a second account in Luxembourg for your bonus funds ». Hugo Jankowitz, considéré comme cerveau et principal bénéficiaire de l’opération, est condamné à cinq ans d’emprisonnement et 2,5 millions d’euros d’amende. Jason Zeelie, son second, qui ne s’est pas présenté au procès, écope de 42 mois d’emprisonnement (avec 18 mois de sursis) et d’un million d’euros d’amende. Une directrice de société luxembourgeoise prend 24 mois avec sursis et une administratrice, douze mois avec sursis. pso

euros en arriérés d’impôts : c’est le montant, défini par la Commission européenne, que le fisc luxembourgeois ne veut surtout pas récupérer de la part d’Amazon. Jeudi dernier, les plaidoiries ont eu lieu au Kirchberg devant la Cour de Justice. Amazon se paie les services de Michel Petite, passé de conseiller juridique des présidents de la Commission Delors, Prodi et Barroso à lobbyiste, notamment pour Philip Morris. D’après l’agence Bloomberg, l’avocat du cabinet d’affaires Clifford Chance s’en serait pris au « zèle » de l’équipe de la commissaire Vestager qui l’aurait amenée à se départir de son rôle de régulateur impartial. La discussion fut ultra-technique, au point que la juge croate Vesna Tomljenović finissait par avouer qu’après des années passées à étudier la question des prix de transfert, elle n’y voyait toujours pas clair. Selon *Politico*, elle aurait remarqué : « Perhaps my tombstone should mention: The lady who struggled with the Arm’s Length Principle. » bt

Le programme Catapult lancé pour de bon

La Lhoft (Luxembourg House of Financial Technologies) a clôturé vendredi dernier son *bootcamp* Catapult avec une remise de prix assurée par le ministre à la Coopération Franz Fayot (LSAP). Le programme lancé en 2018 consiste à soutenir l’inclusion financière en Afrique par des formations de start-up spécialisées sur une semaine. La maison dirigée par Nasir Zubairi avait reçu 243 candidatures en provenance de 36 pays. Treize (originaires de neuf pays africains) avaient été retenues et les entrepreneurs invités à travailler leurs *pitch*es (présentation de leur société) cinq jours durant dans les locaux de la Lhoft rue du Laboratoire. À noter que toutes ces jeunes pousses jouissent déjà d’une substance considérable avec pour certaines des dizaines de milliers d’utilisateurs. Les solutions présentées consistent pour l’essentiel à assurer à la population et aux entreprises africaines l’accès à des systèmes de paiement ou de financement. La compétition organisée (opportunément en lever de rideau du désormais très couru *afterwork* Fintech Friday) au rez-de-cour a récompensé la société Pezesha, une plateforme de microfinancement en *peer-to-peer*. Le ministre Fayot a accessoirement remis un chèque de 3 000 euros, mais c’est surtout les synergies entre les technologies financières et l’administration de la Coopération qu’il faut retenir de l’événement. Il confère une dimension tangible localement aux engagements du Grand-Duché pour l’aide au développement et pour l’entrepreneuriat. De fait, l’association entre la Lhoft et le ministère de la Coopération est reconduit pour trois éditions. La prochaine cérémonie se tiendra au pavillon luxembourgeois à l’Expo 2020 de Dubaï en 2021. pso



Money never sleeps

RCube, une entreprise membre du business club de l’éditeur de *Paperjam* communique ce jeudi dans la *newsletter* de la publication la possibilité de solliciter ses services pour juguler l’impact du Covid-19 sur ses affaires, notamment en assurant la gestion de la continuité des services d’information au domicile des salariés. C’est ce qu’on appelle dans la communauté *business* « faire d’un défi une opportunité ». Une autre entreprise locale, et pas des moindres, a elle bravé les mesures prises internationalement et maintenu ses activités. Dans une communication interne, la direction de Cargolux a informé en ce début de semaine de la continuité de ses vols en provenance et à destination de son hub milanais (siège de Cargolux Italia), avec ses pilotes lombards, alors que le gouvernement italien demande à l’ensemble de sa population de rester chez elle et de limiter au maximum les déplacements sur le territoire. Cargolux surveille néanmoins de près l’évolution de la situation en Italie, notamment d’un point de vue réglementaire. Les voyages d’affaires vers cette destination sont eux interdits depuis lundi par la compagnie de fret. Parallèlement, Luxair a annulé ses vols vers l’Italie. pso

350 délégués du LCGB doivent réélire leur président Patrick Dury samedi à Mondorf sur fond de contestations internes

Pierre Sorlut

Expression libre Les langues se délient à la veille du congrès national du LCGB ce samedi (sauf annulation liée au Covid-19). *D'Land et Reporter*¹ ont recueilli des témoignages sur des pratiques managériales « agressives » au sein de la confédération des syndicats chrétiens. Délégués et salariés visent notamment le président national, Patrick Dury, dont la réélection doit intervenir ce samedi à Mondorf. Seul candidat en lice, Patrick Dury rempile à 55 ans pour cinq années supplémentaires à la tête du Lëtzebuurger Chrëschtliche Gewerkschaftsbond. Il s'y est installé en 2011 après la démission de Robert Weber, précipitée par le scandale des trucages de comptes de l'association-sœur du LCGB, ProActiv.

Un délégué du syndicat, qui le côtoie en réunion et qui veut de ce fait rester anonyme, désigne un être « caractériel » voire « despotique ». « Il est capable de dire 'tais-toi' à son contradicteur », déclare notre interlocuteur. « Les réunions peuvent vite se terminer, si ça ne plaît pas à Monsieur Dury », poursuit-il en accordant une circonstance atténuante. Le président du syndicat vient de la sidérurgie, « qui n'est pas un monde facile ». Patrick Dury a commencé sa carrière en 1989 comme ingénieur chez Luxguard à Bascharage, puis a rejoint la cause syndicale à l'Arbed, où il était secrétaire de délégation. Il est devenu secrétaire syndical, et donc permanent, du LCGB en 1998, secrétaire général en 2009.

L'on évoque aujourd'hui un « malaise dans les secrétariats syndicaux ». Le *turnover*, important, en atteste. Parmi les syndicalistes de la finance, l'on constate que « le secrétaire syndical du secteur est en *burn out* ». En 2018, le coordinateur général de la branche, Vincent Jacquet, avait claqué la porte du LCGB (après vingt ans de loyaux services) pour rejoindre la société de services en ressources humaines SD Worx. Dans le syndicat concurrent, l'OGBL, on qualifie l'événement de « grosse perte » : « Il avait un certain poids, c'était Monsieur Banques, Monsieur Frontaliers belges et Monsieur Fiscalité ». D'autres figures du syndicalisme chrétien-social, comme Aloyse Kapweiler, ont aussi disparu des radars. « Ils ont maintenant plein de secrétaires jeunes et inexpérimentés. On se demande où sont passés les autres », relève notre observateur de l'OGBL.

« On n'a pas le turnover de la Cour grand ducale ! » Patrick Dury, président du LCGB

Boîte noire Les représentants syndicaux surgissent épisodiquement dans l'espace public et se font entendre lors des conflits sociaux. Ils se rendent alors le plus bruyant et le plus visible possible, comme en novembre dernier lors de la crise de la tripartite. Celle-ci avait conduit OGBL, LCGB et CGFP en bordure de capitale, à l'Alvisse Parc Hôtel de Dommeldange, avec force drapeaux siglés et casquettes rouges, vertes et blanches visées sur la tête. Ils avaient convié les médias à leur démonstration de force pour dénoncer la « politique de la chaise vide » de l'UEL. Mais en temps normal, depuis l'extérieur, le monde syndical s'apparente à une boîte noire. Les rapports d'activités ne sont pas réalisés qu'à l'issue des mandats, c'est-à-dire tous les cinq ans. Les rapports annuels ne sont pas publiés, ni sur le site, ni au registre du commerce. Il ne faut pas laisser la possibilité au patronat de voir le montant du fonds de grève, explique un représentant de l'OGBL. La cagnotte sert le cas échéant à dédommager les grévistes et les patrons ne doivent pas évaluer la marge de manœuvre syndicale.

Dans le cadre de nos recherches sur le LCGB, l'on débusque en ligne une archive de trombinoscope du syndicat en 2010. On y appose le rapport d'activités 2010-2014 et l'édition 2014-2020 que la direction a bien voulu nous transférer en avant-première. Y figurent le personnel employé à la

clôture des rapports. La comparaison des noms des salariés permet de constater que de 2010 à 2014, 29 employés sur 49 ont quitté le syndicat. Sur les 42 présents en 2014, quinze ne sont plus là en 2020. Voici donc 44 départs documentés de cette manière sous la mandature Dury. Et il ne s'agit là que de mouvements visibles tous les quatre ans. D'autres personnes passées par le LCGB entretemps attirent notre attention. Un comptable, Michel Fisch, a presté quelques mois seulement après le départ du « DAF » (directeur administratif et financier) qui avait opéré pendant plusieurs années, Michel Borges. Aucun des deux n'ont répondu à nos sollicitations. Pas plus que l'ancienne juriste du LCGB, Sonja Conze-mius, qui a vanté son expérience au sein du syndicat et sa volonté de « prendre ses responsabilités » lors de sa campagne pour les législatives de 2018 sous la bannière du CSV avant de filer vers la fonction publique.

Statistiquement, la rotation du personnel est significative. Nos interlocuteurs expliquent que des accords, moyennant indemnités, scellent traditionnellement l'échéance de la relation salariale. Le chemin qui mène à ces transactions pose néanmoins parfois question. Des déclassements interviennent suite à des maladies, certaines liées à la charge de travail et à la pression y afférentes. « Il y a de plus en plus de souffrance au travail, même dans les syndicats », constate un délégué. Par ailleurs, des déclassements qui précèdent des négociations sur un départ portent préjudice aux salariés, car l'indemnité repose sur les derniers traitements. Selon nos informations, des employés du syndicat se sont attachés les services d'avocats pour contester des mesures prises à leur encontre. Contacté, un avocat affirme l'intention de son mandant de mettre en demeure le syndicat de cesser ses « pratiques de harcèlement ». Les clients eux-même n'ont en revanche pas accepté de répondre à nos sollicitations. Un membre du syndicat nous l'affirme : « Certains ont peur ». Une ancienne salariée vit encore le traumatisme de ces réunions du lundi à la première heure, durant lesquelles la direction passait l'équipe en revue et proférait, tour à tour, ses critiques à l'égard des membres.

« On n'a pas le *turnover* de la Cour grand ducale ! », rétorque Patrick Dury mardi au cours d'un entre-

tien accordé au *Land* et à *Reporter* dans les bureaux de la confédération syndicale qu'il préside depuis la rue du Commerce, dans le quartier de la gare à Luxembourg. Le syndicaliste reçoit bien volontiers à la veille du soixantième congrès national, « organe suprême » du LCGB selon sa charte. Rompu aux négociations et aux discussions houleuses (notre entretien s'est lui déroulé sans heurt ni esclandre), Patrick Dury pose fermement son regard dans celui de son interlocuteur. Il montre ainsi qu'il ne lâchera pas le morceau quand on l'interroge sur son mode de management.

Omnipotence Les statuts de la confédération (modifiés pour la dernière fois en octobre 2014) consacrent l'autorité du « président national » dans l'ensemble des décisions du syndicat. Il est « le premier responsable du bon fonctionnement du LCGB et de ses organes ». « Le président national préside le conseil syndical, le comité central, le comité exécutif, le comité de coordination et d'autres réunions du LCGB et il a droit d'assister à toutes les autres réunions. En sa qualité de proposé direct du personnel du LCGB, il lui incombe une responsabilité importante et particulière en ce qui concerne le choix de ses collaborateurs, la planification et la préparation du travail, ainsi qu'en ce qui concerne le contrôle et la surveillance du travail à exécuter par le personnel », est-il écrit dans le document fondateur. Le président fixe même (en accord avec le comité exécutif... qu'il préside) les conditions d'embauche du personnel et les nominations des secrétaires syndicaux. Il a le pouvoir sur tout. Reste à l'aumônier général, qui rappelle le lien du syndicat à l'Église, « de mettre en accord les décisions politico-syndicales du LCGB avec la doctrine sociale chrétienne ».

Concernant le rajeunissement des troupes, le président Dury explique que les multiples départs intervenus à son arrivée étaient convenus et qu'il n'était plus aussi simple de débaucher des délégués dans les entreprises pour en faire des secrétaires syndicaux. On emploie dorénavant beaucoup de jeunes à la sortie des études. Ils sont formés comme la direction l'entend et ils coûtent beaucoup moins cher. Le président s'en félicite d'ailleurs à demi-mot, puisque le budget du LCGB continue de tourner autour de 7,5 millions d'euros, malgré la volatilité des effectifs. Autour de

soixante en 2010, quarante en 2014 et cinquante aujourd'hui. Les onéreux *baby boomers* ont laissé place aux jeunes bon marché, avec une féminisation incontestable des troupes.

Interrogé sur l'émergence de critiques sur les pratiques managériales auxquelles nos interlocuteurs associent spontanément le secrétaire général Francis Lomel, Patrick Dury cherche d'abord à savoir qui les a proférées. Il minimise ensuite la pertinence de telles accusations, tout en concédant un fond de vérité. « Je n'ai pas l'impression qu'il y a des problèmes majeurs à ce niveau-là. » Plus tard, dans l'entretien, il lâche encore : « Je sais ce que je veux avoir, je dois être déterminé. » Tel le *líder maximo*, il mène son plan depuis son accession au pouvoir en 2011. D'aucuns expliquent d'ailleurs qu'il a dépoussiéré le syndicat (qui revenait de loin) avec un certain succès. Patrick Dury ne voit pas seulement le syndicat comme un outil social de défense du salariat. Le « lien émotionnel » ne suffirait plus. « L'activité syndicale, c'est vendre également un service. Aujourd'hui le membre attend un service concret », assure-t-il. Ces prestations, ce sont l'assistance juridique, la formation, la mutuelle complémentaire et bien sûr la mise en œuvre du programme d'action auprès des autorités politiques et autres partenaires sociaux. La direction multiplie en outre les points de contact pour ses adhérents et prospects, avec récemment deux ouvertures d'Info-centers (à Esch et Differdange). Ces initiatives ont permis d'accroître significativement le nombre de membres, de 40 000 en 2014 à 43 000 en 2020 (selon les rapports d'activités), mais aussi de prendre trois sièges de plus à la Chambre des salariés (pour un total de 18 sur soixante). Un bilan jugé « très satisfaisant » par la direction.

Mais le gros projet du moment, c'est le bâtiment en construction à Belval baptisé « Well Being ». Haut de six étages et cumulant une surface de 8 500 mètres carrés, il comptera 70 studios équipés (entre trente et quarante mètres carrés l'unité) pour les étudiants, un centre de conférence, un espace de *coworking*, un *fitness* et des cellules commerciales, dont une dédiée à l'alimentation saine et un nouveau siège pour le syndicat (qui conservera toutefois sa présence dans la capitale). L'investissement pèse 22 millions d'euros dans les comptes de Luxmill, la société anonyme que le LCGB a créée pour gérer le projet (qui va percevoir des loyers) et qui a levé quelque 34 millions de dette. Luxmill a pour actionnaires la mutuelle maison (Vita), celle des salariés d'ArcelorMittal (Mutam) et le Foyer des Syndicats chrétiens, l'asbl du LCGB qui détient son siège actuel rue du Commerce, un bâtiment de 3 000 mètres carrés dans le centre de Luxembourg (que la direction n'entend pas vendre).

Patrick Dury présente cette initiative, non pas comme une diversification des revenus, mais comme l'accompagnement « d'un monde qui change », avec de nouvelles « manières de vivre, de se loger, de travailler ». *Haut ass muer* figure sur toutes les plaquettes. L'ambition détonne avec la nature autocratique du LCGB. Il faut être membre du comité central pour postuler à la présidence, mais la présence au comité central dépend des bons vœux du président. Traditionnellement, donc, personne ne fait concurrence au candidat désigné. Patrick Dury explique ainsi que, de mémoire, il n'a jamais connu de syndicat qui s'est payé le luxe d'une campagne interne, synonyme pour lui d'irréversibles dégâts. Petite subtilité qui donne du sel à l'opacité de l'élection du chef. L'article 66 des statuts précise que le comité central décide du règlement électoral et que celui-ci est annexé... or, il n'est pas accessible en ligne.

L'on explique au siège que 350 votants ont été « définis » en vertu dudit règlement (pratique de choisir qui vote). Patrick Dury avait été élu avec 85 pour cent des voix en 2011, 94 pour cent en 2014. « Je suis serein », concède-t-il sur l'élection de samedi, sans toutefois se prononcer sur un objectif en nombre de bulletins. Reste à savoir si les voix dissidentes en interne auront une influence sur le suffrage. Peut-être les électeurs se laisseront-ils avant tout convaincre par la proposition du candidat : « Défendre les principes démocratiques élémentaires lors de la réforme du dialogue social au sein des entreprises. »

¹ *d'Land et Reporter* ont mis en commun leurs ressources et leurs informations pour effectuer ces recherches



Le charismatique président Patrick Dury à la tribune au Parc Hôtel Alvisse en novembre dernier

La diffusion des produits « Charia-compatibles » reste faible

La finance islamique marque le pas



Les compétences de la place financière en matière de finance islamique ont été soulignées de la mission aux Émirats en février. Ici le ministre de la Tolérance émirati reçoit la délégation luxembourgeoise

Georges Canto

En juin 2014 le Royaume-Uni fut le premier État non-musulman à émettre une obligation islamique (sukuk) pour un montant, assez modeste, de 200 millions de livres. Une opération restée isolée, mais renouvelée à son échéance en 2019. Au Luxembourg en revanche le sukuk souverain de 200 millions d’euros lancé en septembre 2014 n’a pas eu de successeur, après le remboursement intervenu au début de l’automne 2019. Et la Bourse n’y cote plus que six de ces produits obligataires.

Mais si le Grand-Duché a été amené à revoir sérieusement (et sans doute définitivement) à la baisse ses ambitions de devenir un *hub* de la finance islamique, ce n’est pas entièrement la faute des autorités et des professionnels qui ont déployé beaucoup d’efforts dans ce sens. Ainsi les émissions mondiales de sukuk étaient-elles en 2018, malgré une nette reprise, inférieures d’un tiers à leur niveau moyen de 2012 à 2014. Les chiffres sont têtus : ils montrent que, dans toutes ses composantes, dont les sukuk ne constituent d’ailleurs qu’une faible partie, la finance islamique marque aujourd’hui le pas. Les espoirs mis dans ce segment au début des années 2000 n’ont pas porté leurs fruits. Mais ils pourraient renaître à la faveur des nouvelles tendances technologiques et de l’évolution des attentes des investisseurs.

À première vue, la finance islamique a connu une forte croissance dans les années 2000. En 2018 selon l’Islamic Financial Services Board (IFSB), le montant total des actifs conservés ou gérés selon les principes de la Charia s’élevaient à quelque 2 200 milliards de dollars dans le monde, soit un triplement en dix ans. Dans le même temps le nombre d’établissements actifs dans ce segment a fortement augmenté. On en compte aujourd’hui plus de 500, dont environ 200 sont des entités dépendant de banques classiques, exerçant dans soixante pays : le potentiel est énorme, la planète abritant désormais près de deux milliards de musulmans.

Mais ces chiffres flatteurs doivent être relativisés. Selon l’IFSB les actifs gérés dans les trois piliers de l’activité (intermédiation bancaire, produits financiers et assurance) ne représentaient qu’un pour cent du total mondial, une proportion qui peine à décoller. Leur croissance, bien que non négligeable (6,9 pour cent en un an) s’est ralentie. Même si cela est largement dû à la forte dépréciation de certaines monnaies locales par rapport au dollar, on reste très en-deçà des prévisions qui voyaient la finance islamique tutoyer les 3 000 milliards en 2020.

L’activité est très concentrée géographiquement. Les six pays du Golfe (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Qatar) qui ne comptent pourtant que 55 millions d’habitants (0,3 pour cent du nombre total de musulmans), pesaient 42,4 pour cent des actifs, les autres pays du Moyen-Orient et ceux d’Afrique du nord en rassemblaient 25,1 pour cent et l’Asie 28,2 pour cent. La concentration est encore plus visible dans l’activité bancaire d’intermédiation (collecte de dépôts et distribution de crédits) où les pays arabes, l’Iran et la Turquie

La finance islamique est réputée difficile à mettre en place, surtout en dehors des pays majoritairement musulmans

représentent 80 pour cent du total. Les douze pays possédant un secteur bancaire islamique « d’importance systémique » comptent pour 91 pour cent des actifs bancaires islamiques mondiaux.

Ces chiffres illustrent les limites du phénomène. Ainsi plusieurs pays comptant une importante population musulmane ne figurent pas dans la liste des 36 juridictions suivies par l’IFSB. En partie par manque de données (Somalie, Sud Soudan, Éthiopie) mais aussi parce que ce segment de la finance y est inexistant ou embryonnaire. Le cas le plus flagrant est celui de l’Inde (près de 180 millions de musulmans) mais le constat vaut aussi pour le Maroc (33 millions), la Chine (vingt millions) ou encore la Russie (seize millions).

Seuls deux pays (Iran et Soudan) ont un secteur bancaire totalement islamique. Dans les autres la « banque islamique » coexiste avec un secteur bancaire classique et sa part de marché ne dépasse les vingt pour cent que dans huit cas, dont cinq pays peu peuplés du Golfe persique. Parmi les 26 autres, la part de marché a diminué dans onze cas, avec l’Algérie, l’Égypte et la Turquie dont la population cumulée dépasse 190 millions d’habitants, soit trois fois et demi celle des pays du Golfe. Et dans les pays occidentaux où les musulmans sont nombreux comme la France, l’Allemagne, le Royaume-Uni ou les États-Unis (cumulant près de quinze millions de personnes se réclamant de l’islam) la pénétration de la finance islamique était dérisoire. C’est dire qu’elle ne séduit guère en dehors d’un cadre géographique restreint et que ses « cibles naturelles » lui font largement défaut : au Maroc la banque islamique ne représentait à fin 2018 qu’un pour cent de l’encours global des prêts à l’économie !

Elle présente pourtant plusieurs avantages intéressants dans le contexte actuel. La finance islamique est considérée comme plus sûre. Les sukuk, par exemple, doivent avoir obligatoirement un sous-jacent réel. Dans le cas du sukuk souverain luxembourgeois il s’agissait de trois immeubles appartenant à l’État, situés au Kirchberg et à Strassen. Pendant cinq ans les loyers perçus étaient reversés aux investisseurs par la société propriétaire en guise « d’intérêts ». Comme la Charia interdit également la spéculation, les produits dérivés ne sont pas utilisés (la couverture des opérations se faisant par d’autres moyens). Une des

conséquences de cette gestion prudente est que les banques islamiques sont réputées plus saines que les établissements classiques. Dans une étude académique publiée en 2019, qui a porté sur 65 banques de treize pays, on découvre qu’elles sont bien capitalisées (ratio de fonds propres proche de vingt pour cent), très liquides et peu endettées (leveraging ratio de onze contre plus de vingt pour un échantillon de 22 banques américaines et européens).

Par ailleurs, sur plusieurs points, la finance islamique se rapproche de la « finance responsable » qui est dans l’air du temps. En effet elle proscriit les investissements dans les secteurs qui touchent à l’alcool, au tabac, aux armes et au jeu. Par ailleurs elle pose comme principe de partager les profits comme les pertes. La finance islamique est rentable. Selon le rapport de l’IFSB, le return on equity (ROE) du secteur bancaire islamique mondial s’est élevé à 13,6 pour cent en moyenne mobile pour les années 2014 à 2018, davantage que celui enregistré par les banques classiques au cours de la même période aux États-Unis (11,9 pour cent) et dans l’UE (7,2 pour cent). En 2018 comme en 2017, la plupart des indices boursiers islamiques ont mieux performé que les indices classiques et avec une volatilité moindre en raison de l’exclusion des services financiers et d’une plus grande exposition à des secteurs « vertueux » comme la santé. Enfin l’Islamic Fund Index construit par EurekaHedge, fondé sur 234 fonds « shariah-compliant » a affiché une croissance moyenne de 3,6 pour cent par an entre février 2010 et février 2020.

Pourquoi alors une si faible pénétration et une si faible progression ? La finance islamique est réputée difficile à mettre en place, surtout en dehors des pays majoritairement musulmans. Des produits spécifiques doivent être conçus puis agréés par l’Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions (AAOIFI) basée à Bahrein, avant de l’être par les autorités de tutelle du pays de commercialisation. Les établissements distribuant des produits « charia-compatibles » doivent être eux-mêmes agréés par l’AAOIFI. Un processus long et coûteux, sans garantie que, par exemple en matière d’épargne, la collecte atteigne une masse critique pour rentabiliser la nouvelle offre.

Quant aux clients, surtout ceux qui vivent dans les pays les plus évolués du monde musulman et en Occident, ils ont accès dans leurs banques habituelles à une vaste gamme de produits et de services, qui, bien que non respectueux des principes religieux, leur sont beaucoup plus familiers et sont plus simples à utiliser. Mais la finance islamique pourrait profiter de plusieurs opportunités pour rebondir. La finance verte, par exemple, sans jeu de mots (le vert étant la couleur de l’islam). Plusieurs experts estiment ainsi que, en raison de leurs nombreux points communs, les investissements conformes à la Charia pourraient bénéficier de la popularité croissante des fonds thématiques dans divers pays européens. De plus, des pays comme la Malaisie, l’Indonésie et les Émirats Arabes Unis ont lancé au cours des dernières années des « sukuk verts » dont la collecte

sera destinée au financement de projets durables et responsables, une démarche activement soutenue par le FMI et la Banque mondiale. Ils pourraient atteindre seize pour cent des émissions totales. La finance islamique n’échappe pas, elle non plus, au développement des fintechs. Dans son rapport « Islamic Finance Outlook 2019 Edition », S&P Global Ratings pense qu’à moyen terme, elles pourraient entraîner de vraies disruptions sur le marché de la finance islamique. Au sein des fintechs, très appréciées des jeunes musulmans qui veulent eux aussi échapper au système bancaire classique, la dimension « Charia-compatible » avait jusqu’ici été un peu

oubliée voire ignorée, par exemple dans le segment prometteur du crowdfunding.

Terre d’élection des fintechs, Londres s’est récemment positionnée sur ce créneau, avec la création en 2018 du UK Islamic FinTech Panel. Les États-Unis, l’Indonésie et les Émirats sont les autres pays comptant le plus de start-ups (90 au total). Mais cette géographie pourrait changer, car selon S&P ce sont les pays musulmans ayant une forte population rurale ayant encore peu accès aux produits et aux services financiers qui pourraient le plus profiter des fintechs. C’est le cas de l’Afrique du nord et de l’Afrique subsaharienne.

Chroniques de la cour

Sea, sex and law

Dominique Seytre

Un professeur de droit maritime qui s’est senti « a piece of shit », un juge européen dénoncé par son ancienne maîtresse, un ancien avocat général à l’affût d’une bonne place. Trois parcours. Les deux premiers individus sont slovènes, le troisième, slovaque. Dans l’ambiance feutrée de la diplomatie et de la justice européennes, à Bruxelles et à Luxembourg, ces affaires et leurs conséquences, l’air de rien, sont suivies de très près. Pour rappel : La Slovaquie doit trouver deux juges pour le Tribunal européen. La Slovaquie, un. Dans les deux cas, la tâche n’est pas facile.

Dans une tribune, le professeur de droit recalé tire à boulet rouge sur tous les intervenants

Marko Pavliha, de l’Université de Ljubljana était tout près du but. La Slovaquie l’avait choisi, avec un second candidat dont il sera question plus loin. Deux candidats, deux postes. Tout allait bien jusqu’à ce que le comité 255, ce groupe de juges et d’anciens juges de cours suprêmes chargé de vérifier les compétences des futurs juges, refuse la candidature de Marko Pavliha sur fond de lettre anonyme dénonçant de présumés agissements. La lettre fait le tour des instances européennes. Elle est prise au sérieux. Le comité 255 la mentionne dans son rapport. Pavliha doit s’expliquer, mais les raisons du rejet de sa candidature sont officiellement autres. Malgré ses capacités juridiques de haut niveau, ses connaissances des grandes questions du droit de l’UE sont insuffisantes. Formule banale et fréquemment reprise dans d’autres cas. Pavliha le prend très mal. « I felt like the accused (...) man, almost a piece of shit », écrira-t-il dans un texte publié sur le site juridique slovène lusinfo.si. Une version en langue anglaise circule. Dans cette tribune, intitulée *Anamnèse d’une candidature, diagnostique et thérapie*, il tire à boulet rouge sur tous les intervenants. Cet échec lui est resté en travers de la gorge. Il estime avoir été traité injustement. Visiblement blessé et furieux, il fait référence à Gandhi et à la pécheresse de l’Évangile ! Manque de sang-froid pour les uns, absence de fair-play pour les autres, ces propos sont peu appréciés dans ces sphères d’habitude si discrètes même si certains y trouvent la base d’une réflexion sur la nomination des juges.

Il était évident que son compatriote, Miro Prek, le second candidat, avait toutes les chances de se succéder à lui-même. Juge au tribunal depuis 2006 son passage devant le comité 255 n’était qu’une formalité. Son ancienne maîtresse, une Italienne, référendaire dans son cabinet, en décide autrement. De son aveu même, elle était bien décidée à faire capoter sa nomination pour un nouveau mandat de six ans. Un peu avant que le parlement slovène ne vote sur sa candidature, elle prévient la télévision publique slovène, confiant à la journaliste des documents destinés à prouver les violences que le juge lui a fait subir. Le lendemain, elle avait rendez-vous avec des représentants de la Cour à qui elle confie photos, vidéos et copie d’une plainte déposée antérieurement auprès de la police luxembourgeoise. La Cour a horreur des scandales. Elle indique du bout des lèvres qu’elle va mener une enquête interne. Sa communication s’arrête là. Elle est soulagée lorsque le Parlement slovène lui refuse sa confiance, à quelques voix près. Trop heureuse aussi d’accepter la demande de Miro Prek qui veut quitter la Cour avant qu’un remplaçant ne soit trouvé. La Slovaquie refait un appel à candidature. Trois candidats sont retenus, dont une référendaire à la Cour. Les candidats ne se sont pas ménagés, des coteries se forment, les députés discutent. Le tout dans un climat délétère. Le Parlement devait choisir les deux candidats ce mois-ci. La date du vote ? Réponse d’une diplomate slovène : « Malheureusement les délibérations sur les candidats ont été repoussées dû au changement de gouvernement intervenu récemment. Les commissions parlementaires doivent choisir de nouveaux ministres. Je ne pense pas que les juges seront à l’ordre du jour avant un bon moment ». Remise à plat donc.

Le troisième homme, Jan Mazak, a été avocat général à la Cour en 2006. Il a répondu aux quatre appels à candidature, quatre fois il n’a pas été repris sur la liste des candidats possibles. Avec le gouvernement en place, il n’avait aucune chance d’être retenu. Le 29 février dernier, les élections générales en Slovaquie changent la donne. Les portes du Tribunal lui sont désormais grandes ouvertes. Sauf que... Il aurait appris que le juge Daniel Svaby son compatriote à la Cour - pas au Tribunal - allait démissionner. Les milieux diplomatiques de son pays lui prête l’intention de vouloir patienter un peu. Le jeu en vaut la chandelle. Un poste de juge à la Cour est plus prestigieux, plus avantageux. S’il en était ainsi la Slovaquie devrait trouver un cinquième candidat pour le Tribunal. Ce qui pourrait mettre le comité 255 dans l’embarras et si, comme le pense certains, il avait durci ses conditions, au moins pour un des quatre candidats rejetés, dans l’attente que Bratislava lui envoie Mazak. Un comité 255 au demeurant décapité : Christiaan Timmermans, ancien juge à la Cour, a démissionné de son poste de président, le 27 février dernier, avec effet immédiat.

Brief an die Redaktion

Öffentliche Schule stärken – sozialen Zusammenhalt fördern

Christa Brömmel

Die öffentliche Grundschule soll allen Kindern die gleichen Chancen auf ein soziales Vorankommen garantieren. Als *École de proximité* fördert sie den sozialen Zusammenhalt im Stadtviertel, erspart Kindern unnötig lange Wege, lässt sie schneller zu autonomen Einwohner:innen ihres Viertels werden und hilft nicht zuletzt Eltern und Familien, Anschluss und Kontakt zu finden. Alle diese Aspekte sind insbesondere in der Stadt Luxemburg von großer Bedeutung angesichts der unterschiedlichen sozio-ökonomischen Situationen vieler Familien und dem hohen Anteil an ausländischen Mitbürger:innen. Städtische Schulpolitik muss demnach mehr sein als Neubau von Schulgebäuden.

Allerdings besuchen nicht einmal mehr 50 Prozent der in der Stadt Luxemburg lebenden Kinder eine öffentliche Grundschule. Es scheint, als überlassen die politisch Verantwortlichen der Stadt die öffentliche Schule ihrem Schicksal und somit privaten Schulanbietern sowie finanzkräftigen Eltern das Feld. Der folgende Beitrag ergänzt die von Bernard Thomas im *Land* vom 31. Januar 2020 gemachte Analyse aus der Perspektive von Déi Gréng.

Eltern besser informieren

Vielen Eltern, die nur auf begrenzte Zeit in Luxemburg leben, bleibt das öffentliche Schulsystem komplex und fremd. Neuzugezogene mit Kindern finden erst seit Kurzem mehrsprachige Informationen über das Schulsystem und die städtische Schulorganisa-

Zum Artikel „Multiplicity scolaire“ im Lëtzebuenger Land vom 31. Januar 2020

tion. Im Gegensatz zu den zahlreichen Privatschulen macht die Stadt Luxemburg nur bescheiden Werbung für ihre 19 Stadtteilschulen. In *just arrived* zum Beispiel, einer Infobroschüre für alle Neubürger:innen, findet sich nur der Hinweis auf die Webseite der Stadt, während private Träger ausführlich und mit Bild ihre Schule und ihr Konzept präsentieren. Aber es würde auch nicht ausreichen, die Broschüren zu überarbeiten und zu verteilen, denn Eltern haben viele Fragen, die sie im Gespräch mit den Verantwortlichen klären wollen. Deshalb sollten Eltern von Kleinkindern, die in Krippen oder von Tageseltern betreut werden, persönlich und frühzeitig über das Schulsystem informiert werden. Warum sie nicht persönlich ins Schulgebäude und Foyer scolaire ihres Stadtviertels einladen?

Schulbegleitende Angebote ausbauen

Soll die Mehrsprachigkeit der öffentlichen Schule ein Attraktivitätsfaktor sein, müssen möglichst alle Kinder die gleichen Chancen auf Erfolg mit diesem Ansatz haben. Das ist aber nur möglich, wenn schulinterne und schulbegleitende Angebote existieren, die Eltern beziehungsweise ihre Kinder durch Hausaufgabenprojekte oder Lerngruppen individuell unterstützen. Das müsste dringend ausgebaut werden.

Den einzelnen Grundschulen werden vom Unterrichtsministerium zusätzliche Unterrichtsstunden zur Verfügung gestellt, deren Anzahl sich nach dem Sozialindex des jeweiligen Stadtviertels richtet. Je höher der Index, umso mehr Stunden und Lehrkräfte stehen einer Schule zur Verfügung und können ergo kleinere Klassen und *Appui*-Angebote eingerichtet werden. Der Index wird alle drei Jahre nach den sozio-ökonomischen Kriterien neu berechnet. Es wäre sinnvoll, zusätzlich auch die Schulleistungen, die in den Ergebnissen der „Épreuves standardisées“ im Zyklus 4.2 abgebildet werden, für das Stundenkontingent zu berücksichtigen. Leistungsschwache Schulen sollten mehr Mittel in Form von Unterrichtszeit erhalten und dadurch für Eltern (und Lehrkräfte) attraktiver werden. Eine Analyse und gegebenenfalls die Reorganisation der Schulsektoren in der Stadt Luxemburg, zum Beispiel durch Zusammenlegung einiger Schulen, könnte weitere Verbesserungen bei der Stundenzuteilung bringen. Natürlich bleibt auch

die strikte Eindämmung des so genannten Schultourismus ein Thema, damit Kinder in „ihre“ Stadtteilschule gehen.

Lehrpersonal stärken

Die Attraktivität der öffentlichen Schule hängt außerdem von den Lehrkräften ab. Die städtische Permutationsregel fußt noch immer auf der Anzahl der Berufsjahre (*Ancienneté*). Gerade die erfahrenen Lehrer:innen erhalten dadurch die Möglichkeit, sich die „schwierigen Klassen“ vom Leib zu halten, die dann von jungen und unerfahreneren Kolleg:innen übernommen werden müssen. Sind diese mit schwierigen Klassen oder problematischen Umständen überfordert, wandern sie schließlich aus der Stadt ab – Personalfluktuatio ist die Folge. Durch eine stärkere Förderung von klassenübergreifender Zusammenarbeit zwischen Lehrkräften wäre diese Situation zu verbessern.

Öffentliche Schule in Stadtviertel einbetten

Die öffentliche Schule darf nicht getrennt gesehen werden von der außerschulischen Betreuung. Sowohl für den „Schultourismus“ als auch für die Bevorzugung von privaten Schulen spielt es eine Rolle, welches Angebot an außerschulischer Betreuung den Eltern zur Verfügung steht. Stadtteilorientierung braucht als Voraussetzung ein ausreichend großes und qualitativ hochwertiges Angebot an Betreuungs-

strukturen – von der Krippe über das Foyer scolaire bis hin zum Jugendhaus, und darüber hinaus auch attraktive Freizeitangebote wie Sport und Musik.

Déi Gréng fordern, dass die beiden Instrumente PDS (*Plan de développement scolaire*) und PEP (*Plan d'encadrement périscolaire*) eine größere Rolle spielen als bisher. Beide Pläne sind die Grundlage, auf der durch konkrete, stadtteilbezogene Maßnahmen die konsequente Kooperation von Schule und Betreuungsstruktur gefördert und gefordert wird und so die Attraktivität der Schule im Stadtviertel sich erhöht.

Déi Gréng sehen des Weiteren viel Potenzial in einer echten Elternpartnerschaft. Projekte wie die Ganztagsschoul oder Eis Schoul (staatlich, aber prioritär für Kinder aus der Stadt Luxemburg) und die neue Waldspielschule zeigen beeindruckend, dass neue, vom Lehrpersonal initiierte Konzepte nicht nur Eltern überzeugen, sondern auch Lehrkräfte motivieren und Schulgemeinschaften stärken.

Neben einer vorausschauenden Planung der notwendigen Infrastrukturen muss die Schulpolitik der Stadt Luxemburg deshalb viel kreativer und innovativer werden und sich auf neue pädagogische Konzepte sowie Elternbeteiligung konzentrieren.

Christa Brömmel ist Gemeinderätin von Déi Gréng in der Stadt Luxemburg und Mitglied der kommunalen Schulkommission.

Poste vacant

Le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes
L'Office National de l'Accueil (ONA)

recrutent

Un / une Responsable d'Achats

dans le groupe de traitement A1, dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps plein.

Mission :

Participer à la mise en place et le développement de la cellule achats de l'Office national de l'accueil :

- Stratégie en matière d'achats ;
- Fixation d'objectifs d'optimisation de coûts, de qualité et de délais ;
- Définition de programmes et de procédures d'achats de matériel, équipements, produits, travaux et prestations de service, etc.

Conditions d'admission :

- Vous êtes titulaire d'un grade ou diplôme d'un Master en gestion des achats, Master management de projets logistiques et Master achat international, Master en achats et gestion de la chaîne d'approvisionnement ou équivalent ;
- Vous maîtrisez parfaitement à l'oral et à l'écrit les langues suivantes :
 - Luxembourgeois ;

- Allemand ;
- Français ;
- Anglais.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature : 24.03.2020

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.04.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de construction en bois et de menuiserie dans l'intérêt de la rénovation de la piste et des infrastructures du Stade National d'Athlétisme sur le site de l'INS à Luxembourg.

Description succincte du marché :

- Construction de cabanons en bois ;
- Installations de portes de tous types.

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible des travaux est de 75 jours ouvrables.
Début prévisionnel des travaux : été 2020.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.03.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000463 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Le Ministère de la Culture

Appel de candidatures

Procédure : restreinte
Type de marché : Services

Date limite de remise des candidatures :
16.04.2020 à 16.00 heures

Lieu de remise :
voir adresse ci-dessous

Intitulé :
Appel à candidatures pour la conception et la réalisation d'œuvres d'art

Description :
Appel à candidatures général relatif aux services d'artistes pour la conclusion de marchés négociés pour la réalisation, à court ou à moyen terme, de plusieurs projets d'œuvres d'art dans l'intérêt

d'immeubles financés ou subventionnés en grande partie par l'État. Les candidats ayant remis un dossier complet seront inscrits sur une liste et pourront être sélectionnés pour participer à des appels à projets pour la création d'une ou de plusieurs œuvres d'art.

L'objet et l'envergure des interventions artistiques spécifiques seront définis au fur et à mesure des besoins des maîtres d'ouvrage respectifs.

Les langues des projets seront le français ou l'allemand.

Critères de sélection :
Les artistes candidats doivent apporter la preuve de leurs qualification et compétence et remettre ainsi obligatoirement les pièces suivantes :

- La fiche de candidature (à télécharger via le portail des marchés publics (www.pmp.lu) ;
- Le certificat d'immatriculation émis par l'Administration de l'enregistrement et des domaines ou le cas échéant, pour les artistes ayant leurs sièges dans un autre État membre, un certificat équivalent indiquant le numéro de la TVA établi par l'administration compétente du pays respectif ; la date d'émission du certificat ne peut être antérieure à l'année 2020 ;
- Si l'artiste n'est pas assujetti à la TVA, une déclaration d'intention auprès de l'Administration de l'enregistre-

ment et des domaines au cas où une commande lui serait passée dans le cadre du présent appel.

Toutes les pièces doivent être rédigées en français ou en allemand.
Les candidatures resteront valables jusqu'au 1^{er} mai 2021.

Conditions d'obtention du dossier :
Réception des dossiers de candidature :
Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg
À l'attention de Madame Mireille Domp
Téléphone : (+352) 461919-359 /
Email : secretariat@bp.etat.lu

Réception des candidatures :
Vendredi le 17 avril 2020 à 16.00 heures

Ne sont considérés que les dossiers complets remis avant la date limite du vendredi le 17 avril à 16.00 heures à l'adresse de l'Administration des bâtiments publics ou à l'adresse email secretariat@bp.etat.lu

Informations complémentaires :
Date de publication de l'avis 2000466 sur www.marches-publics.lu : 12.03.2020

d'Lëtzebuenger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.L., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Rédacteur en chef** Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfleist@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Pol Schock (48 57 57-35; pschock@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Gérant et mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu) **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuenger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGULLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003



...e et le bâtiment administratif, le portail du portier ative pour la grève de 1942 repoussèrent le pas de complètement réoccupées (photo de 1942)

des législateurs adopter les différents modèles d'urbanisation. Wille et l'habillage sont deux géographiques précis qui ont accompagné en tant qu'élus, avec des objectifs sociaux et éducatifs. Or, la première du marché du logement est devenue celle qu'elle traduit les rêves du passé. C'est que, en fin de compte, tout qui révisait dans l'après de la réaffectation prévue par le ministère de l'écologie.



PRIVE
IER
TERDIT

maux, weitgehend frei berichtenden türkischen Medien systematisch unter Druck zu setzen. Nicht mit geringsten Einschränkungen, sondern durch schlaue Füllereien. Der erfahrene und kritische Journalist Aydin Ergin beschrieb dieses Vorgehen im Blog international.de/links.de/so. „Ein Finanzpool, der aus höchstens fünf oder sechs großen Bauunternehmungen besteht, die den Löwenanteil bei staatlichen Ausschreibungen erhalten, hat Zeitungen und Fernsehkanäle in Auftrag und deren Führungskräften mit Leuten bestellt, die Erdgasangehörigkeiten und Anweisungen befolgen.“

Der Vertreter von Erdgases Partei im RTÜK, Nuraliah Öztürk, bekannte gegenüber der BBC, zwar, dass Sender, die auf YouTube oder Persicope einige Stunden senden, von der neuen Regelung nicht betroffen seien. Doch der Text der Anordnung ist demgegenüber unmissverständlich, dass nicht nur die vom Regime verbotenen türkischen Medien in der Türkei wie MedyaScope oder F24 bald zum Schweigen gebracht werden könnten, sondern auch internationale Sender. Vor allem wird bereits geklärt, wie die Kontrollen von RTÜK mit dem neuen, gemeinsamen YouTube-Kanal der Sender Deutsche

nen lässt, wobei die Rete gegeneinander Medienstände

In diesem „Analysis“ wird nicht nur die türkische und Sendungen der britischen schen DW, der US-amerikan französischen France 24, die n und des chinesischen CCTV Tagesschau. Die Independent des Präsidenten einzelner Jour Medien wird analysiert. Sie i ihrer Facebook- oder Twitter-ter“. Sehr bekannt, die Internationale Ergebnisse

Die genannten Medienanstalten der dort beschäftigten für zum Beispiel in den sozialen N Terroristen auf der Bild verurteilt nach ihre Trauer i Schulalltag. „Ein beider ar Medienanstalten, die von vielfältigen und unabhängigen betrieben, befinden sich unter Ticker-Gegeben.“

Sow „empfehle“ dem Internet häusern dreht, sie sollen ihre überprüfen, die Arbeit der Bittreidern, die antischen Böke Türkei mehr Beachtung sehr einseitige Berichterstattung nur Dabei bleibt zu betonen, da Regime noch nicht sein genannt und Polen gegen die Medien n dass es in naher Zukunft wech bahnen, nach für die noch i ten auch nur einen Schlimmer-Normalisierung gibt.

Die kleine Zeitzeugin

Der Feind ist hier

Michèle Thoma

In Wien wünscht das erzbischöfliche Ordinariat, dass kein Weihwasser mehr ausgegeben wird, Ansteckungsgefahr! Das steht auf einem Schildchen im Weihwasserbecken der Pfarrkirche von Grinzing, wie wohl überall in der Stadt. In den Stephansdom dürfen nur noch motivierte Beter_innen, in Vorarlberg sind Gottesdienste abgesagt. Getauft und beerdigt wird nur noch im engsten Teufel_innenkreis. Und, beim Barte des Propheten, das Freitagsgebet ist untersagt!

Leider ist das Virus nicht mehr da, wo es hingehört, in einer schön gruseligen Ferne wie das brave Ebola-Virus, das sich an das Aufenthaltsverbot in Europa hielt. Im schön fernen, von Roboter_innen besiedelten China, wo tüchtige Geisterarmeen in Kampfanzügen walten, bald werden sie uns ein passendes Medikament verpassen. Das Virus bleibt nicht mal mehr in unserm geliebten Italien. Als Nachrichtenervenkittel, Grusel mit Gothik, hochgradig poetisch auch noch. Leere grandiose Piazzas, auf denen Tauben lustwandeln, Kunst, de Chirico. Ach, diese Italiener, die kriegten auch nix auf die Reihe, jetzt können wir nicht mal mehr in die Uffizien! Huch, plötzlich ist alles so intensiv auf den Intensivstationen, übertrieben intensiv, jetzt sterben die auch noch, in echt. Warum eigentlich?

Ziemlich nah dieses Italien, nur die paar Berge dazwischen, da wird so ein Virus schnell mal rüber gepustet. Am Tag nach dem Einmarsch in Tirol stehen der Bundeskanzler, der Innenminister und der Gesundheitsminister stramm auf dem Bildschirm. *No way!* Das anscheinend hochbegabte Virus lässt sich aber nicht beeindruckten, nicht einmal als der rechtsextreme Ex-Innenminister ihm androht, sämtliche Flüchtlinge an der Grenze in Quarantäne zu stecken. Weil die Dahergelaufenen ja die idealen Viruswirte seien.

Zu dem Zeitpunkt spricht niemand von Lesbos, ist gerade *out*. Stattdessen steckt Karl

In Pflegeheimen gibt es Besuchsverbot. Als wären die je von Besucher_innen gestürmt worden. Und bloß nicht zu den Großeltern!

Himmel dürfen 499. Oper, Burgtheater, große Museen und alle Schulen schließen, wobei Letztere, rätselrätsel, für unbetreute Kids offenbleiben. Die Kindergärten, in denen Rotz und Kotz am großzügigsten verteilt werden, rätselrätsel, noch nicht. Wer will auch die kleinen Virenschleudern? Nur nicht zu Oma und Opa, um die geht es ja schließlich!

Die öffentlichen Verkehrsmittel als optimale Viren-Rendezvous verkehren weiter, Händewaschen und Zufußgehen empfehlen die Zuständigen. In die Kniebeuge niesen! Kein Virus darf mehr ins Land, heißt es in den Nachrichten, zumindest kein italienischer. Durchreisen-de nur, wenn sie geloben, unterwegs nicht aufs Klo zu gehn. Ein Journalist denkt laut über Einsatz der Armee an der Grenze nach. Dort wird derzeit Fieber gemessen, rektal noch nicht, ob-schon es die zuverlässigste Variante ist.

Abstand wahren! Wenig Sozialkontakte! Wobei Wiener_in ja traditionell nur sparsam sozial kontaktiert, Kussattacken und ausufernde Umrungen wie im temperamentvollen Luxemburg sind nicht Sitte. Kanzler Kurz warnt vor Familienfeiern. In Pflegeheimen gibt es Besuchsverbot. Als wären die je von Besucher_innen gestürmt worden. Und bloß nicht zu den Großeltern!

Solidarität mit Alten und Schwachen ist die Devise, rührend, womöglich ist doch kein globaler Greis_innenkahlschlag geplant.

Aber ... noch mehr vor Bildschirmen isolierte Jugendliche? Und wie lange halten die Kids die Soli mit den Ureinwohner_innen durch? Wegen Oma und Opa nicht in der Disko knutschen, es könnte ihren Tod bedeuten?! Wie lange halten die Uris die Enkelabstinenz aus?

Wie lange geht Generationenaparthei?

Sind garantiert sterile Streichelroboterinnen, die in Asien schon bereitstehen, wirklich lebensfördernd?

Habsburg sich selbst in Quarantäne, Entscheidungsträger_innen weltweit lächeln optimistisch aus spartanischen Home-Settings. Ist das Virus also elitär? Oder reibt es uns die Klassenfrage erst recht unter die Nase – wer sitzt mit Leibarzt auf der Millionärsinsel und wer muss ins Massenlager?

Horst Seehofer will Angela Merkels Hand nicht drücken. Angela Merkel drückt sich, druckst herum und sagt „70 Prozent“ statt „Das schaffen wir“. In Wien dürfen 99 Menschenlein zusammen in einen Raum, unter den

Chroniques de l'urgence

Impacts différés et exponentialité

Jean Lasar

Les médias ont célébré l'impact du coronavirus sur les émissions polluantes en Chine : les mesures prises pour freiner sa propagation ont ralenti l'économie, réduisant considérablement les rejets de CO₂ et de particules. On peut s'en réjouir si l'on veut, mais autant garder à l'esprit que ce n'est qu'un effet passager. Sur un autre plan, la pandémie qui étreint le globe nous intime d'ouvrir les yeux sur une double dimension, inquiétante, que la pandémie et le changement climatique ont en commun : celle d'une perception retardée de leurs impacts, et la nature exponentielle de ceux-ci.

Sur Twitter, la biologiste Elizabeth Sawin souligne que regarder les données publiées sur les cas de coronavirus dans le monde est comme regarder une étoile dans le ciel nocturne : « Ce qu'on voit n'est jamais une image actuelle, mais un instantané d'événements du passé ».

L'analogie est précieuse même si ces retards relèvent d'ordres de grandeur très différents : des jours ou des semaines pour la maladie, des

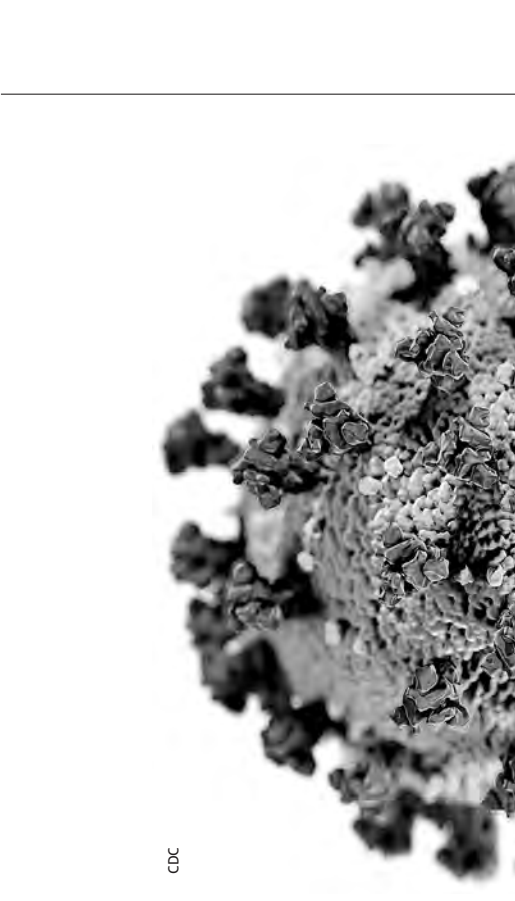
années, des décennies voire des siècles pour la crise climatique.

Dans le cas de la maladie, les délais relèvent de la biologie (le temps qui s'écoule entre une infection et l'apparition de symptômes), du social (le temps que prend l'information sur les cas d'infection pour être publiée ou pour que le public adopte de nouvelles habitudes) ou de la réponse apportée (le temps qu'il faut pour identifier un nouveau virus ou mettre au point les mesures pour endiguer sa diffusion).

« Les délais peuvent être raccourcis grâce à un partage précoce et adéquat de l'information, à des mesures de préparation ou à l'intégration de capacités additionnelles dans les systèmes de réponse. Et ils sont rallongés par le mensonge, la confusion, la mauvaise gestion et des systèmes déjà sous pression », détaille Sawin, poursuivant : « Je crains que nous n'apprenions du coronavirus ce que la pensée systémique nous enseigne déjà : lorsque nous sommes confrontés à un problème qui peut croître exponentiellement, le délai est notre ennemi ».

Les facteurs de délais physiques et sociétaux ne manquent pas dans le système climatique : durée de vie des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, durée de vie escomptée des infrastructures, durée pour qu'une concentration accrue de CO₂ se traduise par une hausse du niveau des océans, pour les premiers ; le temps requis pour la prise de conscience du problème par le public, pour construire des coalitions politiques, pour concevoir et déployer de nouvelles infrastructures et cetera, pour les seconds.

Face à ces phénomènes exponentiels de réaction en chaîne et à des effets de différé qui masquent des impacts déjà ancrés dans la réalité physique, à chacun d'entre nous de se familiariser de toute urgence avec ces dynamiques. Sous peine, tant pour le virus que pour le climat, de voir leurs impacts s'aggraver de manière irréversible.



Zu Gast

Fir eng fair a modern Familljepolitik

Sven Clement

6 Auer moies: De Wecker schellt! Opstoen, duschen an undoen. D'Kanner waa-kreg maachen, undoen, Moieskaffi preparéieren, Zänn wäschen. Schong a Jackett undoen. An den Auto klammen. Trafic! Schantjen op der Haaptstrooss. Kanner an d'Crèche bréngen. Ee Kuss – Äddi a schnell weider. A nach méi Trafic! Parking sichen. An elo schnell op de Bus. Weider an den Tram. 9 Auer. Endlech am Büro. Aacht Stonne schaffen, 30 Minutte Paus. 17.30 Auer: Elo séier erëm an den Auto. Trafic! Nach schnell an d'Crèche an da séier heem, ma net ze séier, soss gëtt et deier. lessen, duschen, spillen. 20 Auer: Kanner an d'Bett bréngen. Schlofe goen. 6 Auer: Moie Wecker ...

En typeschen Dagesoflaf vun enger Mamm oder engem Papp zu Lëtzebuerg. Et ass feststellen: Fir d'Famill bleibt net vill Zäit. Wien sech awer mat Häerz ëm d'Erzéiung vu senge Kanner këmmere wëll, dee muss Konzessiounen maachen: Entweder Suen oder Zäit fir déi, déi engem wichteg sinn. Wien sech fir d'Suen entscheet, entscheet sech fir méi Aarbechtszäit a stellt säi Familljeliewen hannen un. Wien sech fir méi Familljenzäit entscheet, entscheet sech och fir manner Aarbechtszäit an doduerch och manner Akommes.

Oft ass et awer esou, dass ee Stot mat Kanner ouni zweet fest Akommes finanziell net iwwert d'Ronne kënnt. A grad déi héich Logementspräisser droen dozou bäi, dass Famillje quasi gezwonge ginn, enger weiderer bezuelter Aktivitéit nozegoen, amplaz hir Zäit a Léift zu Gonschte vun hirer Famill a Kanner anzeseetzen.

Ënnert dëse Viraussetzungen ass de Choix fir Elteren aus Käschtegrënn oft schnell getraff: Bëid Elterendeeler gi schaffen, d'Kand geet an eng betreite Struktur, Punkt. D'Regierung verdeedegt dëse „Choix“ mat der fester Iwwerzeegung, dass bëid Elterendeeler sollen „d'Recht hunn“, schaffen ze goen.

Doheem bei der Famill bleiwe steet fir dës Regierung net zur Debatt. Wie wëll, kann op de *Congé parental* „plus“ zeréckgräifen, dee vun der Familljeministesch als Zauberformel presentéiert gëtt, fir Aarbecht a Familljeliewen ënnert een Hutt ze kréien. Allerdéngs: Wat nëtz et engem Elterendeel, eemol am Liewe kënnen op sechs Méint Congé parental zeréckzegräifen, wann een op mannst weider zéng Joer den uewe beschriwwene Liewensrhythmus bäibehale muss?

Fir d'Piraten ass eppes kloer: Déi jëtzeg Familljepolitik bitt keng zefriddestellend Léisung un, fir den Zäit-oder-Geld-Dilemma resolut unzegoen. Ganz am Géigendeel: D'Eltere kréien de Choix ewechgehol. Mir sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg eng modern a fair Familljepolitik brauch. Eng Familljepolitik, déi eng Léisung fir den Zäit-oder-Geld-Dilemma sicht. Eng Familljepolitik, bei der d'Elteren d'Méiglechkeet kréien, méi Zäit an d'Erzéiung vun hire Kanner z'investéieren.

D'Zukunftskeess huet ee Budget vu ronn 1,2 Milliarden Euro. Ma dës Suen kéinten anescht agesat ginn: De Congé parental kéint méi breet opgestallt ginn, fir de Familljen iwwer Jore méi Zäit fir sech ze offréieren, d'Familljenallocatiounen kéinte gestaffelt no Akommes verdeelt ginn, an zu gudder Läscht kéinten d'Sue vum Chèque-service Accueil méi un d'Eltere verdeelt ginn, amplaz un d'Crèche-Fabricken.

Eltere sinn ass eng vun de schéinsten, mee och eng vun de schwéiersten Aufgaben, déi een am Liewen erwaart. Elteren hunn haut a ville Fäll weder Zäit fir hiren Nowuess nach Geld, fir dës Aufgab adequat ze bewältegen. Eng fair a modern Familljepolitik géif et ville Familljen erméiglechen, erëm Zäit fir dat Essentiellt ze fannen: d'Léift fireneen.

Pandemie

Wéi d'Pirate, grad sou domm, Heiansdo eng sténkeg Bomm. Eng Fläsch Béier an da schnell An den „Chat“ vun *RTL*.

„Quarantän? – wat Dilettanten! D'ganz Korona-Ignoranten! Madamm Lenert, haalt lech un! Sot eis näischt, 't ass dach gelunn.“

„D'Zich bis hanne voll mat Leit, Wat dat wuel fir eis bedeit? Fraestreik – eng Sauerei! Haalt Distanz, bleift am Gebai!“

„Näischt am Grëff an alles Bluff!“ – Déck getéint just an der Stuff. Frou mam Muffel a mam Hond, An am Kapp net ganz gesond.

Jacques Drescher



Lorsque l'Œuvre nationale de secours grande-duchesse Charlotte lança, en 2015, l'appel à projets *Mateneen*, elle libéra quinze millions d'euros afin de (co)financer 80 projets d'associations et d'ONGs venant en aide aux demandeurs de protection internationale qui arrivaient alors en nombre via la Grèce notamment. Que sont devenus ces gens, cinq ans plus tard ? Pour documenter les vies en transit et le chemin de l'intégration dans la société luxembourgeoise, l'Œuvre a lancé trois commandes photographiques à Sébastien Cuvelier, Patrick Galbats et Ann Sophie Lindström. Le résultat de ces commandes sera dévoilé vendredi prochain, 20 mars (vernissage à 18 heures) avec une exposition éponyme au Cercle-Cité, qui sera en même temps la présentation d'un beau livre reprenant les trois propositions, mis en page par Daniel Wagener. Le travail de Patrick Galbats, dont est extraite cette photo, montre la précarité de l'attente durant la procédure. jh

Musique



Kultur in Zeiten von Corona

Wir wissen nicht, wann Sie das lesen. In Zeiten von Coronavirus verändert sich die Welt stündlich, sichergeglaubte Strukturen brechen ein, tradierte Rituale werden ausgesetzt, globale Netze einfach entflochten. Seit dem Zweiten Weltkrieg hat die (westliche) Welt sich wohl keine derartige kollektive Pause mehr gegönnt wie jetzt. Als diese Zeilen geschrieben wurden, hatte die Regierung mitgeteilt, dass alle Veranstaltungen mit mehr als 1 000 Menschen bis zum 31. März abgesagt werden sollen. Darunter fallen die Konzerte in der Rockhal (Kontra K, Gims oder Parkway Drive), aber auch traditionelle Volksfeste wie die Kavalade in Remich. Doch auch weitere Konzerte in Kulturfabrik (Russian Circles), Atelier (De Gregori & Band, Charlotte Lawrence oder Metronomy) oder den Rotondes (Wolf Parade) sind abgesagt oder auf spätere Termine verschoben worden. Auch die Philharmonie hat alle Konzerte bis zum 15. März abgesagt. Die Lage ist derart unübersichtlich, dass eigentlich kein Event (unabhängig von welcher Größe) noch mit Sicherheit stattfinden kann. Selbst kleinere Theatervorstellungen stehen auf der Kippe. Sicherheitshalber sollte jeder Besucher einen Blick auf die jeweilige Internetseite werfen, bevor sie/er eine Kulturveranstaltungen besuchen will. ps

Politique



Friede, Freude, Eierkuchen

La présence de Jacques Santer, l'ancien Premier ministre et ministre CSV des Médias (à droite sur la photo du bas, sb), ce mercredi à la « séance cinématographique » commune du Film Fund (trente ans) et du LuxFilmFest (dix ans) prouve qu'après la tempête de l'année dernière (le CSV avait virulemment critiqué le FF pour sa gestion financière suite à un audit), les angles s'arrondissent à nouveau. La séance se déroula à l'heure de midi dans une salle de cinéma et devant un public constitué de professionnels du secteur, en présence des ministres des Médias Xavier Bettel (DP) et de la Culture Sam Tanson (Déi Gréng, photo du haut, sb). Le Film Fund est l'exemple parfait qu'« un investissement ciblé dans un secteur culturel porte ses fruits » tweeta Tanson après la séance. En effet, le LuxFilmFest regorge de productions et coproductions autochtones intéressantes (voir prochaines pages). jh



Export



Last Exit to Vitry

Tu sais que tu as réussi dans le monde cruel de l'art contemporain quand il y a ton nom en grand dans le journal que tu as l'habitude de lire. C'est ce qui est arrivé au duo belgo-luxo-français David Brognon et Stéphanie Rollin la semaine dernière, avec des annonces clinquantes du Mac/Val de Vitry-sur-Seine, dans la couronne parisienne, pour leur grande exposition monographique *L'avant-dernière version de la réalité*. Sous le commissariat de Julien Blanpied et de Frank Lamy, ils y montrent une sélection de leurs œuvres récentes, des films, des installations et des photos (jusqu'au 30 août, [macval.fr](#)). jh



Banannefabrik.fr

Tu sais que tu as réussi quand un musée te cite en lignée directe avec Erwin Wurm, Huang Yong Ping ou Roman Signer. C'est ce qui arrive au duo Martine Feipel et Jean Bechameil sur le site internet de la HAB Galerie (pour Hangar à bananes, un peu comme notre Banannefabrik) à Nantes, qui les a invités à exposer leur *Automatic Revolution*, ce ballet de machines obsolètes vu au Casino Luxembourg en 2017 et chez Valérie Bach à Bruxelles l'année dernière. Au HAB, ils ont à leur disposition 1 400 mètres carrés. L'événement fait partie du *Voyage à Nantes*, vernissage le 19 mars (jusqu'au 10 mai ; [levoyageanantes.fr/etapes/hab-galerie](#)). jh

Luxemburgensia



It's Unsterblichkeit, stupid!

Warum schreiben wir? Was treibt Literaten an? Dieser primordialen Frage ging der Schriftsteller Rafael David Kohn (Foto: Hyde) in seiner Rede von der Literatur nach. Nach Tom Nisse und Ian De Toffoli ist es der dritte Band der Reihe des *Centre national de littérature* in Mersch. Und Kohns Reise nimmt uns mit ganz an den Anfang, an den Beginn aller Erzählungen zum Gilgamesch-Epos. Auf der Suche nach Unsterblichkeit musste König Gilgamesch feststellen, dass auch seine Existenz trotz größter politischer Macht vergänglich ist. Aber er fand am Ende dennoch einen Weg, sich zu verewigen: indem er seine Geschichte schriftlich festhielt. Für Kohn liegt darin das Wesen der Literatur. Sie ist der Versuch eines individuellen Fußabdrucks, der die Zeit überdauern soll. Kohns Werk ist faszinierend, flattert innerhalb weniger Seiten durch 6 000 Jahre Kultur- und Ideengeschichte, ohne dabei gestresst zu wirken. Ein kleines, aber feines Buch für die Unsterblichkeit. ps

Musique



Karma is a bitch

Die 19-jährige Künstlerin C'est Karma (Foto: Léa Giordano) kann sich nicht über mangelnden Erfolg beklagen: Sie ist vergangenes Jahr durch Europa getourt, konnte im legendären Berghain-Club in Berlin auftreten, an dessen Türpolitik schon manches selbstbewusste Hipster-Ego zugrunde ging – und schreibt einen guten Song nach dem nächsten. Passend zum Weltfrauentag hat sie am 8. März ihren neuen Song *Girls* veröffentlicht. Ein überaus hochwertig produzierter Popsong mit cleverem Songwriting, fettem Sound und klarer inhaltlicher Botschaft: keine Macht dem *Bodyshaming*. C'est Karma ist damit die Musikerin der Stunde in Luxemburg, und wir dürfen uns darauf freuen, dass sie im am 1. April im Guddé Wällen auftritt, bevor sie erneut auf Europatournee geht mit Meimuna + Anna Erhard – sofern Corona nicht dazwischengrätscht. ps



Expositions



Back to nature

Justine Blau, qu'on connaissait photographe, continue son évolution vers des formes artistiques plus libres et plus vivantes. Pour son exposition *Vida inerte* – *phusis krupzesthai philei*, qui s'ouvre demain, samedi 14 mars au Centre d'art Nei Liicht à Dudelange (vernissage à 11h30 ; photo : carton d'invitation), elle s'est intéressée au caractère éphémère de toute existence. Le titre est de Héraclite et peut se traduire par « ce qui fait naître tend à disparaître ». Blau est partie d'une plante, une sorte de cornichon, originaire des îles Galapagos et dont elle a une planche d'herbier – alors que l'espèce s'est éteinte. Pour cette exposition autour de la nature, elle s'est rendue aux Galapagos et y a fait des interventions poétiques dont elle montre aussi les documentations dans son exposition. En parallèle, João Freitas expose au Centre d'art Dominique Lang. *Into the open* est une exploitation de la matérialité et, en quelque sorte là aussi, de l'éphémère (jusqu'au 19 avril). jh

Films made in Luxembourg

« Prophecy is a Gernsback habit »

josée hansen

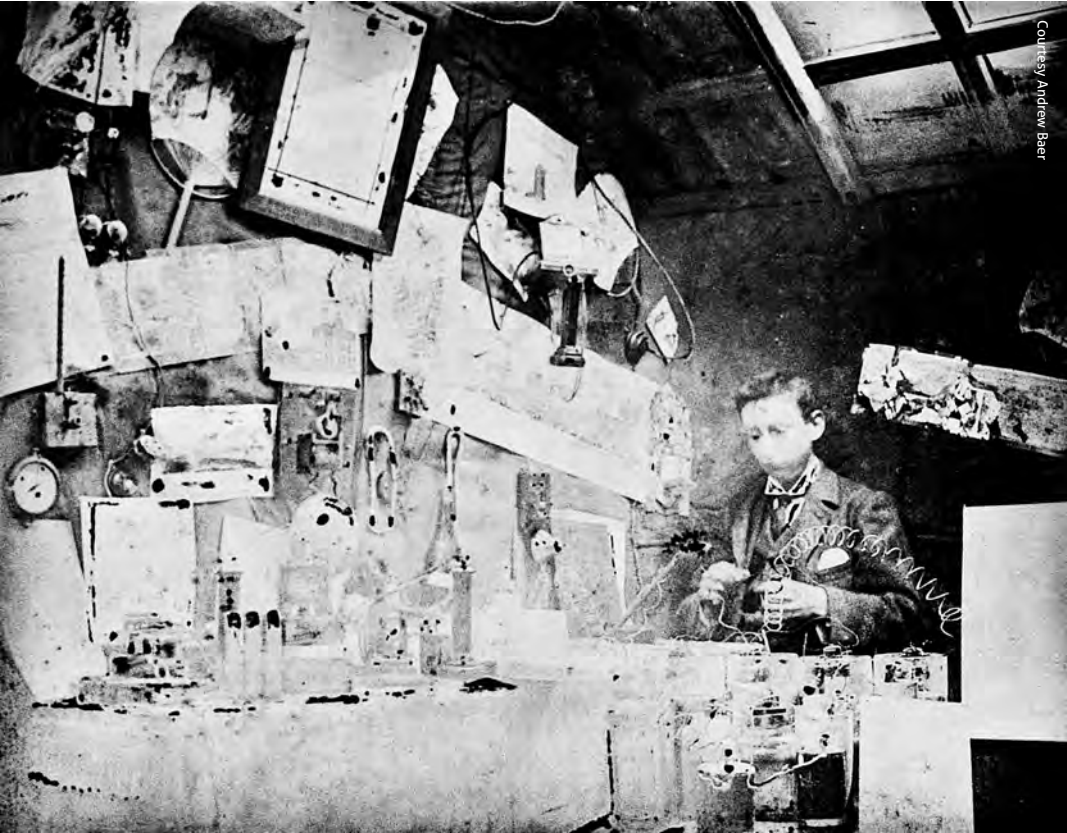
« Le Luxembourg, se moque le narrateur (la voix chaude et enthousiaste de Benny Brown), rend hommage à Gernsback avec une rue. » À l'image : le panneau indiquant l'indicible ruelle entre le cinéma et les foires internationales au Kirchberg, « qu'aucun chauffeur de taxi ne connaît, parce qu'il n'y a pas d'habitants ! » ajoutera plus tard Colette Flesch dimanche soir, lors de la première de *Tune into the future*, le documentaire que l'artiste Eric Schockmel consacre à Hugo Gernsback, « the most influential nerd you may never have heard of » dit la promotion. Né Hugo Gernsbacher dans une famille commerçante juive (son père était marchand de vin et est enterré au cimetière juif à Limpertsberg), en 1884 à Luxembourg où il grandit, Gernsback quitta l'Europe à l'âge de vingt ans, après la mort de son père, en direction des États-Unis. Piètre élève à l'école mais véritable Géo Trouvetout dès le plus jeune âge (le film regorge d'images géniales du jeune Hugo en action) il avait fait des études d'ingénieur en Allemagne et toujours rêvé de devenir inventeur, comme son idole Thomas Edison. D'où l'Amérique.

Comme le photographe Edward Steichen, dont il fut plus ou moins le contemporain, Gernsback (qui meurt en 1967, à l'âge de 83 ans) ne renia jamais ses origines luxembourgeoises – les extraits sonores dans le film prouvent son charmant accent luxembourgeois en anglais. Et comme Steichen avait Rosch Krieps en disciple, Gernsback a désormais un grand défenseur en la personne de Paul Lesch, le directeur du Centre national de l'audiovisuel. Depuis plusieurs années, Lesch milite passionnément pour la reconnaissance de Gernsback, a recherché sur lui et avait (co)organisé une exposition au Centre national de la littérature (*An Amazing Story*, 2011, avec Luc Henzig et Ralph Letsch, collectionneurs). L'initiative de lui consacrer un film remonte à Lesch aussi, qui s'était lancé mais avait abandonné faute d'images. En 2013, le producteur Bernard Michaux reprend l'idée et propose à l'artiste Eric Schockmel, connu pour ses films d'animation numérique, de le réaliser. Il mettra sept ans avant de l'achever.

L'artiste Eric Schockmel consacre un panégyrique à Hugo Gernsback et à sa foi en l'avenir

Il s'avère que confier un tel projet de film à Schockmel était une excellente initiative : de ses années passées en Angleterre, où il a étudié et travaillé pendant quelque temps, il a rapporté une autre conscience de ce qui pourrait être intéressant pour un public international, auquel il veut s'adresser en premier. Pas de patriotisme culturel avec lui, mais des images d'archives souvent charmantes, parfois désopilantes (les défilés de taureaux en ville) de Luxembourg et de New York au tournant du dernier siècle. En plus, le fait qu'il soit créateur de mondes virtuels en images numériques lui a permis de trouver des solutions ingénieuses pour combler le manque d'images : en animant (par les dessinateurs du Studio 352) des images issues des magazines de Gernsback, et ce dans une technique désuète reprenant l'esthétique *pulp*.

Gernsback était inventeur de toutes sortes de choses utiles ou inutiles – 80 brevets à son palmarès –, de la première radio portable (la Telimco) à la prothèse dentaire permettant d'entendre (!). Certaines de ses inventions n'allaient se réaliser que beaucoup plus tard, s'émerveille le film, elles ne sont parfois que dans l'imaginaire de Gernsback – l'auteur et l'éditeur – et de son génial illustrateur Frank R. Paul. Car à côté de ses activités d'import-export d'équipements techniques, d'inventeur et de directeur d'une chaîne de radio, Gernsback était surtout un éditeur de magazines futuristes, vantant l'avenir merveilleux grâce aux inventions de l'homme : les voitures volantes, l'homme qui s'élève seul dans les airs (et qui inspirera Superman), les robots, les ordinateurs ou les *hover-*



Le jeune Hugo Gernsback dans son labo improvisé, au grenier de la maison familiale rue Sainte Zithe

boards figuraient sur les Unes de ses *Wonder Stories* ou de ses *Amazing Stories*. Il compte pour l'inventeur du terme « science fiction ».

Eric Schockmel réunit une impressionnante quantité de témoignages sur Hugo Gernsback, d'un de ses petits-fils en passant par les Luxembourgeois Lesch et Henzig jusqu'aux scientifiques américains qui vantent qui ses visions et qui son empreinte dans les cultures populaires du XX^e siècle. Certains s'avancent sur des terrains douteux, comme cette affirmation que Gernsback était très probablement Asperger au vu de son côté maniaque et sa sociabilité difficile. Après sept ans de travail sur un même sujet, il est parfois difficile de faire encore la part des choses : le film est trop

long, se laissant par moments entrainer dans l'émerveillement de ses propres images ou de la musique (Francesco Tristano & Pascal Schumacher). Mais c'est une réussite, parce que justement, il évite le folklore et le chauvinisme du « grand fils de la nation ». Et on en apprend vachement sur ce drôle d'oiseau d'Hugo. Et grâce à lui. Comme sa foi en l'avenir.

Le titre de cet article est un extrait d'un papier sur Gernsback paru dans le *New York Times* le 6 janvier 1958, sous le titre « About New York »

Tune into the future, un film d'Eric Schockmel ; produit par Bernard Michaux (Samsa, en collaboration avec Wrong Men et Melusine Productions) ; 71 minutes ; pas encore de date de sortie en salles prévue.

Films made in Luxembourg

Bon cru

Pol Schock

Beliebig zusammengewürfelte Kurzfilme von jungen RegisseurInnen? Wer vergangene Woche beim Panorama-Abend des *Luxfilmfestivals* nach einem roten Faden suchte, wurde sträflich enttäuscht: die Filme spielten in unterschiedlichen Teilen von Europa, behandelten unterschiedliche Themen und entsprachen unterschiedlichen Genres. Doch die Kurzfilme hatten dennoch alle etwas gemeinsam: Sie waren alle verdammt gut.

Den Anfang machte Govinda Van Maele mit *Halligalli*. Eine Geschichte um ein bürgerliches Haus in Esch, in dem ein geschiedener Juwelier seine greise Mutter pflegt und gleichzeitig drei arbeitslose Männer beherbergt, die er wohl im Knast kennengelernt hat. Eines Tages taucht eine junge Frau auf. Sie trägt ein Geheimnis mit sich, das sich dem Zuschauer erst nach und nach offenbart. Van Maeles Film orientiert sich eindeutig am hohen Autorengrundsatz des *Show, don't tell*. Er gibt keinen Rahmen vor, sagt seinen Zuschauern nicht, worauf sie achten sollen, bevormundet niemanden und greift auch nicht versteckt kommentierend ein. Es sind allein seine authentischen Charaktere, die das Geschehen leiten, die sich vor unaufgeregter Kamera bewegen, bar jeder moralischen Aprioris. Und so entfaltet sich die Geschichte selbst für einen Kurzfilm eher langsam nur durch Details. *Halligalli* ist ein äußerst überzeugendes Porträt von prekären Schichten in Luxemburg.

Nicolas Debray hat mit dem Animationsfilm *Abigail* (Melusine Productions) eine herzerzreißen-de Kurzgeschichte erzählt. Ihm gelingt es in fünf Minuten offenzulegen, wo die Stärken des Animationsfilms liegen: pointierte Geschichten, die bei allen Altersgruppen und Gesellschaftsschichten weltweit funktionieren.

Die Kurzfilme haben alle etwas gemeinsam: Sie sind verdammt gut

SchauspielerIn Larisa Faber gibt mit *If We Smarten Up* ihr RegisseurInnendebut. Und der Film erinnert nicht nur wegen der rumänischen Sprache an großes rumänisches Autorenkino eines Cristi Puiu oder Cristian Mungiu. Eine Haushälterin wird in einem Mehrfamilienhaus in Bukarest vor die Tür gesetzt. Doch die alte Frau weiß nicht, wo sie hin soll und zieht in eine Besenkammer im Gebäude. Sie kann sich damit ganz gut arrangieren, pfeift *We are the champions* von Queen vor sich hin. Doch nicht so die Mitbewohner: Für sie ist die alte Frau in der Besenkammer unerträglich. Also beschließen sie, sich des Problems zu entledigen. Faber gelingt es, mit *If We Smarten Up* innerhalb kurzer Zeit mittels geschickter Dramaturgie eine ungeheure Dynamik aufzubauen. Die Story ist stringent, die Dialoge clever durchdacht. Ein gelungenes Debüt, das Lust auf mehr macht.

Mit *Faleminderit* wagt Nicolas Neuhold sich an einen historischen Stoff: Der Luxemburger Kartograf Charles Schaeffer wird 1921 nach Albanien geschickt, um eine topografische Karte zu erstellen. Doch die eigentliche Geschichte spielt in einem *Huis clos* in Paris, wo die Großnationen über die Grenzen des Balkans entscheiden. Es ist gerade dieses *Huis clos* das unter dem straffen Rhythmus des Kurzfilms leidet. Die Geschichte wirkt deshalb gehetzt, ja, allzu konstruiert und letztlich könnte der Film auch eine gute Werbung für Schokolade sein. Der Plot hätte sich wohl besser für einen Spielfilm geeignet. Dennoch ist *Faleminderit* alles andere als eine Enttäuschung, da gerade die bildgewaltigen Szenen in Albanien überzeugen.

Westwand von Philip Krieps ist der einzige Kurzfilm des Abends, der unter die Kategorie *artsy* Abschlussprojekt eines Kunststudenten fallen könnte. Ein tschetschenischer Geflüchteter wartet in einer abgelegenen Waldhütte im Ösling auf eine Aufenthaltsgenehmigung, lernt erste Brocken Luxemburgisch und spricht gleichzeitig Texte von Pink Floyd vor sich hin (*Time*), während idyllische Bilder von aufziehendem Nebel der Ardennenwälder gezeigt werden. Der Film ist bildgewaltig und ästhetisch, doch worauf er eigentlich hinauswill, wird wohl auch dem Regisseur ein Rätsel sein.

Rap

Find no enemy

Kévin KroczeK

Ils sont des milliers, des dizaines de milliers peut-être, à le voir tous les jours. Graffiti sur toute une façade des anciens abattoirs de Hollerich, l'immense portrait de Thomas Faber, alias Maz, surplombe la route nationale 56, de sorte que les très nombreux automobilistes venant de la A4 et du parking Bouillon peuvent difficilement le louper. La fresque plutôt réussie est signée Raphaël Gindt. À tout juste vingt ans, Maz est probablement, à l'heure actuelle, le rappeur le plus prometteur du pays. Vainqueur sans partage du premier *Screaming Fields Song Contest* en juillet 2017, celui qui n'avait alors à son actif que quelques titres chancelants sur *Youtube*, a vu sa carrière décoller d'une manière inédite. Avec deux EPs bien accueillies, *Immortalisation* et *Sleepwalker*, une direction artistique cohérente, une demi-douzaine de clips ambitieux et une cinquantaine de dates, dont une tournée à l'étranger il faut se rendre à l'évidence, sa jeune carrière frise le sans faute.

Rendez-vous est donné à l'Interview, et c'est de circonstance. Maz arrive à l'heure, en *sweatshirt*, humble et détendu, il revient de Bruxelles. Il se souvient de ses débuts comme de la veille, et pour cause. Avant ses quatorze ans, c'est la musique *metal* qui le faisait vibrer, suivront la *drum and bass* et le *dub-step* avant sa découverte plus poussée du rap anglais. L'apprentissage de la batterie et du solfège feront place au chant, en anglais, et c'est aussi ce qui a fait

que sa musique a traversé les frontières du pays. Ça a commencé par des heures d'entraînement dans sa chambre, avec des reprises frénétiques de morceaux de ses artistes favoris. Poussé par ses amis à sortir de sa grotte fin 2016, il publie ses premiers *freestyles* sur le net. Membre quelques temps du collectif *Stoned Control Records*, c'est à ce moment-là qu'il monte pour la première fois sur scène.

Cela se passe aux Rotondes, il est invité à partager les planches le temps d'un morceau avec la première partie du soir, Ocean Wisdom, rappeur Londonien, idole du jeune Maz. Le trac est inévitable, les mouvements de bras et la prise en main du microphone, probablement incertains, mais le coup de foudre avec la scène est instantané. Plus tard, installé au premier rang, rasant la perfection toutes les paroles de son idole et le fixant droit dans les yeux, ce dernier l'invite à le rejoindre, le temps d'un duo. Une anecdote

presque trop belle pour être vraie et pourtant. L'an dernier, Maz a joué 37 concerts, a foulé des scènes françaises, belges, finlandaises et estoniennes. Et si sa musique, *dark*, introspective, au débit ultra rapide et encore un peu dispersée pourrait en laisser certains sur le carreau, ses performances *live* valent le coup. Il bouffe littéralement la scène, ne bafoille jamais et termine en sueur, tout comme son public.

Une semaine plus tôt, Maz proposait deux performances dans le tram à l'occasion de l'introduction de la gratuité des transports en commun. En quelques morceaux, il a su convaincre les sceptiques, malgré une organisation à la volée et les sons parasites venant quelque peu gâcher la fête. En guise de conclusion, il a repris et adapté *Find no enemy* (2011), un titre signé *Akala*, qui lui sied plutôt bien. « The only way we can ever change anything/Look in the mirror and find no enemy », c'est sur ces



Thomas Faber, alias Maz, se produisant dans le tram

L'an dernier, Maz a joué 37 concerts, a foulé des scènes françaises, belges, finlandaises et estoniennes. Portrait

Films made in Luxembourg

Frau und Maschine

Marc Trappendreher

Vielleicht war Guillermo del Toros *The Shape of Water* (2017) das rezenteste Filmbeispiel einer ganz skurrilen Liebesgeschichte zwischen Fischmann und Frau, ein durch und durch nostalgischer und konsensstiftender Film, der den klassischen Horrorfilm so einfühlsam wie klug neu befragte. *Jumbo* aber geht noch einen Schritt weiter und ersetzt nun das Menschliche mit dem Materiellen, das Subjekt mit dem Objekt.

Jeanne (Noémie Merlant), eine schüchterne, junge Frau, arbeitet als Nachtwächterin in einem Vergnügungspark. Sie lebt eine innige und doch ungesunde Beziehung mit ihrer Mutter Margarette (Emmanuelle Bercot). Kein Mann kann sich in diese Mutter-Tochter-Beziehung einfügen und so entwickelt Jeanne eine seltsame Bindung zu Jumbo, der neuen Groß-Attraktion des Parks und ja, beide verlieben sich ineinander. Der Zusatz, dass das Ganze auf „wahren Begebenheiten“ beruht, ist umso irritierender.

Die Hauptdarstellerin Noémie Merlant, bekannt aus *Portrait de la jeune fille en feu* (Céline Sciamma, 2019) ist die zentrale Einheit dieses Films, sie schafft es diese abstruse Geschichte, die schnell ins Lachhaft-Peinliche hätte abdriften können, zu festigen und ihr die nötige emotionale Tiefe einzuräumen. Das gründet vornehmlich auf ihrem Schauspiel, das viel freier, ungestümer ist, als noch in Céline Sciammas Film. Merlant spielt das mit einer ganz zarten Zerbrechlichkeit und einer ebenso entschlossenen Facette der Eigensinnigkeit. Die Frau braucht hier nicht mehr nur schematischer Gegenpol des männlichen Helden des melodramatischen Liebesfilms oder noch der romantischen Komödie zu sein.

Zoé Wittocks Film ist auch als Kommentar auf die #metoo-Bewegung zu lesen

Überhaupt kann die Frau, entgegen der Muster des klassischen Hollywoodkinos, aus ihrer rein funktionalen Rolle als Katalysator des Helden heraustreten. Es ist dies eine Heldin, die nicht mehr gebunden ist an die Moralvorstellungen und sittsamen Normen der Gesellschaft. Jeanne fühlt sich so innig verbunden mit diesem Jumbo, sodass Begeisterung, Leidenschaft, Tränen, Schmerz und Eifersucht schon bald ineinandergreifen und das Gefühlschaos erst recht freisetzen.

Es ist der Lichtsetzung und einem klugen Sounddesign zu verdanken, dass diese Beziehung zwischen Parkattraktion und Frau funktioniert. Und doch schafft diese *amour fou* grausame Situationen des Ausschlusses und der Isolation. Regisseurin und Drehbuchautorin Zoé Wittock findet dafür mittels ausgeklügelter und farbenreicher Beleuchtung ganz träumerische Bilder und auch die Filmmusik von Thomas Roussel, die an Ryüichi Sakamotos und Alva Notos *The Revenant* erinnert, generiert diese schwärmerische Atmosphäre.

Die französisch-belgisch-luxemburgische Produktion (Insolence Productions, Kwassa Films und Les films fauves) schafft mit dieser äußerst originellen



Um Hauptfigur Jeanne (Noémie Merlant) kreist eine Gruppe von Menschen, die längst die Fähigkeit verloren haben, ihre Ansichten zu reflektieren

Drehbuch-Idee eine diskursive Ausgangsbasis: *Jumbo* zeigt eine Gruppe von Menschen, die längst die Fähigkeit verloren haben, ihre Ansichten zu reflektieren und das verlorene Männlichkeitsideal ebenso verzweifelt aufrecht erhalten wollen, wie die eigene Selbsttäuschung. „La chose n'existe pas“ heißt es da an einer Stelle.

Die Mutter Margarette kann nicht über die Oberfläche der Erscheinungen hinwegsehen. Es ist ferner die Art wie der Film erzählt, das deutliche Evo-

zieren einer romantischen Märchenerzählung, das ihn vor einer allzu vorschnellen Verurteilung des Publikums zu schützen vermag. Nicht zuletzt und besonders deshalb erreicht der Film auch den Charakter einer Disney-Verfilmung, wenn man da etwa an *Beauty and the Beast* denkt.

In *Jumbo* werden aus vorerst normal wirkenden Männern, die beim ersten Anblick doch so charmant erscheinen, plötzlich Monster. Mann und Frau gehen hier keine harmonische Verbindung

mehr ein, sondern bereiten sich gegenseitig nur Kummer und Schmerz. So ist die verlässliche Grenze zwischen dem einen und dem anderen, zwischen Mensch und Maschine doch längst verschwunden. In dieser Hinsicht ist Zoé Wittocks Film auch als Kommentar auf die *#metoo*-Bewegung zu lesen, gerade so als sei das Kino nicht mehr imstande, von einer aufrechten Beziehung zwischen Mann und Frau zu erzählen. Und gleichzeitig erfüllt *Jumbo* dabei eine große Formel des Kinos: der Film als das Traum-Medium, in dem alles möglich ist.

Théâtre

Pulvériser le classique

Godfrey Gordet

Difficile de ne pas avoir entendu parler de l'artiste sud-africaine Robyn Orlin, tant son travail inonde divinement Internet. Certains chanceux ont eu l'occasion de découvrir un bout de son œuvre, l'année dernière sur la scène de l'Arsenal dans le cadre du Festival Passages devant sa pièce *And so you see our honourable blue sky ever enduring sun...* *Can only be consumed slice by slice*, miroitante d'une grâce injectée par le danseur Albert Khoza (voir *d'Land* du 24 mai 2019 ; la pièce fut créée en 2016 au Kinneksbond à Mamer). Bref, quel étonnement de ne pas voir salle comble pour *Les Bonnes*, ici au Kinneksbond qui affine pourtant plus encore sa programmation avec ce spectacle génial.

Inspirée du film *The Maids* (1975) de Chrisopher Miles mettant en vedettes Glenda Jackson et Susannah York, que Robyn Orlin décrit comme « très surjoué » et « difficile à regarder », Orlin dans son premier théâtre, renoue avec les affections qu'elle montre dans ses chorégraphies, choisissant un écran pour unique cadre de l'espace. En filmant ses comédiens en live, incrustés dans des images du film-source, elle actionne ici un double niveau de jeu, l'un théâtral, l'autre cinématographique.

D'autant que le choix du film-référence n'est pas anodin, la metteuse en scène le choisit pour travailler « contre lui, se confronter à une autre norme de jeu ». Il y a en effet tous les affres du cinéma de série B dans sa version spectaculaire – surtout au début –, un peu comme si le spectateur était devant une vieille série télévisée. Un kitch assumé, qui se mêle à une contemporanéité scénique, qui domine in fine.

Travaillées comme des concepts, avant même d'être une pièce où serait injecté du corps ou du texte, les pièces de Orlin se construisent d'abord dans la théorie, la discussion avant de se consacrer au besoin de physicalité, de jeu des interprètes.

La première pièce de théâtre de la chorégraphe Robyn Orlin, *Les Bonnes*, vue à Mamer, carbure aux amphétamines

Dans ce sens, en associant une matière moderne, qu'offre les performeurs et une textualité classique, Orlin rend à la fois un hommage précis à Genet et montre une déconstruction totale du classique.

Et puis, comme toujours, la grande question du genre, assez centrale dans le travail de Orlin, traverse évidemment *Les Bonnes*. De costumes, en accessoires, pour finir comme déguisés, les personnages féminins de cette pièce sont joués par des hommes, forçant leur mise en représentation féminine, sans cacher pour autant leurs corps et « attributs » masculins.

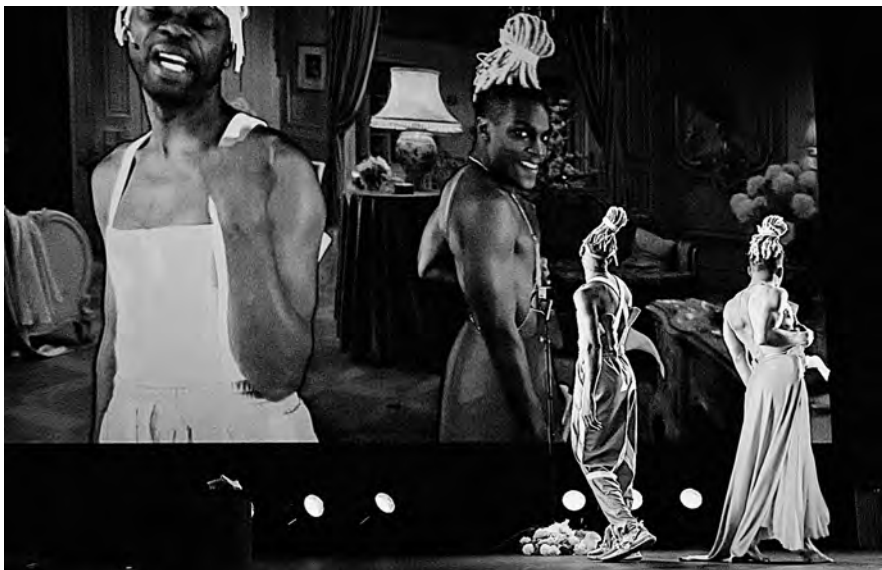
Alors, pourquoi remplacer par des hommes, les femmes écrites par Genet ? Pourquoi caricaturer leur féminité ? Pourquoi ne pas les montrer hommes, virils et puissants, prêts à tuer de sang froid ? Ou encore, pourquoi travestir des hommes plutôt qu'assumer que des personnages féminins portent la masculinité ? Sans doute car chez Orlin, la frontière du genre est mince, voire inexistante. Dans *Les Bonnes* elle inverse les genres des personnages mais garde les caractéristiques de la féminité comme vu dans notre société. Et pourquoi pas, après tout, Genet lui-même avait paraît-il d'abord pensé à des hommes pour ses personnages.

De surcroit, elle choisit des comédiens noirs de peau Maxime Tshibangu et Arnold Mensah pour jouer ces bonnes habillés pour un défilé *voguing*, confrontés à Andréas Goupil, comédien blanc pour incarner une Madame *queer*, sotte et délurée. C'est en fait assez génial et plutôt caustique, tant cela marque les écarts sociétaux d'un monde, toujours aujourd'hui, embrasé dans la haine raciale, sexuelle et « classiale ».

Énergiques et super présents, les comédiens vont même jusqu'à utiliser le public – une autre de ses obsessions – pour servir furieusement la nouvelle dramaturgie qu'Orlin met en scène. La salle est l'espace du dehors, comme souvent au théâtre, mais devient également un endroit plus mystique, presque divin où les comédiens s'enfoncent en perdant leurs identités de personnages pas à pas, pour disparaître totalement du récit.

Aussi, si le début est longuet, théâtralisé à outrance, presque gênant de ratures – pourtant revitalisé un poil en clôture de « la cérémonie » conjuration à leur plan pour tuer Madame –, la pièce carbure ensuite aux amphétamines, le rythme s'accélère sévèrement, la désinhibition gagne les interprètes, qui vont jusqu'à prendre possession du public, sans entrave, sans violence, sans franchement gêner personne. De fait, cette première tentative au théâtre est réussie pour Robyn Orlin, qui reste fidèle à son militantisme social et à son esthétique puissante et captivante.

Les Bonnes de Jean Genet, mise en scène par Robyn Orlin ; costumes : Birgit Nepll ; lumières : Laïs Foulc ; vidéo : Éric Perroys ; avec Andréas Goupil, Arnold Mensah et Souleyman Sylla ; une coproduction du City Theater & Dance Group, CDN Normandie-Rouen, Théâtre de la Bastille, Festival d'Automne à Paris, du Théâtre Garonne et du Kinneksbond, Mamer.



Chez Robyn Orlin, la frontière du genre est mince, voire inexistante



VR Pavilion

Just an illusion

Fabrice Montebello

L'épidémie mondiale de Coronavirus et sa psychose n'ont pas freiné l'ardeur des amateurs de réalité virtuelle. Le week-end dernier, un gel hydroalcoolique disponible à l'entrée des salles du Centre Neimënster et le nettoyage systématique des masques à l'aide de lingettes, de la part d'un personnel nombreux et dévoué, contribuaient à apaiser le visiteur hypocondriaque. C'est d'ailleurs peut-être la clé de l'intérêt porté à ces réalisations : le transport virtuel est sans danger.

On ne peut toutefois être frappé par l'écart entre le degré d'ingéniosité et de travail des personnes mobilisées dans la réalisation de ces films, leur nombre conséquent, et le résultat final. Quoi qu'on en dise, la réalité virtuelle demeure une prothèse encombrante, peu sensible paradoxalement aux plaisirs de l'art. Cela, les six minutes du très beau et contemplatif *Forest Lounge* (quatre saisons, une journée, dans la forêt de Mullerthal) le disent explicitement. Tenter de retrouver la nature, « la vraie », c'est faire de la VR, non pas un outil mais une fin en soi.

Il est toujours possible ce week-end de voir 17 des 18 programmes initiaux. *Cosmos Within US* (45') qui proposait de voyager dans l'esprit d'un malade d'Alzheimer n'est plus à l'affiche depuis lundi. On laissera de côté également, l'ennuyeux *Sublimation* (15') où le spectateur est invité à mimer les mouvements d'une danse contemporaine japonaise à partir d'un avatar sommaire, et le racoleur *7 lives* (25') de Jan Kounen (le réalisateur de l'affligeant polar, *Dobermann* (1997)). Une métaphysique de quat'sous sert de fil conducteur à un spectateur paumé dans une station de métro de Tokyo après le suicide d'une adolescente. *Battle scar* (3x10') déçoit malgré son programme ambitieux (un voyage au cœur de la scène punk new-yorkaise) et quelques scènes grisantes (dont celle du métro qui manquait visiblement à Kounen). Pop-up, livres animés, écran incrustés, changements d'échelle, etc, en mettent plein la vue mais finissent par lasser sans rien nous apprendre ni de New York, ni du frisson punk des années 1970. Il faut dire que *Battle scar* est un film d'animation, au même titre que *Glommy Eyes*, *A Linha*, *Gymnasia*, *The Key* et *Spheres*.

Comme pour les films en 3D – qui marquent d'ailleurs le pas dans les salles de cinéma actuellement –, la faible définition et luminosité des images contribue à gêner le spectateur et à le lasser rapidement. Présenté comme un must, les trois chapitres de *Sphères* (le système solaire, les trous noirs, le Big Bang, 41') ont pourtant moins de profondeur encore que le plafond étoilé de votre chambre à coucher quand vous étiez enfant. Quelques reflets sur la visière du casque d'un cosmonaute à la fin de 2001, suffisaient à Kubrick pour transformer un voyage dans l'espace en expérience cosmique. Ce n'est pas le cas ici. *Glommy Eyes* est un honnête film d'animation chez les « Polly Pocket » qui aurait pu se passer de la VR et *Gymnasia* pourrait être recyclé dans les salles Kinopolis en amorces publicitaires pour les films en 3D (attention, les ballons rebondissent vers vous !). L'interactif *A Linha* est plus subtile. Une maquette de « petits trains » sert de paysage et de métaphore à l'amour comme antidote à la routine. Les joysticks sont des gadgets, mais si vous ne les utilisez pas, la mécanique se fige. Une poésie s'en dégage dès que les choses reprennent leurs cours grâce à vous.

On met un peu de temps à comprendre le principe de *The Key* et on se cogne une paire de fois contre les parois de la salle en tentant de se pencher aux fenêtres pour explorer des rêves... à clés. Ils nous révèlent que nous sommes dans une maison des cauchemars bien réels de la guerre civile, quelque part au Moyen-Orient. La VR passe au *serious game*. Céline Tricart, la réalisatrice de *The Key* (récompensé à la Mostra de Venise et au Festival de Tribeca) est aussi l'auteure, avec Christian Stephen, de *Sun Ladies* (7') un documentaire sur les combattantes yézidi

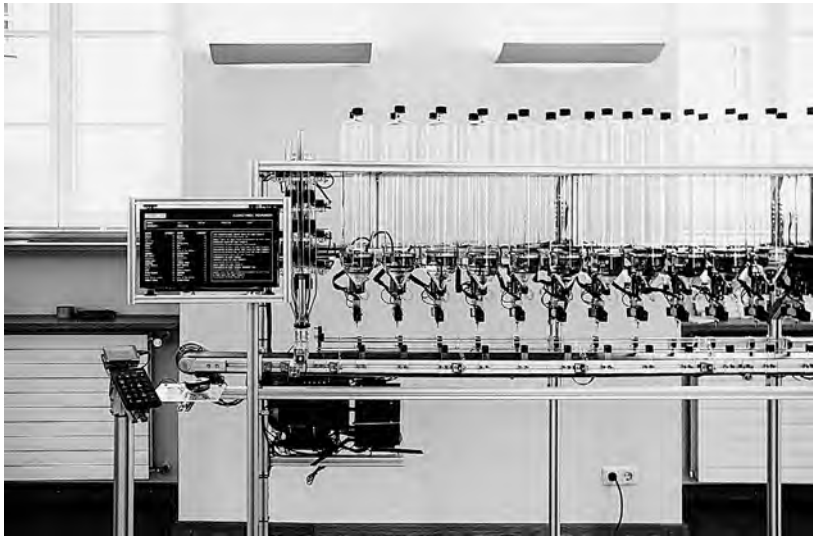
Au total, deux films sur 18 méritent à eux seuls la visite au Pavillon virtuel cette année : *Dreams of « O »*, et *Traveling While Black*

opposées à la barbarie de l'État Islamique. Dans la même veine, *Daughters of Chibok* (12') dénonce l'enlèvement de 276 adolescentes dans l'est du Nigéria en avril 2014 par le groupe terroriste Boko Haram. Ici la VR n'ajoute rien au documentaire traditionnel. Le spectateur n'a besoin d'aucun artifice technique pour se sentir en empathie avec des centaines de femmes, violentées, humiliées, transformées en esclaves sexuelles. La VR n'ajoute pas plus de profondeur au spectacle équestre de Bartabas (*Ex Anima Expérience*, 12') et à *Everest VR* de Jonathan Griffith (10'). La montagne est depuis longtemps, un objet spectaculaire qui s'impose à nous sans médiation.

Au total, deux films méritent à eux seuls la visite au Pavillon virtuel cette année. Le premier repose sur la performance corporelle des nageuses et nageur du Cirque du soleil (*Dreams of « O »*, 12'). L'ubiquité du point de vue renverse les rôles et transforme le spectateur en deus ex machina. Le second est un touchant reportage sur la lutte sans fin des noirs américains pour la reconnaissance de leur droit (*Traveling While*

Black, 21'). Tout se passe au Ben's Chili Bowl, une enseigne célèbre de vente de hot-dog à Washington DC, haut-lieu de la solidarité afro-américaine, notamment lors du mouvement pour les droits civiques. On entend les récits de plusieurs témoins de la fin des années 1950 à nos jours. Le spectateur est assis à leur côté et partage leurs souvenirs. Les clients du bar font face à la table et écoutent religieusement les témoignages. Le regard du spectateur se transforme en caméra. Il peut balayer les visages, lire les enseignes, observer de l'autre côté de la salle, la devanture du bar, et au-delà, la rue avec ses passants. Tout à coup, la VR se dérobe et le film laisse entrevoir la possibilité d'être soi-même avec l'autre, non pas s'immerger au point de se retrouver dans son corps à sa place, mais plus simplement, d'être à ses côtés.

Le pavillon VR est organisé dans le cadre du LuxFilmFest par le Film Fund, en collaboration avec Neimënster, où il se tient jusqu'au dimanche, 15 mars ; ouvert tous les jours de 10 à 18 heures ; entrée libre ; plus d'informations sur luxfilmfest.lu ou filmfund.lu.



Les installations du pavillon de réalité virtuelle au Neimënster

Films made in Luxemburg

Die Nacht des Vergebens

Es ist die längste Nacht des Jahres. Dunkelheit. Auch im Iran schneit es. Man rückt zusammen. Sucht Halt und Harmonie. Doch die Tage werden wieder länger. Hoffnung keimt auf im Menschen. Sehnsucht nach Licht, nach Milde, nach einem Neuanfang. In der persischen Tradition ist dies die Yalda-Nacht, in der man mit der Familie zusammenkommt, aus dem Diwan des altpersischen Dichters Hafis liest, um die Zukunft weissagen zu können, dabei Granatäpfel, rote Weintrauben und Melone isst, so eine große „Alles ist vergeben und vergessen“-Party mit seinen Lieben und seiner Familie feiert. Winter-sonnenwende. Ein Idyll, wie es im christlichen Kulturkreis weihnachtlicher nicht sein könnte. Schnee inklusive.

In diesem Setting spielt *Yalda, la nuit du pardon* des iranischen Regisseurs Massoud Bakshi. Und er fährt alles auf, was ein Film braucht, um Herzen zu erwärmen. Eigentlich. Der Film zeigt in Erzählter Zeit die Produktion einer Reality-TV-Sendung, in der Maryam zu Gast ist – eine junge, zum Tode verurteilte Frau. Sie hat vermutlich ihren Mann umgebracht, mit dem sie eine „Ehe auf Zeit“ eingegangen ist. Der Mann war deutlich älter als sie, ein Wohltäter und guter Freund der Familie.

Der Film ist kein Krimi, die Tat bleibt schemenhaft. Nun sitzt sie in der Fernsehsendung Mona gegenüber, der Tochter ihres Mannes aus erster Ehe. Mona hat das Recht Maryam zu begnadigen und ihr das Leben zu schenken. Und der Ablauf der Fernsehsendung ist genau darauf ausgerichtet, dass diese Begnadigung kommen muss, damit alle am Ende ihren Frieden, ihr Happy End haben. Doch darum geht es Maryam nicht. Ihr geht es um Ehre, Wahrheit und Gerechtigkeit, um Selbstbehauptung. Sie möchte in dem zuvor zwischen ihrer Familie, Mona und der Fernsehanstalt ausgehandelten Verlauf der Sendung nicht die ihr zugedachte Rolle spielen, sondern kämpft um Verständnis, auch um ihre Unschuld. Sie möchte Begnadigung nicht als Drehbuchkomponente erhalten, sondern weil sie ihr zusteht. Auch weil die genauen Umstände der Tat nicht restlos aufgeklärt zu sein scheinen. So kämpft Maryam gegen die Produzenten der Sendung und auch gegen ihre eigene Familie. Dabei soll sie doch nur vor Millionen Fernsehzuschauern die Tat gestehen, dann tränenreich um ihr Leben flehen. Sie hat dreißig Minuten Zeit. Unterbrochen von Werbeblöcken. Ihr Gegenüber ist Mona, die – so will es die Regie – am Ende huldvoll Begnadigung spendet. Doch auch für sie hat das Skript nicht alle Eventualitäten vorgesehen. Denn es fällt ihr schwer zu vergeben, wenn sie nochmals alles durchleben muss.

Der Film spielt auf eine reale, populäre iranische Fernsehsendung an. Bedient sich dabei der eingeführten Stereotypen im Reality-TV: der Produzent, der nur auf die Quote achtet, der Moderator, der sich stur an das Drehbuch hält, das Studiopublikum, das artig klatscht und vorformulierte Reden schwingt, und die Fernsehzuschauer, die per SMS darüber abstimmen dürfen, wieviel Blutgeld die Tochter des Mordopfers von den Werbepartnern der Sendung bekommt. Der Film entwickelt sich dennoch rasch zu einem Kammerspiel zwischen inszenierter und realer Welt, das genüsslich moralische Konstrukte im heutigen Iran demontiert und am persönlichen Schicksal der Protagonisten spiegelt. Es zeigt soziale Missstände, aber auch ein Justizsystem, das sich zum Spielball der Fernsehcameras degradieren lässt. Alles kann, nichts muss – außer die Begnadigung. Diese ist das Fanal im Reality-TV.

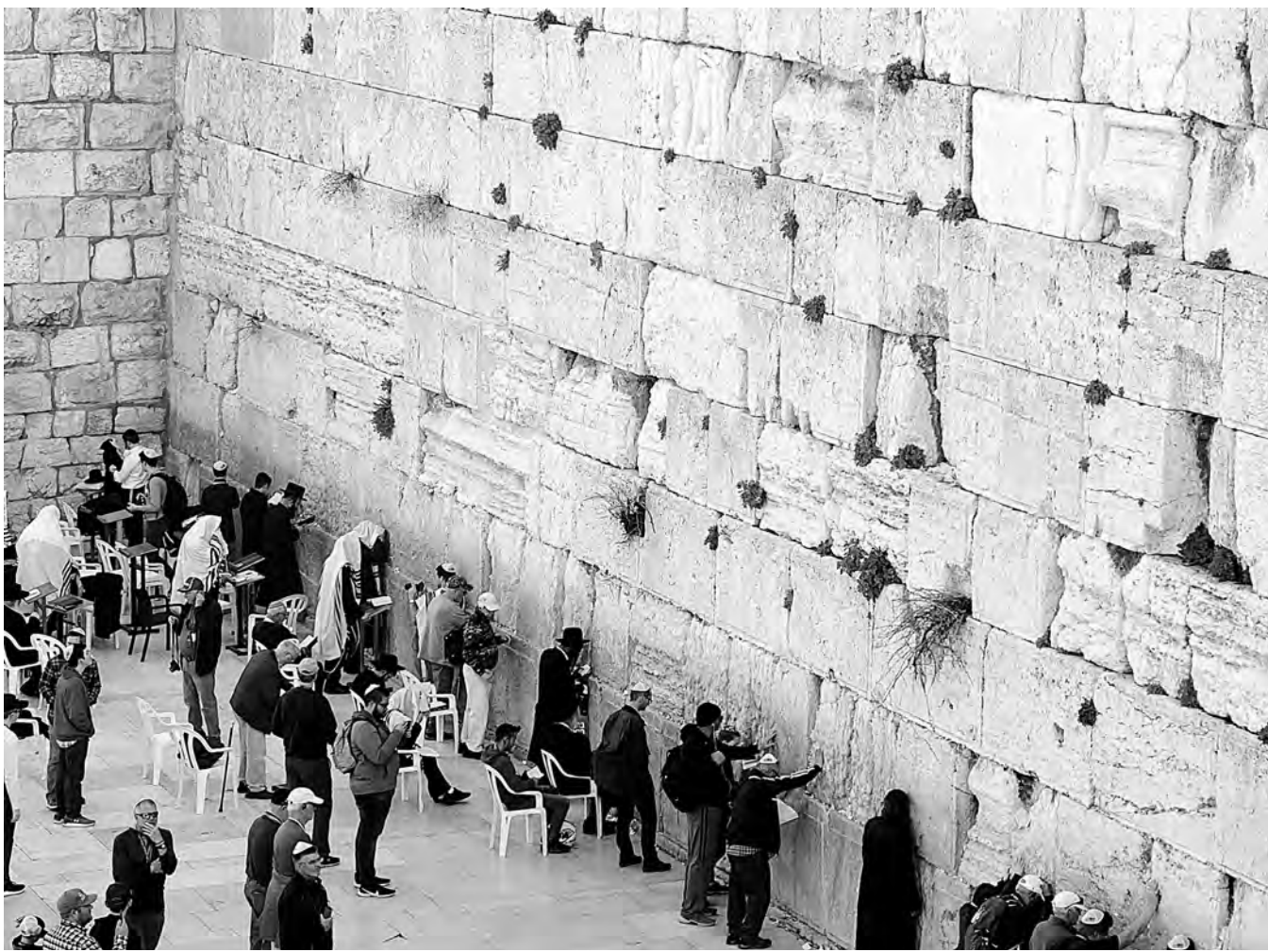
An mancher Stelle hätte man dem Film mehr Länge und Tiefe gewünscht, um die Figuren tiefer auszuleuchten und in ihren Profilen stärker zu zeichnen. Maryam findet sich in ihrer Rolle als von der Haft gezeichnete, hospitalisierte Frau, sich an das letzte Fünkchen Ehre klammert, wo schon alles verloren scheint. So bleibt vor allen Dingen Mona in manchen Szenen zu holzschnittartig. Ihr Hader und auch ihre Verstrickungen werden in einem kurzen Telefonat aufgelöst, ihre eigene Schuld wird in einem kurzen Streit mit einem Passanten abgehandelt, zu kurz, aber doch auch zu bedeutend, um eine Randepisode zu sein.

Yalda ist die zweite Regiearbeit von Massoud Bakshi. Beim diesjährigen Sundance Film Festival wurde das Werk mit dem „World Cinema Grand Jury Prize“ ausgezeichnet, dem Preis für den besten internationalen Spielfilm. Die Crew durfte zum Festival in Park City nicht in die Vereinigte Staaten einreisen. Europapremiere feierte der Film auf der Berlinale Ende Februar. Hier wurde der Film in der Sektion „Generation 14plus“ versendet, in der Filme für Jugendliche gezeigt werden. Martin Theobald

Yalda. La nuit du pardon. Iran, Deutschland, Frankreich, Libanon, Luxemburg (Amour fou mit Unterstützung des Film Fund Luxembourg). Schweiz: 2019. Von Massoud Bakshi. Mit Sadaf Asgari, Behnaz Jafari und anderen. 89'. Farsi mit englischen Untertiteln. Luxemburg Premiere am 14. März 2020, 19 Uhr, Kinopolis.



Der Film spielt auf eine reale, populäre iranische Fernsehsendung an



Le mur des Lamentations (à gauche) et le mur à Bethléem

Murs et murailles d'Israël et de Palestine

Les deux États impossibles

Lucien Kayser

Prise dans ses légendaires remparts, avec pour accès telles portes aux différents coins du quartier, la vieille ville de Jérusalem offre tout pour s'y perdre. Du moins quand on quitte les chemins trop fréquentés, les grands axes de croyants, de touristes, comme la via Dolorosa que nous ferons débiter pour une fois à l'église Sainte-Anne (lieu des altercations des présidents français et des autorités israéliennes) et non à l'église de la Flagellation, quiconque y trouvera sa croix à porter s'il en a envie ; le chemin va au Saint-Sépulcre, avec son échelle sur la façade, bel exemple de la difficulté de toucher à quoi que ce soit, elle ne bouge pas, depuis longtemps, dans une ville, un pays, les deux dans l'étau des communautés (religieuses). Mais tu as fini par trouver, à la frontière des quartiers chrétien et musulman, des habitants t'ont gentiment guidé, l'école franciscaine Terra Sancta et sa cour étriquée comme il se doit, anguleuse, où David Brognon et Stéphanie Rollin ont tourné leur vidéo *The Agreement*, au titre prometteur ou fallacieux en l'occurrence.

Les buts, de taille handball plus que football, ne s'y font pas face, le parallélisme est aboli, les perspectives normales sont anéanties. Les jeunes gens, avant de commencer le match, les voici qui s'avancent, de part et d'autre, mettant un pied devant l'autre, pour déterminer le plus équitablement possible le point du milieu du terrain. Ils y mettent du temps, neuf minutes d'une vidéo qui en compte un peu plus de dix. Et ce qui frappe, c'est l'absence d'un arbitre dans cette affaire, pendant l'exercice pour s'accorder, pendant le court temps où le ballon circule entre les joueurs. On est en pleine actualité, qui rejoint la fiction, hélas la fonction d'arbitre, de la sorte qu'on connaît, ne fait qu'envenimer la situation.

1 Le contraste est on ne peut plus vif, avec la ville blanche de Tel Aviv, la séculière, ouverte, et non seulement sur la mer où les vagues portent les surfeurs. Ville bien sûr toute jeune, à tous points de vue, pas plus de cent ans, où son premier quartier juif, Neve Tzedek, avec son cinéma dont le nom fait toujours miroiter l'Eden, fut très vite prolongé par des avenues avec des bâtiments qu'on dira de style Bauhaus ; beaucoup ont mal vieilli, d'autres ont été refaits, restaurés, pris maintenant dans les constructions des puissances financières comme dans un écran. Il y flotte, comme dépassé par le temps, le fol espoir des années 1930, et l'immeuble où Ben Gourion a proclamé la naissance de l'État hébreu en 1948 est en réhabilitation boulevard Rothschild.

Tel Aviv, la ville laïque VS Jérusalem, la religieuse, où l'on n'échappe pas à l'emprise. L'histoire des trois religions monothéistes vous assaille, l'image de la ville a pris la tournure de l'orthodoxie juive. Un voyage en Israël, c'est remonter le temps,

deux siècles et plus, on commence en allant vers le nord, par des ruines romaines. Césarée, Bet She'an, les magnifiques mosaïques de Tsiptori, et le visage rayonnant, de beauté paisible, de celle qui est surnommée la Mona Lisa de la Galilée. On passe aux tout premiers moments chrétiens, après avoir délaissé les croisés, autour du lac de Tibériade, avec des édifices religieux (récents) à l'architecture brutale, la basilique de l'Annonciation, à Nazareth, n'y échappant pas. Mais la piqure de rappel du présent ne se fait pas attendre ; à Tibériade justement, telle nuit, tu fus réveillé par un vomissement étourdissant, pour apprendre le lendemain que des avions, des missiles étaient passés par-dessus le lac, vers Damas, pour aller bombarder des positions près de l'aéroport.

Tels moment sont islamiques, sur l'esplanade des Mosquées, vaste espace avec le dôme du Rocher, la mosquée al-Aqsa (malheureusement interdite d'accès), et le spectacle rafraîchissant de jeunes gens jouant au volley dans un coin de ce qui est aussi le mont du Temple. D'autres moments sont juifs, avec Safed et la Kabbale, avec Massada, montagne « fortifiée par le Ciel et l'homme contre tout ennemi qui voudrait la combattre », écrivait l'historien Flavius Josèphe au I^{er} siècle après J.-C., avant d'en raconter la prise par les Romains et le suicide collectif de ses combattants, avec Qumran, le lien se fera entre le site archéologique et le musée à Jérusalem, Sanctuaire du Livre, pour les manuscrits de la mer Morte.

2 Redescendre du nord au sud, Samarie, Judée, par la vallée du Jourdain, prend après le plan Trump un sens et un goût particuliers. Situation inextricable, on distingue mal les zones A, B et C. Mais la réalité, c'est le fil de fer barbelé censé protéger, et les colonies qui apparaissent dans le paysage comme surgies de tels jeux de cubes, de construction, seulement, ces jeux-là sont contraires au droit international, ils sont mortifères. Ce qui ne dérange ni un nationaliste exacerbé ni un soi-disant homme d'État à la mentalité de maquignon proposant aux Palestiniens d'abandonner leur fierté, leur identité, non pas pour un plat de lentilles, bien sûr, mais des milliards de dollars.

Puisque nous voici en pleine bible, évoquons Jacob, plus exactement son épouse Rachel, son tombeau, visité non seulement par les femmes en mal d'enfanter. C'est là que les murs, à ce carrefour où l'on en est entouré, font le plus mal, comme si d'un coup ceux qui entourent Bethléem, ville sous administration palestinienne, entourée de colonies israéliennes, comme si ces murs avaient bougé, s'étaient rapprochés les uns des autres, n'avaient laissé qu'un petit espace aux voitures pour faire demi-tour.

Il se passe des choses entre Jérusalem et Bethléem. Sur une colline, d'où le nom de Har Homa (la montagne de la muraille), la colonie compte quelque 10 000 habitants, au nord se trouve le village palestinien d'Oum-Touba, et il existe un

Samarie, Judée : la réalité du nord au sud, c'est le fil barbelé censé protéger, les colonies comme surgies de jeux de construction, contraires au droit international

projet dans les alentours de centre commercial. Réunion et réaction des colons : « It's dangerous for the girls. We need to live separately... We need to build a wall between us and them » (*Haaretz*, journal israélien de gauche, 12 février 2020). Soyons justes, avec l'impression d'autres personnes : « It was really sickening... », ou cette crainte, réelle ou ironique, « that *Haaretz* would make us look like racists ».

Monsieur Trump veut mettre la capitale palestinienne dans un faubourg de Jérusalem ; or, les violons ne semblent pas accordés : « Israël is planning to build a huge Jewish neighborhood on land that would become part of the Palestinian state under U.S. President Donald Trump's peace plan, and currently inhabited by some 15 Palestinian families » (*Haaretz*, 19 février 2020).

3 Des murs, des murailles, il y en a pléthore, en Israël, en Palestine. Et tout autant de comportements en face d'eux, ce qui dépend de leur histoire, de l'état d'esprit, de la conviction (religieuse ou autre) de celui qui y est confronté. Témoin les extrêmes, le mur des Lamentations, à Jérusalem, le mur, à Bethléem, qui longe le Walled Off Hotel, établissement ouvert en mars 2017 par l'artiste de rue britannique Banksy, à qui il revient sans doute d'avoir été un des premiers à taguer à Shepherd's Field, un homme masqué ne lançant non pas une bombe, mais un bouquet de fleurs.

Au mur, à Bethléem même, entre les miradors, il ne reste plus de place, ce qui ne gêne pas les tagueurs, leurs dessins se juxtaposent, se superposent, rivalisant de fantaisie, d'humour. Et sans doute est-ce plus rare de ne pas tomber sur un graffiteur que d'en voir un, bombe aérosol en main, reculant pour mieux regarder ce qu'il a fait, avançant de nouveau pour corriger ou compléter. Cela en plein jour. Et le *Financial Times* de

commenter, repris par le *Courrier international* : « Si de jour le graff est roi dans cet endroit, de nuit on ne peut s'échapper de la menace sinistre que fait planer le mur. »

Le mur occidental est le seul vestige qui est resté du Second Temple, mérite donc son nom, des Lamentations, et l'affluence des fidèles juifs qui viennent s'y recueillir, prier, déposer dans les interstices des bouts de papier où ils ont inscrit leurs vœux. Hommes et femmes séparément, mais au-delà unis dans une même ferveur. Alors que les disputes n'ont pas pris fin au sujet d'un espace mixte.

4 À ton retour, de la tristesse en apprenant sur la page de couverture de *Libération* la mort de Jean Daniel, journaliste, écrivain, co-fondateur du *Nouvel Obs*. Juif, né à Blida, il demandait qu'on le laisse vivre son judaïsme comme il l'entendait. Les lignes suivantes datent de 2003, aurait-il pu les reprendre telles qu'elles de nos jours, où Montesquieu sera peut-être même plus mal loti qu'à son époque : « L'idée que les juifs pourraient bien s'être imposé un destin carcéral et qu'ils en auraient proposé l'impossible grandeur à l'humanité m'est venue un jour à Jérusalem. »

Non, ce n'est pas oublier la Shoah ni le droit à l'existence (à la sécurité) d'Israël. En conclusion, cette autre position de Jean Daniel, bien antérieure, elle remonte à 1972, après une attaque meurtrière à l'aéroport de Tel Aviv. Il appelle à la formation de deux États, « l'un palestinien, l'autre israélien, qui coexisteront d'abord, coopéreront ensuite, fusionneront enfin. Cela deviendra une nécessité évidente le jour où les peuples en auront assez du malheur et de la mort. » Il ne semble pas que ce soit le cas, près de cinquante ans après, que la lassitude ou le dégoût les ait saisis. De part et d'autre, la voix de la raison est étouffée. Et tant que de l'extérieur on jette de l'huile sur le feu, en prenant parti unilatéralement, c'est à désespérer d'une solution, d'une paix et d'une coexistence justes, repoussées dans un avenir utopique, si ce n'est rendues impossibles à jamais.

PS 1 Vendredi dernier, 6 mars, le Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, à Vitry-sur-Seine, a ouvert son exposition monographique de David Brognon et Stéphanie Rollin, sous le titre emprunté à Jorge Luis Borges, *L'avant-dernière version de la réalité*.

PS.2 Les Israéliens sont allés voter le 2 mars pour la troisième fois en moins d'un an, peut-être en vain. Malgré le succès de son Likoud, il manque trois voix au bloc nationaliste et religieux de Netanyahu pour avoir la majorité à la Knesset. Ce sera difficile de débaucher des députés, pas question non plus de regagner les faveurs du chef de la droite laïque Liberman, et puis il y aura, le 17 mars, à convaincre de son innocence le tribunal de district de Jérusalem où Netanyahu comparaitra pour corruption, fraude et abus de confiance.

La cour de Terra Sancta (où a été tourné *The Agreement* de David Brognon et Stéphanie Rollin)

Danse contemporaine

Corps et âme

Godefroy Gordet

Le 3 du Trois n'a pas pour habitude de décevoir son public. Logiquement, en ce début du mois de mars, même sur fond de paranoïa pandémique, les salles sont quasi pleines. Ce soir, le duo de spectacles servis est très contrasté, d'un côté *Amygdala Hijack*, sortie de résidence d'Angélique Arnould et son équipe semble être encore un immense chantier, quand en face, Julien Carlier et Mike Sprogis nous transportent, les pieds ne touchant plus sol, l'esprit en lévitation, avec leur très réussi *Golem*.

Les idées claires par rapport à un format « rendu de sortie de résidence », *Amygdala Hijack* a son accroche, mais n'a visiblement pas encore trouvé son contenu. Tout part, du terme « Amygdala Hijack », inventé et défini par l'auteur Daniel Goleman au milieu des années 90. Il se réfère à une réponse émotionnelle personnelle immédiate, souvent démesurée par rapport à la réalité.

« Imaginez que vous êtes dans la rue et qu'une personne paraissant louche vous suive... Les réactions qui s'en suivent dans votre corps sont cet *Amygdala Hijack* », explique Angélique Arnould. Un réflexe instinctif qui provoque une réponse de combat, de fuite ou de tétanie face à la menace. Ainsi, dans cette tentative chorégraphique, Arnould cherche à exprimer par le corps et les mouvements ce langage non verbal. Une base de recherche est bougrement intéressante, mais qui, sur scène ne capte pas aussi bien l'attention.

En bi-frontal ici au Trois-CL à Bonnevoie, la pièce commence dans le noir, dans l'intimité, dans le toucher tellement tabou dans notre société. Les corps sont caressés, jusqu'aux sexes et des mains vidéo-projetées (Meltingpol) accentuent l'idée générale. Doucement, démarre une proposition qui bascule juste après dans le remplissage. Si l'on comprend le tableau suivant comme un affrontement des rires et moqueries d'une société farouche au contact et consensuelle de fait, constitue-t-elle cette menace, cette « situation extrême » décrite par la chorégraphie ? C'est encore très nébuleux.

Aussi, si la bande-son éclabousse nos oreilles d'une sorte de techno, avec laquelle on nous gave dans la



Julien Carlier et Mike Sprogis construisent un « dialogue scénique » entre danse et sculpture

danse contemporaine, une grande maîtrise technique se détache néanmoins. Certaines postures, mêlées à un *mapping* d'ambiance efficace, et à de jolis jeux d'ombres, offrent de belles images mais qui, s'évanouissent trop vite, voire rappellent des références d'ailleurs, trop vues. Enfin, le manque de sobriété de cette forme, allant jusqu'à encombrer les interprètes d'accessoires inutiles, déçoit. Néanmoins, on gage, au vu du beau souffle trouvé à la fin, qu'Angélique Arnould et son équipe trouvent un juste équilibre à tout ça.

Dans l'autre salle, un peu plus tard, le danseur et chorégraphe Julien Carlier montrait son *Golem*, un spectacle en duo avec le sculpteur Mike Sprogis associant les mouvements des deux praticiens avec une harmonie et une poésie fabuleuse.

Le Golem dans la mystique n'a ni parole, ni libre arbitre, soumis à la volonté de son créateur et pourtant le *Golem* de Julien Carlier et Mike Sprogis possède

Au 3 du Trois de mars : Julien Carlier avec un sublime *Golem* et Angélique Arnould avec *Amygdala Hijack*, sortie de résidence prématurée

bien plus que tout cela : une âme. De leurs expériences bâties par leurs pratiques artistiques et leurs appartenances à des générations distancées, Carlier et Sprogis construisent un « dialogue scénique » plein d'écoute et de justes réponses.

D'abord, en amorce à cette pièce, le chorégraphe cadre l'espace avec du ruban adhésif blanc, avant de séchauffer les poignets, quand, en même temps, le sculpteur lui, mime au ralenti les coups de marteau sur le burin. Déjà là, dans cet espace réduit, juste assez grand pour y loger les deux artistes, toute l'histoire apparaît. Celle de deux corps différents, façonnés par leur art et bousculés par des mouvements en résonance.

Tout coule ensuite de source et c'est indescriptible tellement c'est beau. Il y a l'action des corps instruite par la technique dont ils disposent dans leurs disciplines respectives, un travail sur la force engagée dans chaque situation, et l'épuisement que tout cela provoque et surtout une symbiose totale entre eux.

Golem jubile ainsi d'une mise en scène des deux interprètes, en jeu de miroirs, où la création de l'un se suffit à elle-même, mais trouve une puissance artistique magistrale combinée à l'autre. De fait, l'association des deux en un spectacle, conduit à une rencontre humaine entre deux artistes qui ont beaucoup à se dire et une union artistique incroyable qui donne des frissons. En bref : c'est brillant et bouleversant de sincérité.

Cinémasteak

Premier envol



Saoirse Ronan en « Lady Bird »

En marge de l'industrie hollywoodienne, un mouvement de cinéastes indépendants s'est constitué à New York sous le nom de *mumblecore*. Soit de modestes productions, le plus souvent tournées à l'aide de caméras numériques et interprétées par de jeunes acteurs non-professionnels. L'une des personnalités les plus talentueuses ayant émergé de ce mouvement est assurément l'actrice Greta Gerwig. Après de premiers rôles confidentiels dans *Lol* (2006) et *Hanna Takes the Stairs* (2007) de Joe Swanberg, avec lequel elle coécrit le scénario, elle est révélée par Noah Baumbach, dont elle est depuis la compagne et l'égérie, dans deux films superbes : *Greenberg* (2010) tout d'abord, et surtout *Frances Ha* (2012), qui la rendit enfin célèbre du grand public. Un titre qui fait malicieusement référence au film fondateur de ce mouvement, *Funny Ha Ha* (2002) d'Andrew Bujalski, et une histoire qui rendait hommage à une génération condamnée aux petits boulots, maintenue dans la mobilité et la précarité permanentes d'une société uberisée. Également réalisatrice depuis 2008 (*Nights and Weekends*), Greta Gerwig a récemment présenté aux Oscars son dernier long-métrage *Little Women* (2020), nominé dans la catégorie du meilleur film.

Dans son film très personnel *Lady Bird*, Greta Gerwig revient sur son enfance à Sacramento

La Cinémathèque de la Ville de Luxembourg projette cette semaine le deuxième long-métrage de Greta Gerwig, le méconnu *Lady Bird* (2017), lauréat du Golden Globe 2018 pour la meilleure comédie. Dans ce film personnel, la réalisatrice revient sur les pas de son enfance à travers le portrait touchant d'une adolescente originaire, comme elle, de Sacramento. Une citation de Joan Didion, la romancière la plus célèbre de la ville, vient aussitôt dissiper les clichés sur la Californie : « Quiconque parle d'hédonisme californien n'a jamais passé Noël à Sacramento », peut-on lire en ouverture. L'ennui, le désœuvrement, guettent la jeunesse de la cité californienne. Celle qui se surnomme « Lady Bird » (Saoirse Ronan) le sait bien, elle dont les rêves dépassent les possibilités financières de ses parents – sa mère est infirmière et son père vient d'être licencié. La jeune fille souhaite en effet étudier les arts à New York, où elle veut « vivre pour quelque chose », comme elle le dit à sa mère à l'issue d'une lecture émue des *Raisins de la colère* de Steinbeck. Difficile de ne pas voir dans ce désir impétueux, dans ce déplacement vers l'East Coast, un désaveu du cinéma hollywoodien, modèle contre lequel se positionneront les membres du *mumblecore*.

Autre figure tutélaire inattendue de l'auteure, aux côtés de Joan Didion et John Steinbeck, c'est *L'Enfance nue* (1969), le premier long-métrage de Maurice Pialat. C'est ainsi que se nomme le groupe de musique de Kyle, le petit ami de Lady Bird interprété par Timothée Chalamet, acteur que l'on retrouvera aux côtés de Saoirse Ronan dans *Little Women*. De Pialat, l'univers de *Lady Bird* est en effet le plus proche : pour sa façon délicate de montrer la sortie de l'enfance (*L'Enfance nue*), de capter les fragilités adolescentes, la complicité d'un père et de sa fille ou encore les premières déceptions amoureuses (*À nos amours*, 1983). Il faut passer par de tels déchirements pour prendre son envol. Loïc Millot

Lady Bird de Greta Gerwig (USA, 2017, vostf, 94 mn.) sera projeté le mercredi 18 mars à 18h30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, place du Théâtre.

proche. Le comédien interpelle, sollicite, questionne et offre le thé préparé sur scène. La parole devient échange et partage.

La mise en scène minimaliste de Daniel Scahaise laisse toute la place à Etienne Minoungou, qui évolue dans un décor épuré, petit espace sphérique recouvert de sable, délimité par une palissade de planches et quelques cagettes de bois. De sacs de voyage, le comédien sortira bougie, réchaud, théière... Quelques accessoires diront l'abri de fortune, la « ville plate – étalée, trébuchée de son bon sens, inerte... », quelques briques diront les lieux de l'enfance, « une petite maison cruelle dont l'intransigeance affole nos fins de mois » ou « la case geçant d'ampoules ».

Quand le spectacle commence, un homme se réveille, seul, recroquevillé sous une couverture. « Au bout du petit matin... » sont les premiers mots qu'il prononce et qui reviendront en boucle. Des mots qui font surgir des souvenirs, la famille, le lit de la grand-mère, la rue Paille..., qui confrontent le départ hier et le retour aujourd'hui : « Au bout du petit matin, le vent de jadis qui s'élève, des fidélités trahies, du devoir incertain qui se dérobe et cet autre petit matin d'Europe... ». Des mots qui soufflent comme le vent de la protestation de l'homme vindicatif et révolté.

Mais l'homme, dans sa négritude acceptée, se réconciliera avec le pays aujourd'hui retrouvé : « Et nous sommes debout maintenant, mon pays et moi ». Sans haine ni colère, plein d'un « amour immense », cet homme « debout et libre » peut alors s'élancer vers « la terre où tout est libre et fraternel ». *Cahier d'un retour au pays natal*, un spectacle poétique et sensible, d'une belle humanité et en troublante résonance avec l'actualité !

Cahier d'un retour au pays natal, texte d'Aimé Césaire, mise en scène de Daniel Scahaise avec Etienne Minoungou est une production de La Charge du Rhinocéros, du Théâtre en Liberté et de la Compagnie Falinga. Créé à Bruxelles en 2015, le spectacle vient d'être présenté au TNL en ouverture du *Mois de la francophonie*; programme sur : [ifluxembourg.lu](http://fluxembourg.lu).

Théâtre

« Debout et libre »

Karine Sitarz

Les 3 et 4 mars, le Théâtre National du Luxembourg a accueilli, à l'initiative de l'Institut Français du Luxembourg, *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire, mis en scène par Daniel Scahaise et interprété par Etienne Minoungou, pour fêter les cinquante ans de la francophonie et une langue plurielle et métissée partagée par plus de 300 millions de personnes.

Cahier d'un retour au pays natal a été écrit par Aimé Césaire (1913-2008) en 1939, au moment même où il quitte Paris – métropole où, étudiant, il s'était d'abord senti rejeté mais où il se liera avec de nombreux écrivains comme Léopold Sédar Senghor et Jacques Rabemananjara, ses frères en négritude – pour retrouver sa Martinique natale. Il y sera professeur, député et maire tout en poursuivant son immense œuvre de poète, d'auteur dramatique et d'écrivain engagé.

Cahier est la première œuvre de Césaire, il la revisitera à de multiples reprises. Ce texte « fondateur de la négritude », vaste mouvement esthétique et politique qui est le fait de tous les opprimés, « ma négritude n'est pas une tache d'eau morte sur l'œil mort de la terre / ma négritude n'est ni une tour ni une cathédrale » embrasse hier et aujourd'hui, l'ici et l'ailleurs, le vécu personnel et les événements du monde. Mythes, Histoire et actualité s'y mêlent en des ramifications multiples. À partir de l'histoire du peuple des Caraïbes et du peuple noir, Césaire y dénonce l'esclavage, la colonisation, l'oppression et pose les jalons d'un autre monde possible. Entre prose et poésie, ce texte bouillonnant est à la fois un

***Cahier d'un retour au pays natal*, sur un texte d'Aimé Césaire, vu au TNL, est un spectacle poétique et sensible**

cri de révolte pour libérer la parole muselée et réhabiliter la dignité du peuple noir, des opprimés et des exclus, de tous « ceux qui n'ont connu de voyages que de déracinements » et un chant d'amour pour humaniser l'humanité.

Avec des mots de tous les horizons, des mots qui se cognent et se télescopent, des mots sonores et des images surréalistes, Césaire livre une langue explosive, une parole vive faite pour être partagée. Le comédien burkinabé Etienne Minoungou (fondateur de la Compagnie Falinga et des Récréâtrales à Ouagadougou) prend à bras-le-corps ce magnifique texte et le restitue avec une belle émotion et beaucoup de générosité, avec douceur et de manière toute personnelle (il dévoilera à la fin du spectacle un maillot de sportif à son nom et aux couleurs de son pays). Seul en scène, il rend vivant et présent cet exigeant poème, nouant un dialogue avec le public dont il se rap-



Etienne Minoungou interpelle, sollicite, questionne et offre le thé préparé sur scène. La parole devient échange et partage

STIL

Let's all sit in traffic



I've had my share of commuting luck

Jeffrey Palms

Nothing can save you from a crappy job, except quitting. (I'm certain of this, having quit a crappy job last year: what a thrill!) But there's one thing that can, to an extent, temper a horrible workplace existence or ruin a good one: the commute.

I've had my share of commuting luck. Probably more than most. The earliest daily routine that I loved was driving my family's 1997 Toyota Camry to high school when I was a teenager. During long Michigan winters, I had to venture outside long before dawn to ritualistically scrape ice and snow off the old Camry, and, once inside, would freeze my butt off for ninety percent of the drive to school. It doesn't sound pleasant, but then again I was a mopey kid (sixteen, seventeen years old: the prime age for fits of melodrama) and the car offered the two amenities that teenagers covet most: music and privacy. Indeed, before leaving the driveway, I'd painstakingly match song to mood (not actually as difficult as I then thought, the mood, of course, running a fairly short gamut from angry/urgent melancholy to sullen/hopeless melancholy). Then I'd drive off, rolling past the McMansions and strip malls of my suburb in a meditative trance. It was true adolescent therapy, being suspended between the distractions of watching the road and listening to music, too sleepy for any other worries. Back then I'd have called it the highpoint of my day. It took about twenty minutes to get to school, an extra five if traffic was bad.

My commuting luck stayed strong. After university, I moved to Lisbon for my first-ever job: teaching English to adults in a small academy. My flat was a mere fifteen-minute walk from work, which meant total immunity from all fears of traffic. I slept easy, and late, and looked forward to commuting every day, not just because of the unparalleled charms of sauntering through an old European town, but also because my coffee addiction had just started and it was fresh and exciting. Right beside my building was a pastelaria where I'd drink a *meia de leite* at the counter (that's how relaxed this breezy routine was) and have something unhealthy to eat. The coffee was paramount. This wasn't school anymore, where stumbling dreamily into class was all that was expected of me: when I got to work, I had to put on a little teacher's act to a roomful of people. Caffeine saved me. Actually, nearly all of my teacherly effectiveness—which was modest on a good day—can be put down to the use of this drug. And so those lovely morning walks came to symbolize the powering up of my brain for the day.

The good luck continued. A couple of years and a postgraduate degree later, I got another teaching job, this time in Maastricht. Commute: six minutes on foot! Actually, it was a little too good. My studio apartment was on such a magnificently located street that my students would sometimes see me emerging from the building, and it's never pleasant when work folk know where you live. But it was worth it: so convenient was my setup that I could, on needful occasions, run home between classes to use my own toilet. Now that's living right.

Then I moved to Luxembourg, and my commuting luck came to an end. I lived just five kilometers from my job. Lovely spot. Bus 213 was meant to pick me up a block from home and deposit me directly outside my godawful employer, the one I've now had the exquisite pleasure of abandoning, in Kirchbierg. Bus 213 was meant to come every twenty minutes. Bus 213 failed me in every possible sense of the word.

It came late. It didn't come at all. It came—and this one stung—but didn't let me on.

When it was five minutes late, you knew it was actually twenty-five minutes late. Hell, it was probably forty-five minutes late. Often, you'd wait half an hour, easily enough time to walk to the Red Bridge (and jump off it), before Bus 213 would finally roll up. Hallelujah! Wrong. Too full to even stop, it would just drive by, the vehicular equivalent of spitting in your face. Oh, and if you actually got onto Bus 213, you had three new problems: it was one trillion degrees inside, it was so humid that clouds of sweat had formed under the roof, and it took an hour to travel five kilometers.

Obviously, I gave up on Bus 213.

Then they built a tram that was, and remains, in the most beautiful way, pointless. Unless you live right by the tracks, you require a bus to get anywhere near it—and it had damn well better not be Bus 213. And for some reason, the thing thermoregulates like a hairless cat in a blizzard.

I didn't quit that job to escape the commute. Far from it. But doing so, besides improving my life in a thousand other ways, came with a little bonus: my commuting routine is back on track. Six seconds, give or take, from bedroom to living room. Working remotely is the real jackpot, at least for me. You can use your own toilet not just most of the time: but all of the time.



Le pinard

Quand on entend le nom Bohler, on pense évidemment en termes médicaux : cliniques, médecins, etc. Mais il y a aussi l'autre côté, celui des vignobles. Car on a beau être toubib, ou même directeur de clinique, cela n'empêche pas d'avoir un ou des violons d'ingres. Il se trouve que celui du docteur Jean-Luc Bohler est ancré dans la vigne. Ce qui l'a décidé en 1996 déjà d'investir dans un vignoble, le Domaine de **Cantaussel** dans le Minervois, qui était à la vente. Depuis plus de vingt ans donc y est cultivé, à 300 mètres d'altitude sur dix hectares d'un paysage de garigue à la beauté sauvage et pure, une sélection de cinq cuvées originales, toutes certifiées AB depuis 2014 : Vermentino, Bergerie, Estelum, Pic Saint Martin et Soleillades. Les cépages dominants, tous d'agriculture biologique depuis 2011, sont la syrah, le Carignan, le grenache et le mourvèdre. En ce qui concerne la promotion et la commercialisation des vins, c'est la belle-fille, Aurore Bohler, qui s'en occupe en collaboration avec Cédric Schiltz, établi en région parisienne. Même si ce sont les vins rouges qui dominent dans la région, c'est pourtant un Vermentino couleur paille qui a remporté une médaille d'or au concours des Vignerons indépendants en 2019. Le couple Jean-Luc et Claude Bohler invitent d'ailleurs, via un article paru dans *Maison & Jardin*, tous ceux qui sont de passage dans la région, connaisseurs ou néophytes, à faire une halte au Domaine. www.cantaussel.fr GD



L'endroit

Le local est simple et propre comme sa carte. On ne se la joue pas « branché » au **Piadi**, le nouvel « Italian food house » qui donne sur le grand rond-point du centre de Bonnevoie (photo : GD). On désire juste y satisfaire les petites faims comme les grandes avec les piadine, espèces de wraps issus de Romagne et confectionnés avec de la farine de froment, d'huile d'olive, de sel et d'eau. Ce « pain des pauvres » comme on la nommait jadis, peut être farci de différentes manières. Parmi la demi-douzaine servies au Piadi, celle avec de la pancetta, du brie et de la rucola, ou de la porchetta, du pecorino et du chou vert, pour nommer les plus originales. Ceux qui aiment expérimenter eux-mêmes, peuvent aussi les emporter vierges pour deux euros la pièce. Des salades ou pâtes faites maison arrondissent l'offre. Si les strozzapreti à la saucisse, trévis et vin rouge ont bon goût, un peu plus de générosité au niveau de la sauce aurait été bienvenue. Autre plat original: les passatelli aux artichauts frais sur lit de parmesan. Des salades antipasti de Romagne viennent arrondir le choix côté nourriture, le tout se faisant accompagner par un verre Primitivo bien rond. Du côté des cocktails, on s'est montré d'une certaine originalité. Le patron se fera un plaisir d'expliquer la composition d'un Squazzone, d'un Piadi Collins ou d'une Bicicletta. Dans tout ceci, ne venez chercher aucune sophistication, il s'agit de spécialités de Romagne dans leur plus simple expression et à des prix très doux. www.piadi.lu GD



L'objet

Vous êtes amoureux d'art contemporain mais le coût des oeuvres qui vous plaisent vous donne la chair de poule, car vous avez un penchant pour l'œuvre de noms réputés dont le travail est pour vous hors de portée. Voici pour vous le site qui vous donnera la possibilité d'acquérir de petites œuvres à des prix abordables pour tout le monde, car il s'agit d'objets créés pour l'usage et la fonctionnalité par des artistes de renom. Le site wedonotworkalone.fr est une maison d'édition parisienne qui fait appel à des artistes de renommée pour la création d'objets du quotidien, fabriqués en série limitée. Pour 24 euros, vous pourrez devenir proprio d'un mug imaginé par Claude Closky et qui regroupe deux graphismes publiés sur le net, l'un reproduisant les cours de la bourse du café, le second les sommes offertes pour l'acquisition des travaux en céramique de Picasso. Pour un petit euro de plus, vous aurez droit au mètre à ruban d'Annette Messager, premier objet que l'artiste a acquis après avoir pris la décision de devenir artiste. Parmi les autres objets plaisants, les gants « Love, Hate » de Mathieu Mercier (15 euros), la nappe de table « One of those days » de Olaf Breuning, ou le taille-pipe-crayon de François Curlet (45 euros). Le site a connu un grand succès médiatique auprès de la presse, *Beaux Arts Magazine* ayant titré « La folle explosion des éditions d'artistes ». De l'art utile à petit prix, quel amateur n'aura pas envie d'y succomber? GD

Les livres des Editions d'Lëtzebuerger Land
En vente en librairie et sur www.land.lu





HOUSE OF FRANKENSTEIN
N O U S S O M M E S E N F A N T S C O M M E N S
N O U S D E V O N S
DIE BASIS BLEIBT DIE BASIS
NEUERUNGEN DIE AUS BILDUNG WERDEN
DANK FLEXIBEL
BERUFSSWAHL AM MARTERPFÄHL
WAS DIE MAISON DE L'ORIENTATION
MODULSYSTEM
L'INTELLIGENCE
UN DILEMME
ARTICELLE
BEREITHALT

land



LEISTUNG IST NICHT ALLES
DIE LEHRKRAFT MACHT DEN UNTERSCHIED. DAS SAGT NICHT NUR
BILDUNGSFORSCHER JOHN HATTIE. DAS ERLEBEN SCHÜLER TAGTÄGLICH
PLUG IT, PLAY IT, BURN IT, RIP IT.
DRAG AND DROP IT, ZIP, UNZIP IT
LE DÉFI AUJOURD'HUI
LES ÉLÈVES PUISSENT APPROFONDIR EN TROUVER UN SUJET INTÉRESSANT QUE
RECOURS AU BIG DATA
éducation
NIMM DAS SCHLAUCHBOOT
SCHULEN SIND WIE RIESEN SCHIFFE:
SCHNELL DIE RICHTUNG ÄNDERN, GEHT
MIT DER GLOBALISIERUNG KOMMEN NEUE KULINARISCHE EINFLÜSSE
DER BERUF DES KOC HS W A N D E L T S I C H
EIN BESUCH IN DER DIEKIRCHER HOTELSCHULE

Kein

Neue Bildungs-Matrix

Ines Kurschat

Digital literacy. Das ist das neue Modewort, das in keinem Kommunikée und auf keiner Konferenz des liberalen Bildungsministers Claude Meisch fehlen darf. Digitale Medienkompetenz gilt im Informationszeitalter als Basiskompetenz, die alle SchülerInnen brauchen, um in einer Welt zu bestehen, die immer stärker von digitalen Medien und Prozessen durchdrungen wird, in der Daten und ihre Auswertungen das neue Rohöl fürs Getriebe des Kapitalismus sind.

Es stimmt wohl: Automatisierung und Digitalisierung unzähliger ehemals analoger Arbeitsprozesse lassen sich nicht aufhalten. Internet, Algorithmen, künstliche Intelligenz, Robotik und Unmengen an Datensammlungen sind dabei, die Arbeitswelt umzukrempeln, wie neue Trendberufe wie der Data-Journalist, Umwelttechnikerin, App-Entwickler oder auch Drohnen-Pilotin zeigen. Selbst traditionelle Berufe wie die Köchin wandeln sich: Auf dem Lehrplan stehen neuartige Kochtechniken, Fusionsküchen sowie die Wiederentdeckung von Nachhaltigkeit und regionaler Küche. Video-Tutorials und Blogs halten Einzug in die Berufsausbildung, in Großküchen werden Arbeitsschritte automatisiert. *Big Data* – Datenanalysen von Nutzerverhalten und Produktionsprozessen stehen im Mittelpunkt der technologischen Umwälzungen und darum ist es wichtig, dass Kinder und Jugendliche lernen, was und wie sie digitale Medien nutzen können und wie sie selbst durch sie beeinflusst sind.

Allerdings fällt auf, dass die *Digital Literacy* wie Minister Meisch sie anstrebt, in erster Linie arbeitsmarktzentriert und utilitaristisch definiert wird. Ab dem vierten Zyklus Programmieren als verbindlichen Lernstoff für alle einzuführen, ist für ihn vor allem Mittel zum Zweck, damit Luxemburg im sich zuspitzenden

Wettlauf um die besten Computerspezialisten und fähigsten Cyber-Expertinnen in Europa und in der Welt nicht den Anschluss verliert.

Aber wo bleiben die anderen Aspekte der Digitalisierung? Bei der Vorstellung des *Medienkompasses*, der trotz Beteuerung, analoge Medien seien mitgemeint, den Fokus hauptsächlich auf die digitalen Medien legt, fielen den ModeratorInnen zu Datenschutz nur Passwortsicherheit und der Schutz vor *Cyber-Mobbing* ein. Dass global agierende Unternehmen ganze Geschäftsmodelle auf den persönlichen Daten ihrer NutzerInnen aufbauen, sie dabei tief in die Privatsphäre Einzelner eindringen, sogar bewusst Grundrechte umgehen und inzwischen mittels Datensammlungen so viel Macht angehäuft haben, dass sie Wahlen beeinflussen können, wo wird das thematisiert? Teilweise an der Uni Luxemburg im Fach *E-Teaching* der Erziehungswissenschaften. Das reicht aber nicht.

Zumal viele Schulen eifrig und ziemlich unkritisch mitmachen und den Überwachungskapitalismus vorantreiben, wie ihn die Datenspezialistin und Buchautorin Shoshana Zuboff in *Surveillance Capitalism* umfassend analysiert hat, beispielsweise durch Apps, die das Essverhalten erfassen und auswerten. Das Prinzip ist dasselbe: Daten zum Nutzerverhalten werden massenhaft abgeschöpft, ohne dass sich die Nutzenden der Tragweite bewusst sind – und ohne dass sie dafür einen gerechten Gegenwert erhalten.

Man mag es für dystopisch halten, aber vielleicht wird in nicht so ferner Zukunft eine weitere Kompetenz nachgefragt: Wie man sich als NutzerIn der permanenten Überwachung und Bevormundung durch die digitalisierte Welt entzieht.

23

Nimm das Schlauchboot

Der Bildungswissenschaftler Robert Reuter lehrt *E-Teaching* an der Uni Luxemburg
Ines Kurschat

24

Berufswahl am Marterpfahl

Was die Maison de l'orientation bereithält
Peter Feist

Feedback als Methode

Design Thinking als kreative Wundermethodik
Ines Kurschat

26

Mit dem I-Pad kochen

Die *Hotelschoul* in Diekirch erfindet sich und die Kochausbildung neu
Ines Kurschat

28

Ungewöhnliches Team

Wie ein Lehrer zum Freund und Helfer wurde
Ines Kurschat

29

Der Pionier

Mit Daten die Welt erklären
Pol Schock

30

Plug it, play it, burn it, rip it.

La Luxembourg Tech School offre des cours en nouvelles technologies
Josée Hansen

32

Wo bleibt der Mensch?

Minister Meisch und die 5 Ks, um Kinder für den Arbeitsmarkt fit zu machen
Ines Kurschat



Die Uni fördert den pädagogisch-didaktischen Einsatz von IT im Unterricht. Jetzt muss das nur noch in der Schule ankommen

Nimm das Schlauchboot

Ines Kurschat

So stellt man sich einen Computer-Lehrer vor: verwuscheltes Haar, drahtige Brille, ein T-Shirt, das lose in die Jeans gesteckt ist. Und falsch ist der Vergleich nicht: „Ich habe als 15-Jähriger meinem Vater gesagt, ich bräuchte einen Computer für die Hausaufgaben. Aber wie die meisten in meinem Alter hab ich ihn genutzt, um heimlich Videospiele zu spielen“, erzählt Robert Reuter lachend. Er beschreibt sich selbst als einer „von denen, die einen Beruf ausüben, in dem sie nicht ausgebildet wurden“.

Der promovierte Psychologe hat sich auf Lerntheorien spezialisiert und zunächst mehr nebenbei mit Computern zu tun. Heute ist Reuter Dozent an der Uni Luxemburg und im Bachelor-Studiengang Erziehungswissenschaften verantwortlich für die Seminare zum *E-Learning/E-Teaching*. Seine Aufgabe ist es, angehende Lehrerinnen und Lehrer auf den digitalen Unterricht vorzubereiten. Bei ihm sollen sie lernen, wie sie die Technologien sinnvoll in der Schule einsetzen können, transversal in allen Fächern. Denn: *Digital Literacy* gilt heute als Basiskompetenz, um erfolgreich in einer Welt zu bestehen, die zunehmend von digitalen Medien und Prozessen durchdrungen wird. Das findet nicht nur die EU-Kommission, das sagt auch Bildungsminister Claude Meisch (DP).

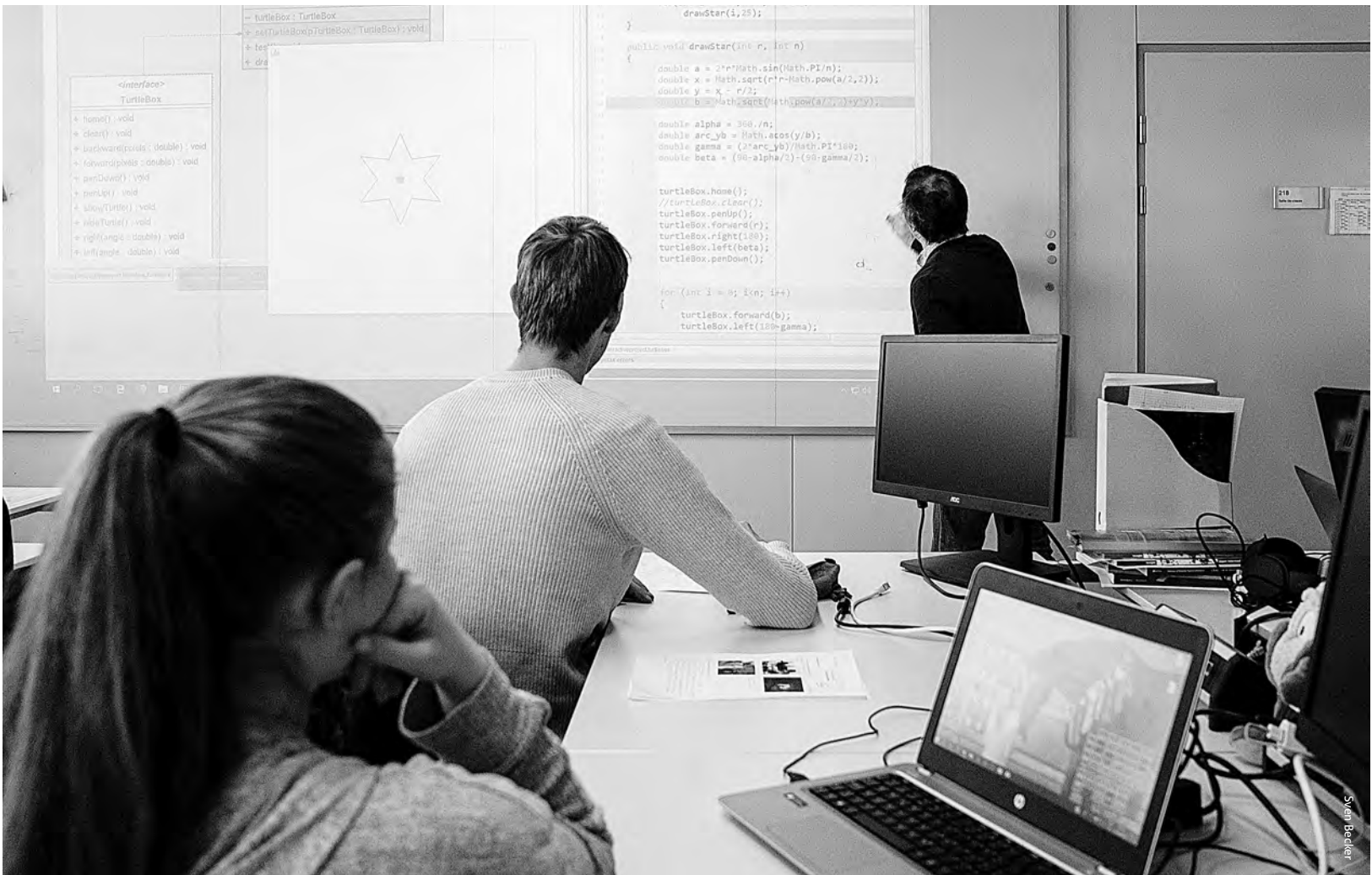
„Den Schülern einfach ein Tablet in die Hand zu drücken, reicht aber nicht“, mahnt Reuter. Und erläutert das Dagstuhl-Dreieck. Das Modell heißt so, weil es von IT-Forschern und Medienpädagogen am Leibniz-Zentrum für Informatik im saarländischen Schloss Dagstuhl entwickelt wurde. Die drei Schenkel eines Dreiecks zeigen drei Perspektiven der digitalen Welt: die technologische, dabei geht es um Erklärungen, wie was warum technisch funktioniert, die anwendungsorientierte, wie und wann Informationstechnologien sinnvoll im Klassensaal eingesetzt werden (Mediendidaktik) und schließlich drittens die gesellschaftlich-kulturelle Perspektive, wie und warum die Technologien wirken. „Bildung im digitalen Zeitalter geschieht nicht losgelöst im virtuellen Raum, sondern hat Auswirkungen auf unsere Gesellschaft und die Art, wie wir zusammenleben, arbeiten und kommunizieren“, erklärt Forscher. Alle drei Perspektiven sollten vom Lehrpersonal im Unterricht angesprochen werden.

Für dessen Gestaltung macht Reuter vier Handlungsebenen aus: die rezeptive, die aktive, die kreative und die co-kreative Ebene, und er springt kurz auf, um eine Tabelle zu zeigen, die die Lernformen näher erklärt. Im Prinzip geht es um ein tieferes Lernen: vom bloßen Wiederholen (rezeptiv), über das Einbinden der Schüler (aktiv) von Inhalten bis zum gemeinschaftlichen Ideenentwickeln (co-kreativ).

Wenn der Wissenschaftler von *E-Teaching* spricht, klingt das zunächst theoretisch und man fragt sich unweigerlich, was davon in Luxemburgs Schulen wirklich praktiziert wird. Reuter sagt: „Die digitalen Medien sind in der Schule angekommen.“ Via Fragebögen hatte der Wissenschaftler zunächst 2009 und dann noch einmal 2015 Lehrerinnen und Lehrer zu ihrer Nutzung der Informationstechnologien (IT) im Unterricht sowie privat befragt. „In den sechs Jahren ist viel geschehen.“ Fast alle Lehrer benutzen heute ein Smartphone, sie bereiten Kurse auf dem Laptop vor, kommunizieren mit der Schulleitung, den Kollegen, den Schülern via E-Mail. Mit der Klassenbuch-App Webuntis sind Stundenplan, Hausaufgaben, Projektwochen und andere Aktivitäten für alle online einsehbar.

Doch was aus dem Schulalltag als Organisationsmittel nicht mehr wegzudenken ist, scheint im Unterricht als didaktisches Instrument weniger präsent. „Der sinnvolle Einsatz der Technologien steht in vielen Klassen noch am Anfang“, sagt Reuter. Viele Unterrichtseinheiten gingen über rezeptive und leicht aktivierende Lernformen nicht hinaus. Das heißt, Schüler lernen vielleicht anhand kleiner Video-Lehrfilme (*Tutorials*) und sie bekommen Rechercheaufgaben, die sie mithilfe des Internets lösen sollen. Manche Grundschullehrer belohnen Schüler, wenn sie ein bestimmtes Lernpensum geschafft haben, den Rest der Stunde am Computer zu arbeiten. „Das ist mit sinnvollem zielorientiertem Einsatz nicht gemeint“, betont Reuter. Würden Laptop und Tablet lediglich genutzt, „um so zu lernen, wie seit Jahrzehnten gelernt wird“, etwa durch simples Abfragen und Wiederholen, gehe viel gestalterisches Potenzial verloren. (Und Geld, denn Tablets an alle Schulen auszugeben, kostet Millionen).

Um Mädchen und Jungen kreativ und co-kreativ arbeiten zu lassen, müssen sie von vornherein in



Lehrer scheuen den Einsatz digitaler Technologien, weil sie Kontrollverlust fürchten. Nicht so sehr ihr Wissen zählt, sondern ihre Fähigkeiten als Coach

Vollgepfropfte Lehrpläne und eine rigide Leistungskultur fördern Konformität und Anpassung statt Kreativität

die Fragestellungen einzogen werden, wie das etwa im Projektunterricht geschieht. Können Schüler selbst Probleme erkennen und diese im Team mithilfe digitaler Technologien gemeinsam angehen, entstehe „etwas Neues“, so Reuter. Das sehe er in den Schulen „noch zu selten“.

Ein Problem sind laut Reuter die Erwartungshaltungen in und gegenüber der Schule. Vollgepackte Lehrpläne und Prüfungen ließen wenig Platz, um mit dem Computer zu experimentieren. Eltern üben Leistungsdruck aus, erwarten gute Noten, vergleichen ihre Kinder anhand der Hauptfächer. Statt Neugierde und unkonventionelles Denken zu fördern, entstehe so ein permanenter Druck zu Konformität und Anpassung. Die sechs Cs von Fullan und die fünf Ks von Minister Meisch (siehe S. 32) seien im Unterricht „noch nicht überall angekommen“. Trotzdem ist Reuter optimistisch und sieht die Schulen auf einem guten Weg: „In den vergangenen Jahren hat sich die Schule viel stärker nach außen geöffnet.“

Vorgegebene Stundenpläne lassen Lehrern wenig Raum und Zeit, um digital kreativ zu werden. Um Ideen zu entwickeln, brauche es Zeit und die Möglichkeit, nicht sofort ein messbares Ergebnis vorlegen zu müssen. Aber wo diese Räume im Lehrplan finden, wenn Lehrer vor allem als Experten eines Fachs und als Wissensvermittler auftreten statt als jemanden, der wie ein Coach Anreize zum Lernen gibt?

Es habe sich einiges verbessert, findet Reuter und nennt die *Makerspaces*, aber die meisten Initiativen fänden immer noch neben dem regulären Unterricht statt, in Projektwochen oder in den Pausen. Auch die Öffnungen der Grundschulen im Rahmen der 2009-Reform sieht Reuter skeptisch: Die Zyklen, die die alte Organisation der Jahrgangsklassen abgelöst haben, seien eigentlich dazu gedacht gewesen, „um unterschiedliche Lerngeschwindigkeiten Rechnung zu.“ Das würde aber kaum geschehen und das Potenzial altersgemischter Gruppen nicht erkannt. Leistungsstärkere Schüler können Nachzügler helfen und sie mitziehen. „Ich habe die Freiheit der Lehre auch erst an der Uni erkannt.“ Für den Forscher ist der starke Fokus auf die Hauptfächer nicht unproblematisch: „Wir haben die Tendenz, nur dass zu schätzen, was wir messen können.“

Um die herkömmliche Didaktik im Unterricht schrittweise in Richtung digital zu verändern, setzt er auf die Idee der disruptiven Innovationen: „Der 3D-Drucker ist so eine Innovation für die Industrieproduktion.“ Mit dem Drucker können Produkte schnell und relativ preisgünstig angefertigt werden. In der konventionellen Produktionslogik kostet ein Einzelstück ein Vermögen. Ein Produkt rechnet sich erst, wenn es zu Tausenden übers Band gehen kann. 3D-Druck schreibt nun diese Regeln neu und bricht so alte Gewohnheiten und Märkte auf.

Beim Schulsystem seien Innovationen schwieriger und Reuter greift das Bild vom Schiff auf: Ein Kreuzfahrtschiff kann nicht schnell wenden, sondern braucht für Wendemanöver Zeit. „Trotzdem würden viele Eltern, hätten sie die Wahl, ihre Kinder eher auf dem Schiff unterbringen als im Schlauchboot“, so Reuter. Dabei sind es die wendigen Schlauchboote, die im Notfall die Rettung bringen. „Schule braucht mehr disruptive Innovation“, findet Reuter und digitale Medien könnten diese im Unterricht sein. Deshalb ist er auch kein Gegner von Handys in der Klasse wie manch ein Kollege. Auch das Smartphone kann pädagogisch sinnvoll sein: Mit ihren Handys können Schüler Filme für Projektarbeiten drehen, sie gemeinsam bearbeiten oder Fotodokumentationen erstellen. Es gibt inzwischen unzählige didaktisch gut gemachte Apps für den Schulunterricht. Noch ein Vorteil: (Fast) Jede/r besitzt eins, es ist einfach zu bedienen und sofort einsetzbar.

LËSCHT 2

Mir setzen eis ouni
faul Kompromësser
fir lech an!

apess

kritesch & onofhängeg
www.apess.lu

association des professeurs de l'enseignement
secondaire et supérieur du grand-duché de luxembourg a.s.b.l.

Wale fir d'Chambre des fonctionnaires et employés publics 2020



Kein cooler Ort. Vor allem nicht für Jugendliche, die noch nicht wissen, wohin mit sich

Was die Maison de l'orientation bereithält

Berufswahl am Marterpfahl

Peter Feist

Wie ein cooler Ort sieht das Berufsinformationszentrum in der Maison de l'orientation unweit der *Stäreplaz* in Luxemburg-Stadt nicht aus. Wer den Raum betritt, soll sich einen Bon mit einer laufenden Nummer ziehen wie bei der Adem oder am Wurstand eines Supermarkts. Linker Hand wartet hinter einem hohen Schalter eine Dame und fragt, ob man einen Berater zu sprechen wünscht. Rechts stehen Regale mit Fächern voller Informationsblätter und Broschüren zum Thema Berufswahl und Weiterbildung. Die Fächer haben Klappen, an denen hinter einer Plastikhalterung eine Beispiel-Broschüre aufgestellt ist. Wer eine Klappe anhebt, findet dahinter noch mehr Material. Meistens: Hinter einer hat jemand einen Stapel mit den Arbeitsmarktstatistiken der Adem vom März 2018 deponiert.

Eingerichtet wurde die Maison de l'orientation 2012. Ein *Guichet unique* für alle Fragen rund um die Orientierung sollte sie werden und ihr Berufsinformationszentrum (BIZ) über Berufsbilder, Praktikumsplätze, Jobbörsen und potenzielle Arbeitgeber informieren. Für Schüler im *Enseignement général*, denen sich die Frage stellt: „Was tun nach der Cinquième?“ soll es ebenso da sein wie für Berufstätige, die umschulen möchten. Für Schüler ist der Besuch im BIZ Pflicht und wird in der Regel im Klassenverbund absolviert.

Doch die Sache ist eben die, dass das BIZ kein cooler Ort ist. Wer sich als Erwachsener dorthin begibt und einigermaßen weiß, wonach zu suchen ist, wird vermutlich nicht schlecht bedient; vor allem im Gespräch mit einem Berater. Jugendliche aber, die noch nicht wissen, wohin mit sich, dürfte das Angebot des BIZ nicht ohne weiteres ansprechen.

Das Berufsinformationszentrum scheint seine Kundschaft so rasch es geht einer Schublade zuordnen zu wollen. Auf dass das Zentrum möglichst nicht noch einmal aufgesucht wird

Weiter drinnen im Raum, hinter den Regalreihen, stehen auf langen Tischen PCs. Dort kann über einen Web-Browser die von der Adem koordinierte Seite *beruffer.anelo.lu* besucht werden. Sie bietet unter anderem Vier-Minuten-Videos, in denen Berufe vorgestellt werden. Weil sich dort Menschen äußern, die die Berufe ausüben, und dies oft junge Menschen sind, sind die kurzen Filme vermutlich keine schlechte Sache. Die Auswahl ist mit 75 groß, doch 35 Filme betreffen akademische Berufe, vom Soziologen über die Unternehmensanwältin bis hin zum Mathematiker. Da die aktuelle Liste der DAP-Lehrberufe 60 umfasst, erörtern die 40 in Videos präsentierten dieses Angebot nur zum Teil.

Auffällig ist auch: Wenig ist die Rede von neuen, sich erst seit kurzem abzeichnenden Berufsbildern. „Smart Technologies“ heißt eine neue Kategorie, die an fünf Lyzeen als Technikerausbildungen eingerichtet wurde, darunter in Robotik und Automatisierung oder Intelligenter Energie. Diese Berufe spielen in den Multimedia-Präsentationen im BIZ noch keine Rolle. Das muss nicht unbedingt schlimm sein, denn allem Digitalisierungs-Hype zum Trotz werden in der Industrie zum Beispiel in sehr analogen Verfahren nach wie vor sehr analoge Produkte hergestellt, und wer automatisieren möchte, muss zunächst wissen, was eigentlich. Das ändert nichts daran, dass die Berufswelt, wie das BIZ sie suggeriert, ein wenig in der Zeit stehen geblieben zu sein scheint. Aber immerhin: Das Video über den Elektriker zeigt einen solchen bei der Überprüfung einer Solarstromanlage. Und dass ein Sanitär-, Heizungs- und Klimaanlageinstallateur nicht nur Abflussrohre verlegt, sondern beispielsweise auch Diagnosen an Heizungsanlagen vornimmt und dazu digitale Instrumente nutzt, wird zumindest angedeutet. Ob damit Jugendliche in allen Facetten ihrer Neugier und Passionen, Fragen und Zweifel dort abgeholt werden, wo sie stehen, scheint aber nicht so sicher.

Die kurzen Filme sind der abwechslungsreichste Teil des Informationsangebots, das das BIZ bereithält. Andere sehen auch abwechslungsreich aus, führen aber in die Irre: Der „Job-o-mat“ zum Beispiel, ein stilisiertes Kraftmaschinen-Unikum auf der Web-Seite *beruffer.anelo.lu*, verspricht eine Berufsempfehlung zu geben, nachdem der Kandidat sein Lieblingsfach in der Schule, seinen „Typ“

(wissbegierig, kreativ, praktisch und so weiter) sowie eine Branche eingegeben hat. Überzeugend sind die Resultate allerdings nicht immer. Wer die Branche „Space Jobs“ anklickt, was in Luxemburg dank Etienne Schneider gar nicht so weit hergeholt ist, erhält notorisch die Auskunft: „Leider keine Ergebnisse gefunden“. Das geschieht auch dann, wenn der Job-o-mat keinen Lehrberuf ausgeben soll, sondern eine Studienrichtung. Kein Ergebnis erhält auch, wer seinen „Typ“ als wissbegierig und kreativ zugleich einschätzt. Wer sich für kreativ und unternehmerisch begabt hält, bekommt lediglich „Werbekaufmann/-frau“ ans Herz gelegt, und wer angibt, sein Lieblingsfach in der Schule sei Sport, den möchte der Job-o-mat für den „Techniker der Fachrichtung Mechanik/Allgemeine Mechanik“ und „Mechanik/Kraftfahrzeugmechanik“ interessieren, aber für nichts sonst. Nicht einmal für den Schwimmmeister. Mehr Erfolg hat, wer als Branche „Bauwesen“ anklickt. Dann ist vom Rollladen- und Jalousienbauer über den Gebäudereiniger bis zum Marmorschleifer eine Menge dabei.

Nur auf den ersten Blick cool, auf den zweiten Blick anstrengend erscheint der „Exploract“, ein Web-Instrument, das ein Unternehmer aus Perl geschaffen hat. Es kündigt an: „Falls du dich schon öfters gefragt hast was du später werden möchtest, du jedoch Probleme hast auf diese wichtige Frage eine Antwort zu finden, dann bist du hier genau richtig.“ Der Exploract kann unter *sailorlux.lu* im Internet besucht werden. Verlangt wird, sich 147 Bilder verschiedenster Tätigkeiten anschauen und auf einer Skala zwischen 0 und 60 zu bewerten, inwieweit die dargestellte Tätigkeit gefällt – seien das zwei Hände, die einen Parkettboden verlegen, eine Laborantin,

die eine Flüssigkeit in eine Petrischale tröpfelt, eine Spezialeinheit der Polizei in Kampfmontur bereit zum Sturm oder eine Lehrerin in einem Klassenzimmer voller glücklich dreinblickender Schüler. Wer sich alle 147 Bilder angeschaut hat – was für die Generation Youtube möglicherweise nicht ganz selbstverständlich ist – und bei jedem Bild zwischen 0 und 60 zu entscheiden vermochte, ohne lange zu grübeln, erhält am Ende eine Hitliste und die Empfehlung: „Denk doch noch einmal darüber nach.“

Was vermutlich kein schlechter Rat ist, wenn man bedenkt, dass für junge Menschen die Berufswahl einem mentalen und emotionalen *Work in progress* gleichkommt, für den man mit sich selbst über lange Zeit einen kritischen Dialog aushalten muss. Das BIZ aber scheint dem Ziel verpflichtet, seine Kundschaft so rasch es geht einer Schublade zuzuordnen, auf dass dies zu einer Einsicht in eine Notwendigkeit führt und das Zentrum möglichst nicht noch einmal aufgesucht wird. Wer fürchtet, die Berufswahl führe in den Ernst des Lebens, der wenig Schönes an sich hat, kann sich hier bestätigt fühlen. Zu den Tätigkeitsbereichen etwa, die der Exploract in Hitlisten ausgibt, können anschließend in den Regalen mit den Klappen vor den Fächern weitere Informationen auf Papier nachgelesen werden. Leider steht darin kaum mehr als Auflistungen von DAP- und Technikerausbildungsgängen, die zu dem Bereich passen, hin und wieder auch Hochschulstudien. Die Titelseiten der mit *Was? Quoi?* überschriebenen Informationsblätter zielt ein buntes Gebilde, das man entweder für einen Turm mit Flügeln halten kann oder für einen Indianer-Marterpfahl. Naja.

Design thinking

Feedback als Methode

Ines Kurschat

Vor zwei Jahren saßen Kunstschüler des Lycée arts et métiers (LAM) in verschiedenen Postfilialen der Hauptstadt. Wozu? Sie beobachteten das Geschehen im Schalterraum, um herauszufinden, was er funktioniert, wie die Kundschaft sich zurechtfindet – und einen Plan zu entwickeln, wie sich Raum, Aufteilung, Schalter besser gestalten ließen.

Den Auftrag hatten sie von ihrem Lehrer Jan Glas mit auf den Weg bekommen. „Sie sollten beobachten, was funktioniert gut und was nicht.“ Der gebürtige Niederländer und Wahl-Luxemburger ist Produktdesigner und unterrichtet halbtags an der ehemaligen Handwerkerschule in der Kunstsektion.

Die Methode, die die Schüler anwandten, stammt aus der Softwareentwicklung in den USA, revolutioniert seit einiger Zeit die Designerbranche und macht neuerdings auch

an Luxemburger Schulen die Runde: *Design thinking* wird ein bisschen als die neue Wundermethodik von Unternehmen angepriesen, um kundenorientierte Produktions- und Innovationsprozesse zu verbessern, das heißt vor allem: bessere Entscheidungen zu treffen, welche Produkte zu entwickeln sind, und genauer zu antizipieren, wie der Markt sie aufnehmen wird.

Der Ansatz ist mehr als die klassischen Disziplinen wie Formgeben und Gestaltung, wie man sie aus der Designerausbildung sonst kennt. Im Zentrum des Prozesses steht der Kunde. *Design thinker* schauen durch die Brille des Nutzers auf ein Problem und begeben sich dadurch in die Rolle des Anwenders. Dafür werden Kunden, ihre Wünsche und Bedürfnisse, früh und zwar schon bei der Entwicklung einbezogen. Der Vorteil: So sollen Produkte auf den Markt kommen, für die wirklich Nachfrage besteht. Der Clou dabei ist die ständige Rückkoppelung zwischen der Entwicklerin und dem Nutzer und umgekehrt. So gesehen, ist es die Feedbackkultur auf den Entwicklungsprozess angewendet.

Für das Postprojekt des LAM hieß das, die Jungen und Mädchen versuchten zunächst selbst, das Problem zu erkennen. In Gesprächen mit dem Personal und der Kundschaft vor Ort fragten sie dann nach, welche Verbesserungen diese wünschen. Und in einem dritten Schritt überlegten sie mögliche Lösungen, entwickelten Szenarien quasi als Prototypen, die sie wiederum dem Post-Personal präsentierten und um eine Rückmeldung baten.

Durch die frühe Einbindung der Nutzer, lange bevor das Endprodukt fertig war, konnten sie eine Lösung erstellen, die bei der Post auf viel Zustimmung stieß – obwohl es „nur“ ein Schülerprojekt war. Im echten Leben soll das permanente Feedback die Kun-

denzufriedenheit erhöhen und das Risiko vermindern helfen, etwas am Markt vorbei zu produzieren. Ganz so neu, wie der Hype darum, ist das Konzept aber nicht: Die Werbe- und Marketingbranche setzt schon lange darauf.

Jan Glas hat die Methode nicht nur am LAM eingeführt, auch die Bildungs-Initiative Up Foundation arbeitet damit und versucht sie, Lehrkräften in Kursen näher zu bringen. Die Stiftung sieht sich selbst als „Bürger“innenplattform für den Austausch und die Förderung rund um das Thema Bildung“. Sie geht zurück auf eine Initiative der ehemaligen Beamtin und Up-Chefin Liz-Kremer-Rauchs und dem Unternehmer Raymond Schadeck. Auch Jan Glas zählt zu den Begründern. Dass viel Unterstützung aus Unternehmerkreisen kommt, ist kein Zufall: Ein Anliegen von DP-Bildungsminister Claude Meisch war und ist es, Wirtschaft und Schule näher an einander heranzuführen. Die Up Foundation hat sich zum Ziel gesetzt, Schulen von außen Impulse zu geben, und erhielt dafür eine kräftige Anschubfinanzierung von 500 000 Euro vom Bildungsministerium.

Jan Glas konzentriert sich derzeit auf das nächste Projekt: Es soll sich mit der Kreislaufwirtschaft befassen. Sechs Wochen lang sollen Schüler zu dem Thema Nachhaltigkeit forschen und entwickeln. „Noch lieber wäre mir, wenn diese Fähigkeit transversal, also in andere Fächer, aufgenommen würde. Als Kunstlehrer habe ich da mehr Freiraum“, sagt Glas. Ob der Lehrplan seine Methode vorsieht? „Die Freiheit nehme ich mir.“ Sein Lyzeum ist dabei, ein Fablab (*Fabrication Laboratory*) auf dem Gelände einzurichten, genauer gesagt: Das Fablab von Technoport, bisher angesiedelt in der Kreativ-Halle 1353 in Differdingen zieht auf den Limpertsberg um. Neben den Schülern sollen Betriebe die Maschinen von 3D-Drucker bis Roboter nutzen können. Dann rückt das LAM, das mit Animationszeichnungen, Kreativdesign und Programmierung von Videospielen gleich mehrere praxisbezogene Ausbildungen anbietet, noch ein Stück näher an die Arbeitswelt heran.

Design thinker schauen durch die Brille der Nutzerin auf ein Problem und betrachten es so aus dem Blickwinkel der Anwenderin



L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG CONTINUE À ÉTENDRE SON OFFRE DE FORMATIONS !

5 nouveaux Bachelors et 4 nouveaux Masters !

Vous voulez :

- devenir ingénieur ?
- étudier l'Économie et la Finance ?
- commencer des études de Médecine ?
- travailler dans le secteur politique ou culturel ?
- ou enseigner des matières scientifiques ?

Plus d'informations sur : uni.lu/formations

Découvrez nos nouveaux programmes d'études :



Faculty of Science,
Technology
and Medicine



Bachelor en Mathématiques
Bachelor in Physics
Bachelor im Ingenieurwesen
Bachelor en Médecine



Faculty of Law,
Economics
and Finance



Master of Science in Finance and
Economics – Sustainable finance track
Master of Science in Quantitative
Economics and Finance



Faculty of Humanities,
Education and
Social Sciences



Transnational German Studies
Master en Études Parlementaires
Bachelor in Animation



uni.lu
UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG


socialmedia.uni.lu

Mit der Globalisierung kommen neue kulinarische Einflüsse. Der Beruf des Kochs wandelt sich. Ein Besuch in der Diekircher *Hotelschoul*

Mit dem I-Pad kochen

Ines Kurschat

„Die Basis bleibt die Basis. Darauf bauen wir flexibel auf“, erklärt Alain Hostert das Prinzip der dreijährigen modularen DAP-Ausbildung zum Koch. Der kräftige Mann in weißer Küchenuniform, Kochmütze und mit dem gewinnenden Lachen ist der Chef der Kochausbildung an der Diekircher *Hotelschoul*, oder wie sie heute heißt: École d'Hotellerie et de Tourisme (EHTL).

Wer Koch in Luxemburg sagt, denkt an *Quetschetaart*, *Boueschlupp* oder *Judd mat Gaardbounen*. Und die beide letztgenannten Traditionsgerichte stehen in der Tat auf dem Speiseplan, als wir ins Untergeschoss zu den vier Lehrküchen gehen, wo emsig rührende und schnippelnde Kochschüler dabei sind, das Mittagessen vorzubereiten. Bei den jüngeren geht es hektischer zu, einer ruft: „Ist das Gemüse schon fertig?“, und Hostert erinnert mahnend an die Abgabzeit. Die Älteren arbeiten konzentriert vor sich hin, jeder hat eine Aufgabe. Hostert hat selbst eine 2; für das Interview hat er sie allein gelassen. Jetzt geht er mit den Schülern noch einmal alle Positionen durch. Denn Essen zuzubereiten ist vor allem das: eine Gemeinschaftsarbeit, bei der Handgriff sitzen muss. Sonst wird das Essen verkocht oder zu kalt aufgetischt.

„Die Schüler müssen wissen, wie sie Soßen anrühren. Sie brauchen Techniken, sie müssen Grundwissen haben über Nahrungsmittel und ihre Zubereitung. Das lernen sie hier“, sagt Hostert. Die angehenden Köche lernen zudem Hygienevorschriften, Lebensmittelskandale, sowie *Soft skills* wie im Team arbeiten, Höflichkeit und Arbeiten unter Druck. Auch mit den neuesten Kochtrends kommen sie in Berührung: Denn der Kochberuf ist nicht mehr das, was er früher einmal war. Die Essgewohnheiten haben sich verändert. „Die Küche ist leichter geworden“, sagt Hostert. Vegetarismus und Veganismus machten auch vor Luxemburg nicht halt; „allerdings schwankt die Qualität stark“, so Chefkoch Hostert.

Schaut man auf die Menütafeln der Schüler, die an den Küchentüren angebracht sind, so steht darauf stets eine vegetarische Option. Das ist mehr, als man von vielen Restaurants in Luxemburg sagen kann, die noch immer nicht begriffen haben, dass es außer Menschen mit Allergien und Unverträglichkeiten immer mehr Kundschaft gibt, die aus Überzeugung bestimmte Dinge vermeidet. In einer der Großküchen im Keller lässt sich ein erwachsener

Koch vom *Härebierg* in die vegetarische Küche einführen. Denn auch in der Armee nimmt die Zahl der Soldaten zu, die kein Fleisch essen.

Die Öffnung gegenüber Neues ist Prinzip. „Küchen und Kochstile waren schon immer von anderen Ländern und Kulturen beeinflusst“, sagt Marc Hostert. Mit der Globalisierung und dem Wissen über Nahrung erweitert sich der kulinarische Horizont ständig. „Es gibt gegenläufige Trends, wie das nachhaltige Kochen, das die regionale Küche und Lebensmittel aus der Region betont.“ Hostert hat die Leidenschaft fürs Kochen von seiner Mutter geerbt und war früher selbst Schüler an der *Hotelschoul*. Heute ist er Lehrer und leitet in seiner Freizeit die europäische Sektion der Kochvereinigungen – ein Berufsverband, der weltweit über zehn Millionen Köche repräsentiert. Um die Schüler mit neuen kulinarischen Trends in Kontakt zu bringen, veranstaltet die EHTL themenbezogene Kochabende oder lässt Gerichte von zuhause nachkochen: Die Schülerinnen und Schüler stammen aus über 60 Nationen.

Gastfreundschaft prägt Alltag und Räumlichkeiten der Schule: Restaurant und Empfang wurden frisch gestrichen und neu eingerichtet. Dadurch wirkt alles größer, freundlicher, heller. Die Korridore zieren aufgestapelte Koffer und schön arrangierte Kochutensilien. Einige Schüler sind im Gebäude im Anzug unterwegs. „Das sind unsere Examenschüler“, erklärt Michel Lanners, Direktor der einzigen Hotelschule im Land. Dass die Schüler sich adrett kleiden, ist vorgeschrieben. „Wir bringen ihnen Gastfreundschaft, Haltung und, ja, auch Benehmen bei“, sagt Lanners.

Was altmodisch klingt, erlebt derzeit eine Renaissance: Firmen mit Kundschaft in aller Welt verlangen Höflichkeitsformen, mit der sich heutige Generationen schwerer tun. „Namhafte Unternehmen stellen unsere Schüler als Servicepersonal ein. Das heißt, wir liegen richtig“, sagt Lanners nicht ohne Stolz. Der ehemalige Ministerialbeamte aus dem Erziehungsministerium würde, neben Hotelfach und Tourismus, gerne eine Ausbildung ins Programm aufnehmen, die deren Tugenden in sich vereint: den Butler. „Bedarf dafür gibt es“, ist Lanners überzeugt: Nicht wie früher beim Adel; auf Kreuzfahrtschiffen, in Hotels, in Botschaften und Haushalten werden sie

Eine Schülerdelegation fliegt demnächst nach Dubai, um Luxemburger Kochkunst vorzustellen

eingesetzt. Ein anderer Beruf, den Lanners sich wünscht, sei der Sommelier. „Das würde den Luxemburger Wein aufwerten“, ist er überzeugt.

Seit Monaten ist der Direktor unterwegs, um dafür die Werbetrommel zu rühren, bei Winzern, bei Gemeinden und Politikern. Aber um eine eigene Ausbildung auf die Beine zu stellen, braucht es kritische Masse, also ausreichend Jungen und Mädchen, die sich einschreiben würden. Es dauert, die Lobby, die Finanzierung und schließlich das Knowhow, Lehrpersonal und die Programme, zusammenzutragen.

Für die Schule wäre eine solche neue Ausbildung ein wichtiges Zeichen, denn zum einen könnte sie sich weiterhin als feste Größe für Innovation und Fortschritt im Hotel- und Gaststättengewerbe verankern. Luxemburg ist ein Weinland. Zum anderen ist es nicht lange her, dass Gerichte um eine Schließung der 350 Schüler zählenden Einrichtung für viel Verunsicherung sorgten. Lanners hatte vor wenigen Jahren, als Ministerialbeamter, sogar selbst für eine Schließung plädiert, im Glauben, verschiedene Ausbildungsgänge seien besser zentral anzubieten. Erst als er den Sektor für eine Bestandsaufnahme genauer unter die Lupe nahm, erkannte er das Potenzial und wie wichtig die EHTL für die Region und das Land ist. „Es ist die einzige Schule dieser Art in ganz Luxemburg“, sagt er. Sein Bericht, der die Wachstumschancen und den Nachwuchs in der Branche untersucht, hat das Ministeri-

um noch immer nicht veröffentlicht, zum Unmut des Verbands des Hotel- und Gaststättengewerbes Horesca. Die Schule steht trotzdem nicht still. Sie hat binnen kurzer Zeit Bemerkenswertes geleistet. Das *Land* war vor zwei Jahren zu Besuch: Da hing noch der 1980-er Jahre Mief im Foyer und das Gebäude war mangels Beschilderung nur mit Ortskenntnis auffindbar. Die Atmosphäre wirkte angespannt, manche Lehrer eingeschüchtert.

Das ist Vergangenheit. Die heutige EHTL zeigt sich modern und offen, auch wenn die Architektur der Modernisierung gewisse Grenzen setzt. „Wir haben uns geschaut, was wir mit nicht allzu großer Investition zügig verbessern konnten“, erzählt Hostert. Das Ergebnis kann sich zeigen: Eine moderne Cafeteria mit frischen Croissants, gutem Kaffee und selbstgemachten Sandwichs lädt zum Verweilen ein, die Klassen sind größtenteils mit I-Pad ausgerüstet, auch wenn das W-Lan noch nicht überall optimal funktioniert und nicht bis in den letzten Winkel des Gebäudes reicht. In den neuen Kühlräumen der hauseigenen Schlachtereilager Grundsößen, mit Kräutern zubereitete Räucherbeine und andere Schlemmereien.

In der Patisserie demonstriert der Chefpâtissier derweil den Einsatz digitaler Technologien: Auf den Bildschirm getippt und ein Film läuft an, in dem ein angehender Bäcker dabei ist, einen Teig vorzubereiten und die einzelnen Schritte zu erklären. „Wir haben Tutorials selbst aufgenommen. Die können Schüler nachhause nehmen und nachkochen.“ Bei den Jugendlichen sind die Tutorials beliebt: Hier kann nachgekocht, bei Bedarf der Film angehalten, auf den digitalen Arbeitsseiten kommentiert werden. Die Schüler müssen weniger Bücher schleppen und nicht mehr jedes Rezept notieren.

Was vielleicht fehlt, sind mehr Projektarbeiten. Es gibt sie, aber im Unterricht alltag dominieren noch klassische Lernsätze, wenngleich digital unterstützt. Die eigene Kreativität der Schüler spielt vor allem bei kulinarischen Soires oder wenn sich zusammen auf eine Reise vorbereitet wird, wie die zur Weltausstellung in Dubai, zu der 25 Millionen Besucher erwartet werden und wo Schüler der *Hotelschoul* neben anderen für die Verköstigung im Luxemburger Pavillon zuständig sein und auf Kollegen aus der Schweiz und den Emiraten treffen werden. Die Vorfreude und das Lampenfieber sind groß.

Die Lehrkraft macht den Unterschied. Das sagt nicht nur Bildungsforscher John Hattie. Das erleben Schüler tagtäglich

Ungewöhnliches Team

Ines Kurschat

Als sich Mich Hoffmann und Marc Teusch das erste Mal näher kennenlernten, hatte der damalige Schüler des Lycée Classique in Diekirch gerade was ausgefressen: Eigentlich sollte er anderen Schülern am Lycée Ettelbrück bei den Computer-Days einige Tricks und Kniffe am PC beibringen. Doch der junge Computerfan hatte sich privat in Hacking versucht, oder besser gesagt in Cracking – und war deshalb nicht mehr als erwünscht. „Ich habe mir Zugang verschafft zu Daten, wie es eigentlich nicht okay war“, gesteht er heute lachend. Marc Teusch, Lehrer und Initiator der LTett-Computer-Days, setzte sich für den Schüler ein, dessen Comptertalent er erkannt hatte – und konnte erreichen, dass Mich den Kurs trotzdem hielt.

Es begann eine Zusammenarbeit zwischen den beiden, die über das Schulische hinausgehen sollte. Heute sind die Männer, trotz fast 25 Jahre Altersunterschied, so etwas wie Freunde. Neben den C-Days, eine Initiative des Ettelbrücker Lycée, der Jungen und Mädchen, die nicht mehr so neuen Technologien nahebringen sollten, unterstützte sich das Duo bei weiteren Projektideen. Das erste *Hackerspace* in Strassen und die ersten Gehversuche des *Graffiti Research Lab* gehen auf eine Initiative des heute 27-Jährigen zurück, mit Teuschs Unterstützung. „Ich habe mich von den Jungen inspirieren lassen und das mit in die Schule genommen“, gibt Teusch, Begründer von Bee Creative, eine *Digital Literacy*-Initiative, zu. Was die Männer eint: Lust am Ausprobieren und Entdecken.

Auch Teusch saß als Jugendlicher im Keller, „um am PC herumzubasteln“, erzählt der gelernte Ingenieur. Seine Neugierde und sein Wunsch, Schule und die virtuelle Welt näher zusammenzubringen, ließen ihn Projekte wie die C-Days oder die ersten *Makerspaces* ins Leben rufen. „Die herkömmliche Schule tendiert dazu, sich selbst zu ersticken und braucht Impulse von außen“, sagt der Lehrer. Das Konzept der *Makerspaces*, inzwischen an rund 30 Lyzeen im Land präsent, stammt ursprünglich aus den USA und bedeutet nichts anderes, als kreative Räume in Schulen, Universitäten und Nachbarschaften aufzubauen, in denen junge Menschen zusammenkommen und gemeinsam etwas ausprobieren können. Wer will, kann mit Unterstützung eines Tutors oder mit Kollegen, ein eigenes Projekt aufziehen, das können Roboter sein, Licht betriebene Fahrzeuge oder Produkte aus 3D-Druck.

Inzwischen führt an dem 50-Jährigen kein Weg mehr vorbei, geht es um technologische Innovation in der Schule: Der Lehrer war einer der ersten, der beim *Ted-Talk* Luxemburg sprach und ist ein *Maker*. Im Interview wirkt er ruhig, aber beim Reden über die

Projekte blüht er auf. Man merkt ihm an, wie sehr ihn Themen wie IT, Robotik und AI umtreiben.

Mit dem Ex-Schüler Mich Hoffmann hält er auch nach der Schulzeit Kontakt. „Wenn ich Unterstützung brauche bei einer Idee, dann rufe ich ihn an und umgekehrt“, beschreibt Mich Hoffmann die Verbindung. „Wir hören einander zu, respektieren uns.“ Gäbe es so etwas wie Mentoring an der Schule, wäre das vielleicht eine treffende Beschreibung: „Mich hatte Talent. Aber wie andere Jugendliche in seinem Alter wusste er manchmal nicht, wohin mit

der Energie und wie sie kanalisieren und in sinnvolle Ideen umsetzen“, beschreibt Marc Teusch die Begegnungen während der Schulzeit.

Der Austausch und das gewachsene Vertrauen waren es, das die beiden zusammengeschweißt hat und aus dem heute so etwas wie eine Freundschaft entstanden ist. Mich Hoffmann sagt rückblickend: „Ich habe verschiedene Grundtechniken in der Schule gelernt, etwa Zinsen ausrechnen oder Anfragen in verschiedenen Fragen stellen. Aber die Begegnung mit Marc hat mich darüber hinaus geprägt.“



Ex-Schüler Mich Hoffmann und Lehrer Marc Teusch haben sich über ihre gemeinsame Leidenschaft für Computer kennengelernt

„Das größte Problem ist die Rivalität“, sagt Lehrer Marc Teusch. Sie behindere Teamarbeit, die nötig sei, um gemeinsam Projekte umzusetzen

Hoffmann sieht die herkömmliche Schule kritisch. „Die Kreativität kommt einfach zu kurz. Wenn ich heute nochmal dort wäre, würde ich mir vielleicht eine andere Form des *Stage* wünschen, damit Jugendliche erleben können, wie die Unternehmenswelt tickt.“ Damals gab es weniger Räume, wo sich Jungen und Mädchen ohne Leistungsdruck und Lernziel ausprobieren können. Außer den *Jonk Entrepreneuren* gab es kaum Initiativen in der Schule, die unternehmerische Ideen von Jugendlichen förderten und auszeichneten.

Dabei wäre das eine feine Sache gewesen, sagt Hoffmann im Rückblick. Heute leitet der 27-Jährige bereits seine zweite Firma. Die erste, *individuum.com*, eine Online-Plattform, die IT-Talente aus aller Welt nach Luxemburg bringen sollte, hatten er und sein damaliger Geschäftspartner mit Erfolg verkauft. Das neue *Start-up* in der Rue Glesener in der Hauptstadt ist ebenfalls eine Projektidee, die dem Tüftler einfiel, als er neun Monate in Berlin weilte, auf der Suche nach neuen Impulsen und Inspiration. Was es genau ist, will er noch nicht verraten, nur so viel: „Es wird eine App sein, die zeigen wird, dass die Menschen im Kern gut sind“, sagt er mit einem Augenzwinkern.

Mich Hoffmann ist keiner dieser IT-ler, die mit Anglizismen um sich werfen, in Cafés sitzen und auf dem Laptop eintippen, sondern ein nachdenklicher junger Mann. Gesellschaftliche Themen, wie die Vereinbarkeit von Beruf und Familie, interessieren ihn, und als Schüler war er bei den Protesten gegen die Lyzeumsreform vom Mady Delvaux vorn mit dabei. Damals vor allem weil er fürchtete, mit der Reform könnten die Abschlussdiplome an Wert verlieren.

Heute sieht er seine Positionen von damals kritischer. Marc Teusch sagt über die starke Konkurrenz

im luxemburger Bildungssystem skeptisch: „Das größte Problem ist die starke Rivalität, die durch den Prüfungstress und die Noten geschürt wird.“ Das behindere Teamarbeit, die nötig sei, um gemeinsam Projekte umzusetzen.

„Lehrer brauchen Freiraum, um mit Schülern etwas entwickeln zu können“, ist der Computerfan überzeugt. Große Ideen entstünden meistens nicht allein, sondern im Team, sagt er – und er und Mich sind das beste Beispiel dafür.

Entsprechend stolz Teusch er über eine Weiterentwicklung der *Makerspaces*: Das Konzept soll in den Lehrplänen verankert werden. Bisher nutzen Schüler die kreativen meist für Projektarbeiten oder neben der Unterrichtszeit. „Aber oft dauern die nur ein paar Tage oder eine Woche. Das reicht nicht, wenn man etwas entwickeln und umsetzen will“, weiß Mich Hoffmann aus Erfahrung. Bislang besuchten rund 3 000 Schüler die *Makerspaces*, es sollen noch mehr werden. „Das könnte dem Schulsystem die Dynamik bringen, die ihm fehlt“, hofft Marc Teusch, der sich zugleich keine Illusionen macht. „Wir können ein starres System nicht von heute auf morgen durch ein offenes ersetzen.“ Was es vielmehr brauche, sei eine Schule, die sich in Frage stellt, die offen sei für Veränderungen und die dynamisch bleibe.

Lernen ohne Anleitung und Wissensvermittlung funktioniere nicht: „Um ein Haus zu bauen, braucht es ein Fundament. Ist es wackelig, besteht die Gefahr, dass das Haus irgendwann einstürzt“, ist Teusch überzeugt. „Schule kann keine Antworten auf alle Fragen geben. Aber sie kann einem Schüler, einer Schülerin dabei helfen, die Kompetenzen und die Interessen zu entwickeln, die er oder sie für seinen weiteren Lebensweg benötigt.“



„Wenn ich Unterstützung bei einer Idee brauche, dann rufe ich ihn an und umgekehrt.“

Mit Daten die Welt erklären

Der Pionier

Pol Schock

Er sitzt an einem Tisch in der Ecke eines Cafés. Rücken zur Wand. Vor ihm liegt eine Brille, er hat sich noch nichts zu trinken bestellt. Eine runde Tasche ist an das Tischbein angelehnt. Darin befindet sich kein Notebook, kein Tablet und auch kein Notizblock. Sondern ein sogenanntes *Onewheel*. „Die beste Möglichkeit, um sich vom Bahnhof nach Gasperich zu bewegen“, sagt Dominique Nauroy. Bisher hätte allerdings noch niemand die Vorteile dieses Fortbewegungsmittels erkannt. Er ist der einzige Mitarbeiter von Saint-Paul, der täglich mit einem *Onewheel* zum Arbeitsplatz fährt.

Dominique Nauroy ist 43. Der promovierte Informatiker ist aktuell der einzige offizielle Datenjournalist in Luxemburg. Er verarbeitet nicht nur Daten, sondern er erzählt anhand von Daten Geschichten. Er visualisiert sie mittels Karten, Zeitachsen oder sonstigen Grafiken. Aktuelle Beispiele sind das Coronavirus: Mittels einer interaktiven Karte zeigt er auf *wort.lu* die globale Dimension und zeitliche Ausbreitung des Virus. Oder auch der 75. Jahrestag der Befreiung des Vernichtungslagers Auschwitz-Birkenau, den er als Anlass nahm, um mittels interaktiver Karte die Geschichten von Lagerhäftlingen aus Luxemburg zwischen 1940 und 1945 zu erzählen.

Datenjournalismus ist eine Branche, die als zukunftsträchtig gilt. Im Ausland wird seit langem ein Loblied darauf gesungen. *Spiegel*, *FAZ*, *SZ*, *New York Times*, *Guardian*, *Le Monde* – viele international-renommnierte Zeitungen der alten Welt

greifen auf Datenjournalismus zurück, aber auch neue Medien wie *Vice*, *Buzzfeed*, *Das Correctiv* oder *Die Republik* arbeiten damit. Nicht wenige halten Datenjournalismus für den Heilsbringer einer gebeutelten Branche – als den Weg aus der Krise des Journalismus.

Nauroy gehört dabei zu denen, die eher nüchtern über das Thema reden. Oder um eine beliebte Fußballfloskel zu benutzen: die den Ball flach halten. Er redet nicht wie ein Lobbyist auf einem *Ted-Talk* lediglich über die Vorzüge der neuen Technik, sondern spricht auch über Grenzen seiner Branche. „Datenjournalismus wird den klassischen Journalismus sicher nicht ablösen“, so Nauroy. „Eine gute Geschichte bleibt eine gute Geschichte.“ Und sie werde auch weiterhin genauso funktionieren wie vor fünfzig oder hundert Jahren. Es gibt keinen Grund, nur noch datenjournalistisch zu denken. Aber es gibt eben gute Argumente, doch damit zu arbeiten, so Nauroy. Denn manche Geschichten lassen sich eben dadurch besser erzählen. Die Datenvisualisierung ermöglicht neue Blickwinkel, eine neue Dimension des *Storytellings*.

Wie bei jedem neuen *Tool* hat man zu Beginn erstmal übertrieben. Jeder wird wohl noch die farbigen, interaktiven *Powerpoints* oder auch *Word-Cliparts* Anfang der Nullerjahre in Erinnerung haben. Ein Überfluss an Blingbling. Diese Tendenz bestehe aktuell auch immer noch beim Datenjournalismus, sagt Nauroy. Als „Weihnachtsbaum-Gefahr“ bezeichnet er das exzessive Benutzen von interaktiven Möglichkeiten, das alle Reize des Betrachters überflutet. Nauroy erinnert sich noch allzu gut an eigene Fehlgriffe. Und er erklärt, dass er auch die Kollegen oftmals davor warnen müsse. Datenjournalismus sei jedoch kein Selbstzweck. Es gehe stets darum, Informationen besser verständlich zu machen – dieses Ziel dürfe man nicht aus den Augen verlieren.

Nauroy ist dabei eher durch Zufall zu diesem Beruf gekommen. Anfang der Nullerjahre hat er eine Doktorarbeit an der Universität de Lorraine verfasst, über den gescheiterten Versuch eines französischen Unternehmens, einen *E-Book-Reader* auf dem Markt zu etablieren. Später war er als Webdesigner tätig und ist irgendwann als Journalist bei der *Voix du Luxembourg* gelandet. Nach und nach hat Saint-Paul seine informatischen Fähigkeiten erkannt und ihn zunächst halbtags und später in Vollzeit als Datenjournalist arbeiten lassen. Nauroy sagt dabei, dass



Der Datenjournalist Dominique Nauroy

für ihn das Programmieren ebenso wichtig ist wie das journalistische Handwerk. Er sei ein Hybrid, verstehe genauso viel von Informatik wie von journalistischer Recherche. Für Saint-Paul ist er demnach ein Glücksgriff, da es nur wenige Personen gibt, die gleichermaßen in beiden Gebieten fit sind. Sein Daten-Wissen hat er sich allerdings in den vergangenen Jahren eher autodidaktisch angeeignet, durch das Lesen von Büchern, durch Stöbern im Netz oder auch durch manche Kurse. Aber vor allem durch *Learning by doing*. Vieles hat er einfach ausprobiert. Nach dem Motto: *Trial and Error*. Saint-Paul ist jedenfalls von seiner Arbeit überzeugt und will in Zukunft weiter auf Datenjournalismus setzen und ein ganzes Team um Nauroy aufbauen. So jedenfalls der Plan.

Am Ende des Gesprächs springt Nauroy auf sein *Onewheel*. Fährt vorbei an den wartenden Autos der Trambastelle auf in Richtung Gasperich.

Als „Weihnachtsbaum-Gefahr“ bezeichnet er das exzessive Benutzen von interaktiven Möglichkeiten, das alle Reize des Betrachters überflutet



2-4, rue Pierre Hentges
L-1726 Luxembourg
T +352 27 494 600
F +352 27 494 650
formation@LLLC.lu



Développez vos compétences digitales !

BACHELOR INFORMATIQUE

avec l'Université du Luxembourg



OBJECTIFS

- › fournir aux étudiants des compétences pointues dans certaines spécialités de l'informatique (programmation, web, base de données, et autres) ;
- › donner la capacité aux étudiants de réaliser plus facilement de nouveaux apprentissages après la formation.

PUBLIC CIBLE

- › titulaire d'un Bac+2 (DUT, BTS ou équivalent) dans le domaine informatique ;
- › possibilité d'une validation des acquis de l'expérience professionnelle.

Délai d'inscription : **1^{er} avril - 21 août 2020**
Début de la formation : **octobre 2020**
Durée de la formation : **4 semestres**

CISCO NETWORKING ACADEMY TRAININGS

in collaboration with the Competence Centre



University of Luxembourg
Competence Centre



TRAININGS IN THE FOLLOWING AREAS

- › Network
- › Cybersecurity
- › IOT (internet of things)
- › Programming
- › Linux

3 FORMATS AVAILABLE

- › evening courses
- › seminars
- › inhouse and tailor-made trainings

The Cisco Networking Academy offers lectures ; interactive tools ; online training material ; hands-on workshops to ensure candidates gain the knowledge and skills they need to succeed in a technology-driven market.

CERTIFICATION EUROPEAN COMPUTER DRIVING LICENCE



LA CERTIFICATION ECDL

- › méthode d'évaluation : tests pratiques sur ordinateur
- › langue au choix : français, allemand ou anglais
- › organisation : sessions en continu

Près de 16 millions de personnes dans plus de 100 pays ont passé une certification ECDL.

PUBLIC CIBLE

L'ECDL s'adresse à tous !

Le certificat ECDL certifie vos compétences informatiques et bureautiques.

Prochaines sessions : **retrouvez les dates des sessions ECDL sur notre site**



Plus d'informations:
www.LLLC.lu
- rubrique Formations universitaires
formation@LLLC.lu



For further information:
www.LLLC.lu www.competence.lu
formation@LLLC.lu info@competence.lu



Plus d'informations:
www.LLLC.lu - rubrique Certifications
formation@LLLC.lu



Ralph Marschall et Carolina Sandoval encadrant le *pitch* de projets d'exploitation de *big data*, vendredi dernier à l'Athénée

Fondée en 2016, la Luxembourg Tech School asbl offre aujourd'hui des cours en nouvelles technologies à quelque 120 lycéens à travers le pays. Reportage au Geesseknäppchen un vendredi soir

Plug it, play it, burn it, rip it.

josée hansen

Il y a des cheveux verts dans la salle. Et mauves. Beaucoup de *sweats* à capuche aussi et des baskets. Un jeune est assis derrière son laptop, *hoodie* couleur lie-de-vin avec sa capuche remon- tée, la tête entre les mains, attend que ça com- mence. Il est seize heures et quart vendredi soir, la sonnette a annoncé le week-end pour la très grande majorité des lycéens, qui sont sortis en courant de l'Athénée. Pas eux. Ils sont une cinquantaine de jeunes âgés de quinze à 19 ans de tous les lycées du Geesseknäppchen (outre l'Athénée aussi le Lycée Michel Rodange, le Lycée Aline Mayrisch ou l'International School) à se rassembler ici – de leur plein gré – pour apprendre les nouvelles tech- nologies. Il y a d'autres formations décentralisées à Clervaux, Esch-sur-Alzette et Mamer, pour plus de 120 élèves. « En principe, ils ne doivent rien connaître pour s'inscrire dans nos cours, insiste Sara Kaiser. Mais il y en a qui me dépassent allè- grement en programmation. »

Kaiser est autodidacte en technologies. « Un phéno- mène », dit un des autres coaches de la Luxembourg Tech School (LTS). Venue au Luxembourg pour travailler pendant plusieurs années aux côtés de

Il est seize heures, la sonnette a annoncé le week-end pour la très grande majorité des lycéens. Pas pour eux. Ils sont une cinquantaine à se rassembler pour apprendre les nouvelles technologies

Matthias Naske en tant que « head of the arts divi- sion » à la Philharmonie, elle s'est ensuite réorientée, a appris les systèmes informatiques et la program- mation et est désormais une des deux employées de la LTS, dont elle est la directrice des programmes (« Combining Arts, Technology & Education » dit

son profil Twitter). Dans l'équipe d'une vingtaine de *coaches free-lance*, qui ont majoritairement un background informatique, sont profs à l'université ou ingénieurs dans l'industrie, elle apporte la touche créative. C'est utile pour accompagner ces élèves qui font tout eux-mêmes : de l'idée à son dévelop- pement, du contenu au graphisme et à l'esthétique.

Les cours sont divisés en trois modules par an et en deux niveaux. Les thèmes collent à la stratégie du gouvernement : *gaming*, *big data*, *space* ou *fintech*. « Nous allons être la première équipe luxembour- geoise à participer au prochain concours européen de l'Esa (European Space Agency, ndlr.) », raconte Sergio Coronado en montant les escaliers pour ral- lier le premier étage au pas de course. Alors que les femmes de ménage nettoient le sol du préau couvert, Coronado vient de l'Université du Luxembourg pour enchaîner avec une visite des cours de ce ven- dredi 6 mars. Il est un des fondateurs de la Luxem- bourg Tech School asbl et a l'énergie débordante. « Pas de poignée de main, je suis scientifique, on n'est jamais trop prudent », avait-il lancé en arri- vant. Espagnol ayant fait ses études essentiellement à Madrid, où il a fait un doctorat en *industrial*

engineering à la fin des années 1990, il a rejoint l'Uni.lu en 2004, où il est désormais assistant pro- fesseur en *project management*, avec spécialisation dans l'intelligence artificielle et la *data science*. En parallèle, il est *chief information officer* pour la NSPA, agence de l'Otan de soutien et d'acquisition (ex-Namsa) installée à Capellen.

« Un jour, je me suis demandé pourquoi le Luxem- bourg manquait tant de gens avec des compétences technologiques, se souvient-il. Le Luxembourg a une stratégie digitale mais pas de personnels pour l'implémenter. Face à ce constat, on peut avoir deux attitudes : s'en plaindre ou faire quelque chose. Je suis plutôt du genre à opter pour la deu- xième approche. » Coronado réfléchit alors aux possibilités de former des jeunes : l'une aurait été de lancer une école privée aux frais d'inscriptions mirobolants, qui permettraient de la financer. Mais il ne veut pas exclure des talents venant de familles modestes. Alors il se tourne vers l'agence gouvernementale Digital Luxembourg et le minis- tère de l'Éducation nationale. « J'y ai pitché mon idée et ils m'ont juste dit : 'Quand pouvez-vous commencer ?' ».

Toujours dans une approche inclusive, Coronado demande que le ministère mette à disposition cin- quante *laptops*. Adjugé ! C'était au printemps 2016. Pour la rentrée de la même année, la TSL était prête'. Ouverte à tous les lycées et gratuite pour les élèves. Les coaches et les équipements sont payés par le ministère, Digital Luxembourg et d'autres sponsors privés (e.a. une grande fondation, dont l'identité sera prochainement rendue public). Régulièrement, des projets sont réalisés en collaboration ou pour le Fonds national de la recherche, qui fait beaucoup d'efforts pour la vulgarisation des sciences.

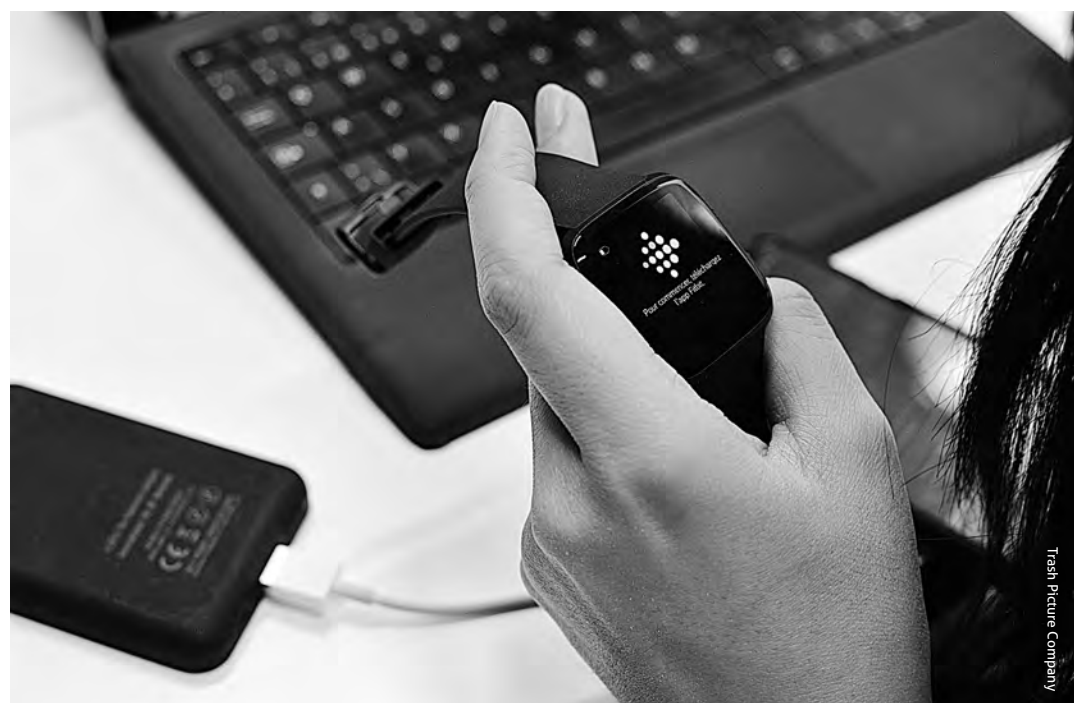
Retour en classe au premier étage. Trois cours différents sont proposés en parallèle : deux de première année et un avancé. Ralph Marschall et Carolina Sandoval, l'un coach de la LTS, l'autre de l'ISL, accueillent un groupe d'une vingtaine d'élèves de différents âges et de plusieurs écoles. Tout le monde parle anglais. Le thème du jour : le *big data*. Assis par grappes dans les rangées de bancs, ils ont chacun un ordinateur portable. Les coaches passent les voir. « Tu as un *data set* ? Il te faut obligatoirement un *data set* pour pouvoir tra- vailler. » De jeunes femmes prennent des notes avec



Les coaches (à droite : le fondateur Sergio Coronado) sont accompagnés par des profs de l'Athénée (à gauche : Paul Klensch)



Le cours de Sara Kaiser



La classe de deuxième année, avec Rocio Lopez Perez (au centre)

Drag and drop it, zip, unzip it

leurs stylos proprement rangés dans des trousseaux à motifs fleuris ; des garçons debout se chamaillent. Ce sont des lycéens tout à fait normaux. Mais avec un penchant pour les nouvelles technologies. « Notre approche de les impliquer au maximum en leur laissant beaucoup de libertés apporte un engagement à deux cents pour cent (200 percent commitment en V.O.) parce que ce sont leurs idées », affirme Coronado, qui passe de classe en classe, un mug à la main (ça fait un peu Silicon Valley).

Le défi aujourd'hui : trouver un sujet intéressant que les élèves puissent approfondir en ayant recours au *big data*. Mais personne ne leur a imposé de thème. La procédure pour en choisir, à développer en groupes de trois, est on ne peut plus *old school* : chacun écrit – à la main – sa proposition en quelques phrases sur une feuille de papier, qui sera fixée avec de la bande adhésive au mur. Chaque élève aura quelques minutes et plusieurs post-its à sa disposition pour voter ; les coaches comptent les votes et les sept projets les plus populaires l'emportent. Il y a *Exposing Apple*, le gagnant des cœurs au vu des applaudissements : une jeune femme propose de mettre à nu « how Apple screws us ».

Un autre élève veut établir des corrélations entre les données trouvées sur internet concernant les résultats des universités afin de pouvoir donner un classement des meilleures facs. Un jeune homme veut se consacrer à Tesla, un autre aux termes de recherche les plus populaires sur Google. Chacun des auteurs des projets retenus a trois minutes pour présenter – *pitcher* – son idée afin d'attirer des élèves dans son groupe de travail. L'ambiance de camp scout est une autre manière d'encourager le *teamwork* et de développer les capacités sociales des élèves. À côté, la classe de Sara Kaiser est plus studieuse. Et les élèves de deuxième année, moins nombreux (ils ne sont que huit aujourd'hui, garçons et filles plus ou moins à parité), sont encore plus concentrés. Ils sont en train de bosser sur l'intelligence artificielle et s'appliquent à programmer des applications financières pour des « wearables » – des montres iWatch en l'occurrence. Là encore, le ministère finance le matériel pour que le cours soit le plus inclusif possible.

Et l'éthique alors ? Suffit-il de transmettre aux jeunes des compétences pratiques en nouvelles technologies pour en faire de jeunes femmes et de

jeunes hommes du XXI^e siècle, employables dans les secteurs du futur ? « Il est très important qu'ils apprennent à comprendre, le formule Sara Kaiser. Mais ils sont aussi très critiques vis-à-vis de la technologie et c'est essentiel qu'ils le soient ». Là où leurs pairs sont désormais équipés d'iPads avec leurs stylets et prêts à utiliser ces dispositifs pour apprendre autrement, eux, les élèves de la Tech School, sauront non seulement dire comment les applications sont programmées, mais aussi ce qui se cache derrière : Telle marque essaie de rendre ses clients dépendants de leurs outils et telle autre surveille nos moindres faits et gestes en feignant offrir un service pratique. « Nous sommes entre deux : entre l'industrie et l'école », insiste Sergio Coronado, et que cette relation fonctionne dans les deux sens : que eux, les mentors, en apprennent aussi tous les jours des élèves, qui leur montrent ce qui est branché, *trending*, dans leur génération.

La question de l'éthique, cet ingénieur féru de sports et père de famille se la pose aussi. L'année dernière, les élèves de la Tech School ont collaboré avec le Fonds national de la recherche (qui fêtait ainsi ses vingt ans), à l'expérience *The House of Franken-*

stein, qui impliqua le grand public – et construit une intelligence artificielle appelée Frankie. Une centaine de participants traversèrent l'expérience et durent s'interroger sur leur attitude vis-à-vis des possibilités de l'intelligence artificielle : quand faut-il réguler ? Faut-il par exemple continuer à faire des recherches sur le génome humain ?

« Il est très important qu'ils apprennent à comprendre, le formule Sara Kaiser. Mais ils sont aussi très critiques vis-à-vis de la technologie et c'est essentiel qu'ils le soient »

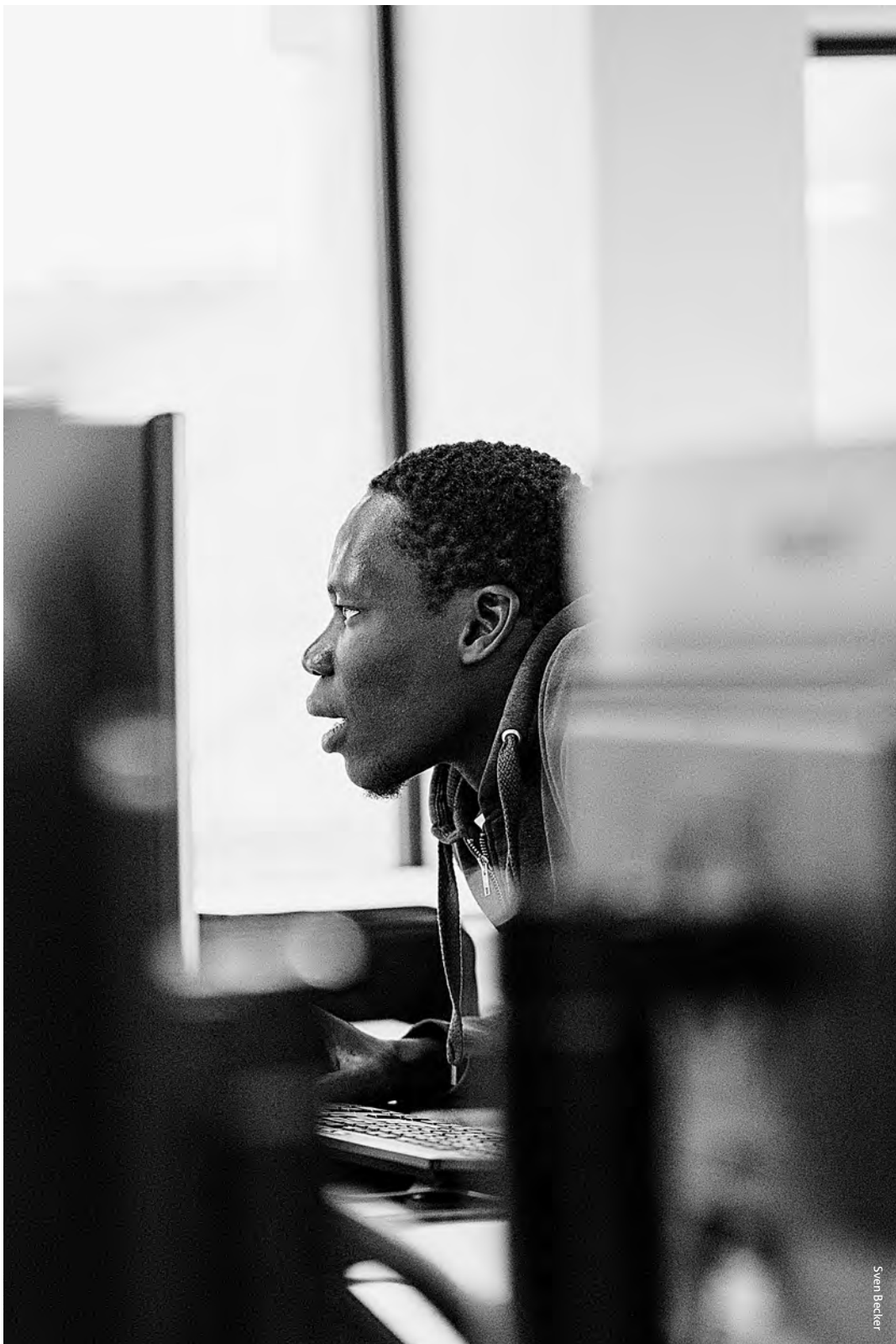
« Et on devait s'interroger sur ce que ça veut dire d'être humain », demande Coronado, qui estime aussi qu'il est temps de poser ces questions morales essentielles, sur les limites des technologies et de la science. « Nous sommes en fait constamment devant un dilemme : nous devons commencer à réguler l'intelligence artificielle. Mais sans risquer de freiner son développement ». Il commence à faire se faire tard. Les femmes de ménage ont presque terminé ; les élèves sont toujours là.

Le titre de ce texte est un extrait de la chanson *Technologic* de Daft Punk (2005)

¹ La Luxembourg Tech School est constituée en asbl avec siège à Mamer, l'article 3 de ses statuts définit son objet ainsi : « L'association a pour objet et pour but, en dehors de tout esprit de lucre de, de promouvoir l'éducation nationale et internationale dans les domaines de l'informatique et des nouvelles technologies au sens le plus large, l'enseignement et l'apprentissage et l'utilisation des langues de programmation, le renforcement des connaissances en matière informatique ainsi que leur développement et toute entreprise liée. Dans le cadre de la réalisation de cet objet, l'association pourra s'entourer de tous conseils qu'elle jugera nécessaires et collaborer avec les administrations publiques. »

Die digitale Lernkultur des liberalen Bildungsministers ist in erster Linie auf den Arbeitsmarkt ausgerichtet

Wo bleibt der Mensch?



Rund die Hälfte aller Arbeitsplätze könnte durch Maschinen und Algorithmen ersetzt werden

Ines Kurschat

Luxemburgs Schulen brauchen mehr Freiraum, hatte Claude Meisch vor gut einem Jahr im Gespräch mit dem *Land* gesagt. Die Rede ging um die Herausforderungen der Digitalisierung und wie die Informationstechnologien in die schulische Praxis und den Unterricht einzubauen seien. Seitdem sind etliche Projekte erstanden. Rund die Hälfte aller Lyzeen hat einen *Makers Space*, eine Art Kreativ-atelier, in der Technikaffine und Neugierige sich ausprobieren, Tipps austauschen und eigene Projekte starten können. Im Kontext der *Techschools* (S. 30) können sie komplexere Themen wie Robotik und künstliche Intelligenz angehen; immer mehr Schüler nutzen das Angebot auch.

Bildungsexperten wie der Brite Ken Robinson oder der Kanadier Michael Fullan sind sich einig: Nur Freiräume neben dem regulären Unterricht zu schaffen, reicht nicht aus, um Mädchen und Jungen auf die vielfältigen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts vorzubereiten. Nicht nur benötigen global agierende Unternehmen mit immer komplexeren digitalisier-

ten Produktionsprozessen exzellent ausgebildetes Fachpersonal. Die Folgeschäden eines wenig regulierten Kapitalismus, der seine Gewinne auf Kosten der Umwelt erzielt, und einer konsumfixierten nicht-nachhaltigen Lebensweise, die auf dem Rücken ärmerer Länder und Menschen gelebt wird, müssen ebenfalls gelöst werden.

Um den Raum für Innovation und Ideen zu schaffen, gehen Schulen insbesondere im angelsächsischen und im asiatischen Raum, Vorreiter in Sachen Digitalisierung, längst andere Wege. Im Mittelpunkt stehen die „six C's of deep learning“ nach Michael Fullan und Geoff Scott: *Critical thinking and Problem solving*, *Cooperation*, *Creativity*, *Communication*, sowie *Citizenship* und *Character building*, wobei letztere bei Kopien und Varianten dieser Sekundärtugenden für eine Bildung im 21. Jahrhundert nicht vorkommen. Auch Claude Meisch hat seine Anfang Februar vorgestellte „digitale Offensive“ auf fünf Ks ausgerichtet: *kritisches Denken*, *Kreativität*, *Kommunikation*, *Kooperation* und *Kodieren*. Freilich ohne zu verraten, von wem er das Konzept übernommen hat. Und beziehungsweise ohne die Dimensionen *Citizenship* und *Character building*.

Die sechs Cs nach Fullan und Scott sind aber kein Werkzeugkasten, um ein Arbeitskräftemagnet aufzubauen ganz nach Vorbild und Geschmack des Silicon Valley. Fullan fordert eine Neuausrichtung der öffentlichen Schulen, sich stärker den Herausforderungen einer durch Digitalisierung und Automatisierung wandelnden Gesellschaft und der Arbeitswelt zu widmen – und dabei nicht die Menschlichkeit und die Menschheitsprobleme zu ignorieren. Der digitale datenbasierte Fortschritt ist nicht zu stoppen. Mit dem Internet beschleunigen sich interne Arbeitsprozesse. Immer mehr Aufgaben werden von Robotern oder Algorithmen übernommen – zum Nutzen der Menschen, aber auch zu ihrem Nachteil.

Laut einer Studie der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) ist rund die Hälfte aller Arbeitsplätze der 32 Staaten, die an der Untersuchung teilgenommen haben, durch Maschinen und Algorithmen bedroht. Das betraf OECD-weit mehr als 66 Millionen Beschäftigte. Eine der größten Branchen hierzulande ist der Banken- und Versicherungssektor. *Online-Banking* und Bankautomaten machen Dienste direkt am Schalter zunehmend überflüssig. Die Schließungen von elf Spuerkees-Filialen und vieler Postämter übers Land sind nur ein Vorgeschmack auf die Umwälzungen, die diesem Sektor noch bevorstehen.

Noch nie stand so viel Wissen zur Verfügung wie heute. Suchmaschinen sorgen dafür, dass im Netz per Mausklick fast alles nachgesucht werden kann. Memorisieren, simples Auswendiglernen von Fakten und Zusammenhängen, wird der rasanten Entwicklung, in der die Halbwertszeit von Wissen sinkt, nicht länger gerecht. Was Kinder heute lernen, ist morgen aufgrund der Zugänglichkeit von Wissen und des wissenschaftlichen Fortschritts womöglich obsolet. Zugleich ist die Masse an Informationen, die im Netz kursieren, von sehr unterschiedlicher Qualität. Damit Heranwachsende, wenn sie in die Arbeitswelt einsteigen, die Spreu vom Weizen trennen und nützliches, abgesichertes Wissen von *Fake News* und Desinformation unterscheiden können, müssen sie lernen, Informationen zu verifizieren. Das ist leichter als gesagt als getan, wenn sogar Profis, JournalistInnen, *Fake news* übersehen und Fälschungen durch den technologisch-informatischen Fortschritt immer perfekter werden, wie das Beispiel der *Deep Fakes* zeigt.

Kritisches Denken befähigt junge Menschen Fakt von Fiktion zu unterscheiden und eine Information gemäß ihrer Relevanz und Bedeutung einzuordnen. Das ist angesichts der starken Ideologisierung und Emotionalisierung im Netz keine leichte Aufgabe. Wer weiß, woher eine Info kommt und weshalb sie so und nicht anders präsentiert wird, kann Zusammenhänge durchschauen, versteht Probleme besser und kann eine eigene Haltung dazu entwickeln. Zum Beispiel zu den Chancen und Risiken eines immer rasanter, vernetzt und global agierenden kapitalistischen Wirtschaftssystems, die für die Natur und also für den Fortbestand der Menschheit existenziell sind. Fullan bringt hier die Ethik ins Spiel.

Das Ministerium hat mit Anschubhilfe aus Brüssel diese Woche den ersten *Medienkompass* für Schulen und Jugendhäuser vorgestellt. Er orientiert sich an Leitlinien zur Digitalen Strategie der Europäischen Union und soll den Rahmen für eine landesweite Medienerziehung bilden. Leider wurden die Profis aus Zeitung, Funk und Fernsehen selbst nicht in die Erstellung einbezogen, sonst wäre vielleicht der starke Fokus auf eine wirtschaftliche Nutzbarmachung von vor allem digitalen Medienkompetenzen aufgefallen.

Die Menschheit muss Lösungen zu immer komplexer werdenden Problemen finden, darunter Umweltverschmutzung, Armut und Krieg. Dazu braucht es kluge Köpfe, die kreativ denken. Das ist keine Eigenschaft, die mensch hat oder nicht. Kreativität kann gefördert und gelernt werden. Indem man beispielsweise Freiräume schafft, in denen Jungen und insbesondere Mädchen (die beim digitalen Wettlauf riskieren, abgehängt zu werden) unterschiedliche Perspektiven auf ein Problem werfen und abseits von festen Lernzielen eigene Lösungen entwickeln und testen können – ohne dass Irrtümer und Irrwege negativ bewertet werden.

Das geht nicht in einer rigiden Leistungskultur, wie sie an Luxemburgs Schulen dominiert, in der alle Schüler denselben (oft als einzig richtigen vorgegebenen) Lösungsweg nachvollziehen müssen, Abweichung nicht anerkannt und Fehler mit Punktabzug bestraft werden. *Trial and error* ist das A und O für den kreativen Prozess ohne Denkverbote. Um abseits ausgetretener Pfade denken zu können, muss es Lehrkräfte geben, die ungewöhnliche Überlegungen eben nicht sofort wieder einfangen, um sie in standardisierte Formate zu pressen, sondern die offen sind, die Risikobereitschaft fördern und jungen Menschen vertrauen, sich erst einmal auszuprobieren, auch wenn Erwachsene nicht sofort erkennen, wohin die Reise geht.

In den vergangenen Jahrzehnten hat der Wohlstand weltweit zugenommen, gleichzeitig klappt die Schere zwischen Arm und Reich in vielen Ländern, nicht zuletzt in Luxemburg, immer weiter auf. Die Zukunft birgt Herausforderungen, die größer sind als vieles, was vorige Generationen gekannt haben. Stichwort: Klimawandel, Ende fossiler Brennstoffe und Umweltverschmutzung, künstliche Intelligenz, damit verbundene ethische Fragen, oder auch die von Luxemburg angeschobene Ausbeutung des Weltalls. Künftige Generationen müssen also Probleme lösen, die wir heute gar nicht kennen, geschweige denn für die Ausbildungen und Berufe existieren. Und weil alles miteinander zusammenhängt, das Klima mit der Wirtschaft, das Wohlstandsgefälle mit der Migration, das Weltall mit der Ressourcenverschwendung ist vernetztes kritisches Denken und die gemeinsame Suche fächerübergreifender Lösungen unabdingbar.

Teamfähigkeit und Kreativität sind eben nicht nur Schlagwörter von Managern, die damit noch mehr aus Menschen pressen wollen, um höhere Renditen zu erzielen. Sondern sie beschreiben notwendige Kompetenzen, die die öffentliche Schule Kindern vermitteln muss, um der Zukunft in ihrer Komplexität gewachsen zu sein. Dabei geht es eben nicht nur um das Zusammenbringen unterschiedlicher Disziplinen oder Sichtweisen, um (wirtschaftlich verwertbare) Innovation anzustoßen. In der Gruppe üben Schüler ein, dass es mehrere Sichtweisen auf dasselbe Problem geben kann und lernen, die eigene Sichtweise zu hinterfragen und Meinungen zu argumentieren, sie schulen ihre Charakter, eine weitere wichtige Kompetenz, um sich als Bürger/in (*Citizen*) am Aufbau einer friedlichen, gerechten und demokratischen Gesellschaft einzubringen.

Bleibt die Kommunikation. Hier ist sie an letzter Stelle genannt, in Wirklichkeit geht nichts ohne sie. Wer nicht mitzuteilen weiß, wo der Schuh drückt, wer Inhalte nicht vermitteln kann, riskiert, abseits zu bleiben. Im Zeitalter des Internets, in dem Menschen via Smartphone ständig in Kontakt stehen, eigene Inhalte posten und ein Aufregerthema nach dem anderen durch die sozialen Netzwerke jagt, scheint das kein großes Problem mehr. Doch ziel-führende Kommunikation ist mehr. Dabei geht es um Aspekte, wie inklusive Sprache und Räume zu schaffen, in der Betroffene zu Wort kommen.

Die sechs Cs gehören zusammen: Kritisches Denken befähigt Menschen, zu hinterfragen, was ihnen vorgesezt wird, und eigene Standpunkte und Ideen zu entwickeln. Mit dem Internet lernen sie, Informationen zu überprüfen und Kontexte zu verstehen. Kreativität brauchen sie, um Lösungen abseits des Mainstreams zu finden. In Zusammenarbeit mit anderen lernen sie, ihre Ideen und Interessen zu verteidigen, auf Inkohärenzen zu überprüfen und auf ihre Tauglichkeit zu überprüfen. Und mit einer ausgefeilten Kommunikation können sie ihnen Reichweite und Wirkungskraft geben.

Und die öffentliche Bildung in dem Szenario? Minister Claude Meisch hat den Schulen mehr Autonomie gegeben, doch sie wird nicht ausgeschöpft. Andere Organisationsformen sieht man kaum, es dominiert der fächerbasierte Stundenplan. Austausch über Schulen hinweg und Hospitationen gibt es zu wenig. Originelle Aktivitäten finden außerhalb der regulären Schulzeit statt. Manche Lehrer und Direktionen sind nicht willig oder fähig, die herkömmliche Schule von Grund auf in Frage zu stellen; zumal sie mit Gegenwind rechnen müssen.

Aber sind anonyme Mega-Schulen mit rigidem Fächerkanon überhaupt die richtige Antwort angesichts der Herausforderungen? Welche Talente werden durch den starken Formalismus übersehen, werden durch Ausbildungsgänge, die sich nur langsam erneuern ungenügend gefordert, weil sie im rigiden Korsett ihr Potenzial nicht ganz entfalten können? Wie viele Kinder bleiben Jahr um Jahr auf der Strecke, weil die Schulen an Prüfungen und Noten wie an religiösen Reliquien festhalten? Tatsächlich werden kleine Öffnungen, wie der kompetenzorientierte Unterricht oder die formative Bewertung, die die vorige Bildungsministerin Mady Delvaux (LSAP) eingeführt hatte, von ihrem Nachfolger zurückgedreht, weil sie Lehrern zu aufwändig sind, Eltern sie nicht verstehen und Gewerkschaften stets dagegen waren. Der Bildungsminister macht da mit und bemerkt nicht einmal, wie das die alten selektiven Mechanismen verstärkt. Und wie er damit seinen proklamierten Aufbruch untergräbt.

A-Z.LU
S'INFORMER
RECHERCHER
DECOUVRIR
LIRE

a-z.lu est l'interface de recherche unifiée des collections du réseau des bibliothèques *bibnet.lu*, du portail *eluxemburgensia.lu* de la Bibliothèque nationale et de la bibliothèque numérique *findit.lu* du Consortium Luxembourg.

powered by Bibliothèque nationale du Luxembourg

a-z.lu